



CHINE COVID:
L'ÉPOUVANTABLE
FIASCO

**BRÉSIL — LULA FACE À D'IMMENSES
DÉFIS LA RENCONTRE — CHRISTINE
LAGARDE, LA BCE ET L'INFLATION**



**Courrier
international**

N° 1679 du 5 au 11 janvier 2023
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Algérie 530 DA, Allemagne 6,30 €,
Andorre 5,50 €, Canada 7,95 \$CAN,
DOM 5,10 €, Espagne 5,50 €,
Grande-Bretagne 4,70 €, Grèce
5,50 €, Italie 5,50 €, Japon 850 ¥,
Maroc 45 DH, Pays-Bas 5,70 €,
Portugal cont. 5,50 €, Sénégal
3400 F CFA, Suisse 7,20 CHF,
TOM 900 XPF, Tunisie 7,90 DT,
Afrique CFA autres 3600 F CFA.

GUERRES, PANDÉMIE, CLIMAT, INFLATION...

**POURQUOI IL FAUT
PENSER GLOBAL**

*Les crises qui nous
frappent sont
interconnectées.
Pour mieux
y faire face,
des intellectuels
prestigieux
proposent
de réinventer
la façon dont nous
les analysons.*



M 03183 - 1679 - F: 4,50 €



Elfique, Klingon, haut Valyrien... Voyage au pays des langues imaginaires



FALCO/CUBA

DE LA TERRE DU MILIEU À WESTEROS EN PASSANT PAR POUDLARD,
ÉCOUTEZ NOS CINQ ÉPISODES SUR LES LANGUES IMAGINAIRES,
SUR NOTRE SITE OU SUR VOTRE APPLICATION DE PODCASTS PRÉFÉRÉE.

 **Courrier
international**



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Pourquoi il faut penser global

Dérèglement climatique, guerres, pandémie, inflation... : le moins qu'on puisse dire, c'est que 2023 ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices. Pour notre premier numéro de l'année, nous aurions aimé vous renvoyer un autre écho du monde, mais en trois semaines (depuis notre dernière parution, le 15 décembre) l'actualité des crises n'a pas faibli. Bien au contraire. En Ukraine, le conflit semble parti pour durer. La Russie, en difficulté, poursuit ses bombardements contre les grandes villes pour terroriser les populations civiles. Devant l'intransigeance de Vladimir Poutine, Volodymyr Zelensky ne lâche rien. En témoigne sa visite récente aux États-Unis.

Le président ukrainien, écrit le magazine allemand **Cicero**, a renforcé ses liens avec Joe Biden et, plus que jamais, peut se prévaloir du soutien américain. Les négociations de paix attendront. Autre crise, et qui n'est pas sans lien avec la guerre en Ukraine, celle qui frappe l'économie mondiale. Le 1^{er} janvier, la directrice générale du Fonds monétaire international, a prédit sur CBS "une année 2023 'plus difficile' que l'année précédente" et averti qu'"un tiers de l'économie mondiale sera en récession", touchant des centaines de millions de personnes. En Chine, après la sortie brutale de la politique "zéro Covid", la pandémie est repartie de plus belle. "Plus de 5 000 personnes meurent probablement du Covid-19 chaque jour", explique le magazine **Nikkei Asia**. Dans ce numéro, l'ancien rédacteur en chef du **South China Morning Post** fustige la stratégie sanitaire mise en place par Pékin il y a trois ans.

La Chine doit être transparente et prendre ses responsabilités, assène de son côté le quotidien singapourien **Lianhe Zaobao**. En décembre, les États-Unis ont connu leur pire tempête hivernale depuis cinquante ans, à l'avenir le dérèglement climatique continuera d'être au cœur de nos préoccupations quotidiennes. L'année 2022, avec son été caniculaire, a permis une véritable prise de conscience. Mais comment agir ? À quel niveau ? Ces événements en cascade, qui rythment notre quotidien, nous donnent parfois l'impression d'être submergés. Comment faire face ? C'est la question centrale de notre dossier, construit sur les contributions de trois intellectuels qui invitent à développer une pensée plus systémique face à des crises qui se révèlent interconnectées. L'économiste américain Nouriel Roubini a été le prophète de la catastrophe financière de 2008. Dans son dernier livre, *Mégaménaces. Dix tendances dangereuses qui*

mettent en péril notre avenir et comment y survivre, publié en anglais en octobre 2022, il annonce notamment un effondrement économique mondial et plaide pour une coopération mondiale afin d'éviter un scénario dystopique. "Le monde est entré dans ce que j'appelle une dépression géopolitique, qui comporte (au moins) quatre puissances révisionnistes dangereuses : la Chine, la Russie, l'Iran et la Corée du Nord", écrit-il dans le texte qui ouvre notre dossier, publié sur le site **Project Syndicate**. "Nous cumulons les pires facteurs des crises survenues dans les années 1970 puis en 2008", estime-t-il en citant pêle-mêle le risque d'un Armageddon nucléaire, la montée des populismes, la crise de la dette, les bouleversements massifs du changement climatique... "Si nous ne stoppons pas le gigantesque carambolage qui s'est mis en branle [...], il est probable que nous revivions les années 1930 et 1940."

Plus optimistes, le politologue canadien Thomas Homer-Dixon et l'écologue suédois Johan Rockström estiment dans **The New York Times** qu'il est encore temps de renverser la situation en créant un consortium scientifique mondial qui privilégierait une vision plus holistique de la "polycrise" qui frappe la planète, selon l'expression de l'historien britannique Adam Tooze, pour caractériser le désordre actuel. Le tableau paraît sombre, mais l'invitation à penser autrement en ce début d'année est en soi suffisamment stimulante. Bonne lecture. Au nom de toute l'équipe de *Courrier international*, je vous souhaite malgré tout une belle et heureuse année.

En couverture :
Mégaménaces : dessin de **Nishant Choksi**, Royaume-Uni, pour **Courrier international**.
Chine : dessin de **Marian Kamensky**, Autriche, *Cagle Cartoons*.



Sommaire

UKRAINE p.8

Zelensky et l'ami américain

À Washington, le président ukrainien n'a pas seulement renforcé ses liens avec Joe Biden. Selon le magazine allemand **Cicero**, il a aussi mis à mal la théorie russe des sphères d'influence.

SOCIÉTÉ p.18

"J'ai enseigné dans un établissement négligé du 93"

Dans la **London Review of Books**, une journaliste américaine embauchée comme assistante d'anglais dans un lycée de banlieue raconte le manque de moyens constant.



IRAN p.14

Révolution contre révolution

Le soulèvement actuel augure la fin du régime des mollahs et aura des retombées sur l'islam politique et les pays satellites de l'Iran, soutient une chercheuse arabe dans **Al-Araby Al-Jadid**.

BALABAN, LUXEMBOURG.



PEDRO SILVA, PORTUGAL. CARTOON MOVEMENT

360°

La rencontre. Quand un mot de travers peut coûter des milliards

La Banque centrale européenne est une institution clé pour lutter contre la hausse des prix. L'hebdomadaire **Der Spiegel** en explore les coulisses dans le sillage de sa présidente, la Française Christine Lagarde.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Al-Araby Al-Jadid (alaraby.co.uk) Londres, en ligne. **Ha'Aretz** Tel-Aviv, quotidien. **Arti Gercek** (artigercek.com) Hambourg, en ligne. **The Christian Science Monitor** Boston, hebdomadaire. **Cicero** Berlin, mensuel. **Financial Times** Londres, quotidien. **Foreign Policy** Washington, bimestriel. **The Guardian** Londres, quotidien. **Historia** Bucarest, mensuel. **Jutarnji List** Zagreb, quotidien. **Lianhe Zaobao** Singapour, quotidien. **London Review of Books** Londres, bimensuel. **The New York Times** New York, quotidien. **Oukraïna Moloda** Kiev, quotidien. **El País** Madrid, quotidien. **El País América** (elpais.com/america) Mexico, en ligne. **Project Syndicate** (project-syndicate.org) Prague, en ligne. **South China Morning Post** Hong Kong, quotidien. **Der Spiegel** Hambourg, hebdomadaire.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

5. **Bésil.** Pelé, notre Cervantès à nous
6. **Israël.** La démocratie en péril
7. **Afghanistan.** Une politique "foncièrement meurtrière"

D'un continent à l'autre

8. **Ukraine.** Zelensky et l'ami américain
10. **Union européenne.** La Croatie entre dans Schengen
12. **Chine.** Pékin est le seul coupable de ce fiasco
14. **Iran.** Révolution contre révolution
16. **Attaques.** L'inaudible colère des Kurdes
18. **France.** "J'ai enseigné dans un établissement négligé du 93"
20. **Rwanda.** Un parfait agent de sécurité
23. **États-Unis.** Légal ou non ? À New York, la zizanie du cannabis

À la une

24. L'ère des mégaménages

Transversales

32. **Sciences.** Chaud dedans
34. **Économie.** Le marché de l'électricité français est en panne
35. **Signaux.** Nous sommes plus nombreux que les rats
360°
36. **Portfolio.** Un dernier jour comme un autre
40. **Culture.** L'Espagne, eldorado des poètes ?
42. **Voyage.** Les anges gardiens du mont Kenya
43. **Histoire.** La grande histoire des petites bulles de limonade
44. **La rencontre.** Christine Lagarde



SUR NOTRE SITE

Guerre en Ukraine. Coup pour coup

Après avoir subi une pluie de missiles au moment des fêtes, Kiev a annoncé la destruction d'un cantonnement russe et la mort de centaines de soldats russes - Moscou reconnaît 63 tués. Suivez au quotidien l'évolution de la situation sur le terrain et les analyses de la presse étrangère sur notre site.

Covid-19. La pandémie flambe en Chine

Après avoir amendé sa politique "zéro Covid", Pékin est en proie à une gigantesque reprise des contaminations. Hôpitaux et morgues sont débordés (lire aussi p. 12 et 13). Retrouvez sur notre site les articles traduits de la presse étrangère sur cette flambée de la pandémie qui inquiète le monde entier.

Série. L'amour réinventé, un tour du monde des nouvelles règles amoureuses

Si vous l'avez manquée pendant les fêtes, retrouvez en ligne notre série "L'amour réinventé". Une série d'articles de la presse étrangère où l'on découvre que l'infidélité d'un sexto n'a pas le même poids en Espagne qu'ailleurs, que les cœurs brisés se consolent avec des stages de remise en forme aux États-Unis ou que l'heure est au nomadisme amoureux.

L'horoscope de Rob Brezsky Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Les articles de la presse étrangère qui ont marqué l'année

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier international

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

- 1 AN (52 numéros) au prix de ~~218,80 €~~ au lieu de ~~218,80 €~~*
 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de ~~269,80 €~~ au lieu de ~~269,80 €~~*
RCO23BO01

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2023>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

*Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31/3/2024 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, gère votre dossier de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services.

Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales de Courrier international par voie postale. Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international par voie postale.

Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CSV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>



Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 📧

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
abonnements@saipm.com
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
expressmag@expressmag.co.m
Suisse : (41) 022 860 84 01
abonne@edigroup.ch



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec
directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication :
François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Janvier 2023. Commission paritaire n° 0727 c 82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpont (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 16 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Moutreau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Béatrice Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chauveau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowski (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechar (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béliou (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Oumeïma Nechi HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondel (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callot, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saïby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérol, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable) WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Jean-Baptiste Bor, Emma Bougerol, Emmanuel Bour, Jeanne Déval, Elisabetta Di Matteo, Mona Guichard, Mehdi Harmi, Lucie Hoarau, Astrid Mouget, Florent Normand, Maëlys Sourit, Isabelle Taudière, Yuta Yagishita

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international Steve Dablin (01 57 28 38 84) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steve Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (16 06) Lucie Madalena (gestion) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 01 48 884 455 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale international Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino Responsable du numérique Kevin Jollivet, Louise Dugeat (développement web)

Modifications de services ventes au numéro, réassortissements 08 05 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international,
USPS number 013-465,
is published weekly
48 times per year (triple
issue in Aug and in Dec),
by Courrier International SA
c/o Distribution Grid, at
900 Castle Rd Secaucus,
NJ 07094, USA. Periodicals
Postage paid at Secaucus,
NJ, and at additional mailing
offices. POSTMASTER:
Send address changes to
Courrier International c/o
ExpressMag, 8275, avenue
Marco-Polo, Montréal, QC
H1E 7K1, Canada.



Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
pefc-france.org

Origine du papier :
US, Allemagne,
100 % de fibres
recyclées. Ce maga-
zine est imprimé
chez MAURY
certifié PEFC.
Étrophisations :
Pwt : 0,0083 kg /
tonne de papier.
Papier issu de forêts
gérées durablement
et de sources
contrôlées. Ouvrage
imprimé à 100 %
avec des encres
conformes à la
norme Blue Angel.



Ce numéro comporte un encart Linvosges
posé sur la totalité des abonnés France Métropolitaine

7 jours dans
le monde

Brésil. Pelé, notre Cervantès à nous

Le “roi Pelé”, disparu le 29 décembre, a eu le monde à ses pieds, mais il n’a pas toujours régné en paix dans son pays, souligne ce journaliste brésilien.



← Dessin de Cau Gomez, Brésil.

sous les couleurs de la Seleção. Cet article prophétique a été publié dans la revue *Manchete Esportiva*.

Pelé ne peut se comparer en grandeur nationale qu’avec un autre Noir, le plus grand écrivain de cette terre [brésilienne], Machado de Assis (1839-1908), le numéro 10 de la littérature brésilienne, auteur du classique *Memórias póstumas de Brás Cubas* [*Mémoires posthumes de Bras Cubas*], un livre où un auteur défunt médite sur sa vie mélancolique et mesquine.

Victime d’un marquage implacable sur le terrain, que ce soit par le défenseur Valdemar Carabina (du club Palmeiras de São Paulo) ou par Bobby Moore (de la sélection anglaise), Pelé n’imaginait pas que son plus grand adversaire historique serait souvent le Brésilien moyen (du bistrot du coin ou des réseaux sociaux), qui passait son temps à l’éreinter.

Le moment venu, nous nous retrouvons peut-être pour bavarder avec Tom Jobim, Emicida et Benedita da Silva. Il ne sortira peut-être aucune thèse de cette rencontre, mais seulement cette idée que si nous n’avons pas de Nobel, *habemus Pelé*. Notre propre Cervantès, qui a inventé une nouvelle idée du roman sur les terres sacrées du football.

—Xico Sá

Publié le 29 décembre 2022

—El País América Mexico

Pelé est la compensation que Dieu a donnée à notre pays pour n’avoir pas, jusqu’à présent, de prix Nobel. Pelé a inventé l’idée du Brésil dans l’imaginaire de toute la planète. Ce footballeur a été élu champion du siècle par le journal français *L’Équipe* en 1981. Andy Warhol, l’artiste pop qui a prévu un quart d’heure de célébrité pour tous les mortels, a dit de lui : “Pelé sera célèbre pendant quinze siècles.” En 1969, le joueur a obtenu un cessez-le-feu lors de la guerre civile au Nigeria pour que les Africains le voient jouer avec le Santos FC.

Pelé a eu le monde à ses pieds, mais les Brésiliens ne l’ont jamais complètement aimé. Même sur son lit d’hôpital, *O Rei* [“le roi”] a été piétiné par les réseaux sociaux. La plupart de ses détracteurs rappelaient qu’il avait rejeté la paternité de sa fille, Sandra Regina Machado, en 1991; d’autres n’avaient pas oublié sa malheureuse formule de 1970, en pleine dictature : “Le peuple brésilien n’a pas la maturité pour voter”; et plus

d’un lui a reproché son absence dans la lutte antiraciste. Même quand nous n’étions pas encore capables d’imaginer l’hystérie collective de Twitter ou de Facebook, *O Rei* n’a jamais régné en paix.

Dans les années 1990, un autre Brésilien génial a dû prendre la défense du numéro 10. “Pelé fait l’unanimité mondiale, sauf au Brésil. Ici, on ne l’aime pas”, regrettait Tom Jobim, un artiste qui lui aussi a été plus admiré à l’étranger que dans son propre pays. Le maître de la bossa-nova a essayé d’expliquer ce phénomène national dans une phrase inoubliable : “Le succès au Brésil est une offense personnelle.”

Un roi noir. Pendant la première semaine de décembre 2022, quand le pays suivait les bulletins de santé alarmants de l’ancien athlète, le rappeur Emicida a renchéri sur les propos de Tom Jobim. “Quand on a la peau noire, le succès est un crime immonde, soutenait le musicien. Pelé a osé être roi dans le pays le plus raciste du monde.” Et pourtant, le plus grand Brésilien de tous les

temps proclamait avec fierté : “Je ne me suis jamais enlevé ma couleur pour jouer.” À l’entendre, être noir et régner sur le sport était en soi antiraciste.

Pelé aimait à rappeler que l’archevêque sud-africain Desmond Tutu lui avait rendu hommage lors d’une rencontre dans les années 1980 : “Il m’a serré la main et m’a dit que j’avais beaucoup fait pour la race noire.”

La députée de Rio de Janeiro Benedita da Silva, du Parti des travailleurs (PT), du président élu Lula da Silva [investi le 1^{er} janvier], abonde dans le sens de Desmond Tutu, lauréat du prix Nobel de la paix en 1984 pour sa lutte contre l’apartheid. “C’est l’image la plus prometteuse pour un enfant noir et pauvre”, affirme-t-elle dans le documentaire *Pelé* (Netflix).

Le premier à avoir perçu, en mars 1958, qu’il était face à un Brésilien extraordinaire est le chroniqueur et dramaturge Nelson Rodrigues, notre Shakespeare. Le champion avait à peine 17 ans et était déjà surnommé “le Roi” douze ans avant d’avoir remporté la Coupe du monde à Mexico

SOURCE

EL PAÍS AMÉRICA

Mexico, Mexique

elpais.com/america

C’est depuis sa rédaction de Mexico, mais avec nombre de correspondants, que le plus grand quotidien espagnol, qui se veut “global”, alimente ce site d’information consacré à l’actualité des Amériques.

À la une

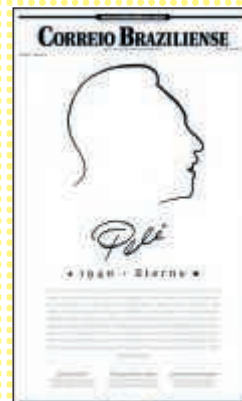


Présentant une photo du numéro 10 sous le maillot du club de Santos, le grand journal *O Estado de São Paulo* titre : “Pelé est mort, s’il peut seulement mourir”.



Le quotidien de Rio *O Globo* n’avait pas envie de choisir. Il a donc édité quatre unes. Elles présentent le joueur lors de ces trois titres mondiaux (1958, 1962, 1970) et lors des célébrations pour son 1000^e but.

Le journal *Correio Braziliense*, basé à Brasília, opte pour la sobriété. Une silhouette tracée au crayon et ces dates : “1940 - Éternité”.



“Il sera toujours le roi”. Le quotidien *Jornal de Brasília* est l’un des rares titres à choisir une photo de Pelé plus âgé.



Mort d'un pape "énigmatique"



VATICAN — Joseph Ratzinger, pape sous le nom de Benoît XVI entre 2005 et 2013, est décédé

le 31 décembre. "Gardien de la tradition, il a révolutionné pour toujours la papauté en démissionnant", écrit **La Repubblica**, qui, sur sa une, évoque "le dernier des conservateurs". Le 11 février 2013, il a été le premier pape depuis le XV^e siècle à renoncer à ses fonctions. "Théologien conservateur, il a ouvert la voie à l'élection d'un successeur réformiste", rappelle le quotidien de centre gauche, qui voit en lui un "pape énigmatique". Dont le pontificat aura notamment été assombri par de nombreux scandales d'abus sexuels au sein de l'Église.

Un procès vengeur

BIRMANIE — La junte militaire au pouvoir, celle-là même qui a renversé Aung San Suu Kyi il y a près de deux ans, en février 2021, l'a condamnée le 30 décembre à sept ans de prison supplémentaires. "Ce qui porte à trente-trois ans de réclusion la peine pour la dirigeante de 77 ans", précise **The Irrawaddy**. Sous le coup de 19 chefs d'accusation – "fabriqués de toutes pièces", selon le média dissident –, elle a été reconnue coupable de l'ensemble au cours d'un procès à huis clos qui aura duré dix-huit mois. Ce nombre d'accusations,

"plus élevé que pour n'importe quel autre détenu", est la preuve que "ce régime vengeur la déteste".

Espoir de paix

COLOMBIE — Le journal de gauche **El Espectador** évoque "un répit nécessaire". Un cessez-le-feu de six mois conclu avec les cinq principaux groupes armés a été annoncé le 31 décembre par le président Gustavo Petro. La "paix totale", via ces négociations simultanées avec les guérilleros de gauche, les paramilitaires d'extrême droite et les trafiquants de drogue, est le principal objectif du premier président de gauche du pays. La Colombie est minée depuis plus d'un demi-siècle par une guerre interne.

Les loups dans le viseur

SUÈDE — Depuis le 2 janvier, la chasse au loup est ouverte. Avec cette année, la permission d'en abattre jusqu'à 75, un record depuis l'introduction de la chasse sous licence, en 2010. À titre de comparaison, "203 de ces animaux ont été tués depuis cette date", dont 28 l'an dernier, note la télévision publique **Sveriges Television (SVT)**. Ce nouveau quota est considéré comme insuffisant par les chasseurs et les agriculteurs, comme excessif par les défenseurs de la nature. Longtemps, toute personne qui tuait un loup recevait une récompense. Jusqu'à ce qu'ils soient proches de l'extinction. Protégés depuis 1965, on en compterait désormais 460 alors qu'il en faut 300 pour que l'espèce soit considérée comme viable à long terme.

↘ *Le Premier ministre Benjamin Nétanyahou et les leaders des partis de sa coalition gouvernementale. De gauche à droite, au second plan : Moshe Gafni et Yitzhak Goldknopf. Au premier plan : Itamar Ben Gvir, Bezalel Smotrich et Aryé Dery. Dessin de Kichka paru dans i24News, Tel-Aviv.*

ISRAËL

La démocratie en péril

Le Parlement a accordé sa confiance, le 29 décembre, au nouvel exécutif le plus religieux et le plus à droite que le pays ait connu. Dans un éditorial, ce quotidien progressiste appelle à "se battre" face à la menace d'une démolition de l'État de droit.

— **Ha'Aretz** Tel-Aviv

Jeudi [29 décembre], la Knesset a accordé sa confiance au gouvernement le plus extrême qu'Israël ait jamais connu. Même si seules quelques-unes parmi les milliers de mesures drastiques prévues dans l'accord de coalition sont mises en place, le pays en sortira méconnaissable et les espoirs de ses fondateurs, qui rêvaient de fonder une démocratie libérale, seront définitivement enterrés.

Le discours de Benjamin Nétanyahou, fraîchement désigné Premier ministre, devant la Knesset traduit bien l'ampleur de la menace. "La défaite électorale ne signifie pas la fin de la démocratie, c'est l'essence même de la démocratie, a-t-il sermonné les membres de l'opposition. Les systèmes démocratiques sont avant tout mis à l'épreuve par la capacité des perdants à accepter la décision de la majorité. Dans une vraie démocratie, les gens respectent les règles du jeu." Par ces mots, Nétanyahou n'a fait que déformer la définition de la démocratie en la réduisant à sa plus simple expression – le système

électoral et le règne de la majorité. Il a jeté aux oubliettes ses fondements et ses valeurs libérales, au premier rang desquelles figure la défense des droits des minorités.

Pour instaurer sa vision pervertie de la démocratie, Nétanyahou prévoit d'anéantir les règles qu'il enjoint pourtant aux autres de respecter. Pour parvenir à ses fins, il a confié le ministère de la Justice à Yariv Levin, qui fera office de sous-traitant dans cette entreprise de démolition. Celui-ci aura pour mission de détruire l'état de droit, les institutions qui garantissent son respect, et avec elles le système tout entier. Pour ce faire, il faudra faire adopter une loi permettant à la Knesset de passer outre les décisions de la Cour suprême, détricoter le rôle du procureur général et remplacer les conseillers juridiques du gouvernement par des fonctionnaires dévoués à leurs ministres.

"Notre terre". Détruire le système judiciaire sera la première étape de son projet antidémocratique, qui comprend également l'annexion de facto de la Cisjordanie. Et cela grâce à la nomination d'un haut-commissaire de l'occupation, Bezalel Smotrich, qui a annoncé que son but était de "régulariser et de renforcer la mainmise sur notre terre". Avec lui, en tandem, Itamar Ben-Gvir va mettre la région à feu et à sang en transformant la police aux frontières israéliennes en une milice privée ultranationaliste. Sans parler des autres membres de ce gouvernement, le plus religieux de toute l'histoire d'Israël, qui vont détruire ce qui reste des fondements du progrès et de nos libertés. Les Arabes, les femmes, les membres de la communauté LGBT, les organisations de gauche et même les médias seront les premières cibles de ce gouvernement.

Contrairement à ce qu'a déclaré Nétanyahou à la Knesset, la démocratie n'est pas seulement

le règne de la majorité. Se battre contre un gouvernement de cet acabit, qui est en train de vider la démocratie de toutes ses valeurs, n'est pas de la sédition, comme il le prétend, c'est un devoir qui incombe aussi bien à l'opposition qu'à la société civile. Le moment est décisif.—

Publié le 29 décembre 2022



45756

MIGRANTS ONT REJOINT LE ROYAUME-UNI PAR LA MANCHE au cours de l'année écoulée. Un niveau record, en augmentation de 60 % par rapport à 2021, précise le quotidien **The Times**. "L'accélération du phénomène se révèle spectaculaire par rapport à 2018, lorsque seulement 299 personnes avaient emprunté avec succès la route migratoire depuis la France." Principale cause : du fait d'un durcissement des contrôles douaniers dans les ports français, les candidats à la traversée de la Manche ne parviennent plus à se cacher à bord des camions et se lancent sur des canots pneumatiques.

LE DESSIN
DE LA SEMAINE



Qatargate : l'UE sur un fil



SCANDALE — Et deux de plus : le Parlement européen a confirmé le 2 janvier avoir “lancé une procédure d'urgence pour la levée de l'immunité” de deux eurodéputés à la suite d'une demande de la justice belge dans le cadre du Qatargate. Parmi eux, l'élu belge Marc Tarabella, écrit **Le Soir**. Son domicile avait déjà été perquisitionné le 10 décembre “au lendemain d'un coup de filet spectaculaire” qui “avait mené à l'interpellation de six personnes”, dont Eva Kaili, une des vice-présidentes du Parlement, et à la découverte de 1,5 million d'euros en liquide. En décembre, **Le Soir** et **Knack** avaient révélé une possible affaire de corruption au Parlement européen : le Qatar et le Maroc auraient approché des eurodéputés dans le but d'influencer les décisions de l'institution. Une institution qui apparaît on ne peut plus déstabilisée, nous dit le dessinateur cubain Ramsés.

Une hécatombe dans l'indifférence

ÉTHIOPIE — La guerre civile qui fait rage depuis deux ans dans le nord du pays “a fait, estime-t-on, plus de 600 000 victimes”, écrit le 28 décembre dans le **Guardian** l'autrice Madeleine Abraham, dont la famille est originaire de la région du Tigré. “Bien qu'elle soit bien plus meurtrière que la guerre en Ukraine, les médias occidentaux l'ont pour la plupart ignorée”, déplore-t-elle. Au Tigré, un blocus imposé par le gouvernement et qui aurait dû être levé avec les accords de Pretoria conclus le 2 novembre, prive 6 millions de personnes de nourriture. “Face à l'ampleur de cette souffrance humaine, les yeux du monde devraient être tournés vers le Tigré mais, après deux ans, on a l'impression que personne ne regarde.”

Étrennes électorales

TURQUIE — Le président Recep Tayyip Erdogan a distribué plusieurs cadeaux à l'occasion du nouvel an : 2,2 millions de citoyens ont obtenu une retraite anticipée tandis que le salaire minimum a été augmenté de plus de 50 %. La presse gouvernementale, dont le journal **Star**, a salué ces annonces : “Alors que le monde est traversé par de multiples crises économiques, le gouvernement trouve la force d'accorder ces retraites sans limite d'âge.” La coalition au pouvoir, affaiblie par des scandales de corruption et une situation économique catastrophique, chercherait à séduire à l'approche des élections présidentielle et parlementaires, prévues en juin. Et pourrait même être tentée de les avancer à avril, selon **Deutsche Welle Türkiye**.

↑ Dessin de Ramsés, Cuba.

AFGHANISTAN

Une politique “foncièrement meurtrière”

En interdisant aux femmes d'étudier ou de travailler avec des ONG, les talibans ne mènent pas seulement une politique oppressive, ils condamnent aussi beaucoup d'Afghans à mourir de faim, déplore ce journal britannique.

—The Guardian Londres

L'implacable campagne des talibans contre les femmes n'est pas qu'un problème de droits, c'est une question de survie. Elle n'est pas que cruelle et oppressive, elle est foncièrement meurtrière. Dans un pays déjà à genoux, où 97 % de la population vit dans la pauvreté, où deux tiers des Afghans ont besoin de l'aide humanitaire, où 20 millions de personnes souffrent de la faim et où des parents doivent vendre un rein pour nourrir leur famille, le gouvernement des talibans ajoute encore au désespoir des Afghans.

En interdisant aux femmes de travailler pour des ONG, ils privent des femmes et des enfants d'une aide absolument vitale. Presque toutes les grandes organisations d'aide ont suspendu leurs activités et les Nations unies ont interrompu certains programmes “urgents”. Plusieurs grandes puissances mondiales ont appelé les talibans à revenir sur cette décision “dangereuse et inconsidérée” tandis que des responsables d'agences des Nations unies ont souligné que les femmes jouaient un rôle essentiel dans tous les domaines de l'aide humanitaire.

Dans de nombreux cas, ces employées – plusieurs dizaines de milliers de personnes – sont les seules à disposer d'un revenu dans le ménage. En les privant de cette ressource, les talibans condamnent des femmes et des enfants (ainsi que des hommes) à mourir de faim. Un peu plus tôt, les talibans avaient déjà interdit aux femmes d'aller à l'université, leur empêchant de fait l'accès aux métiers de médecin et de professeur. Cela fait déjà un an et demi que les jeunes filles sont privées d'école.

À leur retour au pouvoir [en août 2021], les talibans ont d'abord tenté de se donner une image plus modérée – des “talibans 2.0” –, promettant de ne pas se livrer aux mêmes cruautés que le régime des années 1990. Pourtant, les nouveaux talibans ressemblent de plus en plus aux anciens.

Le mois dernier a été marqué par la première exécution publique depuis le rétablissement du régime. Des femmes ont été punies dans des séances publiques de flagellation. Ce sadisme semble être la seule

chose qui les intéresse, alors que le pays est dans une situation désespérée.

Les relations avec Islamabad ne cessent de se détériorer alors que les attaques transfrontalières des talibans pakistanais (TTP) se multiplient. En décembre, des membres du TTP – distincts mais alliés des talibans afghans – ont attaqué les gardes d'un centre antiterroriste pakistanais et en ont pris le contrôle. Alors que l'insécurité augmente, l'État islamique a revendiqué la responsabilité des attaques menées contre les ambassades russe et pakistanaise à Kaboul. L'ambassadeur chinois a appelé ses compatriotes à quitter le pays après l'attaque d'un hôtel fréquenté par des hommes d'affaires chinois.



ÉDITO

Ces événements annihilent toute possibilité pour les talibans de trouver des sources de revenus pour remplacer l'aide humanitaire qui maintenait le pays à flot jusqu'à présent. Aujourd'hui, les derniers soutiens se retirent avec l'arrêt des programmes humanitaires.

Dans ces temps si difficiles, les femmes afghanes ont manifesté un courage et une résilience exemplaires pour défier le pouvoir taliban. Des hommes sont apparus à

Dans un pays où 97 % de la population vit dans la pauvreté, des parents doivent vendre un rein pour nourrir leur famille.

leurs côtés. Elles ne méritent pas seulement notre admiration mais notre soutien. Le Royaume-Uni n'a guère brillé lors des opérations d'évacuation de Kaboul, l'an dernier. Début décembre, aucune personne n'avait été acceptée et évacuée dans le cadre du programme d'accueil mis en place par le ministère de l'Intérieur britannique en janvier pour les personnes menacées du fait de leurs liens ou de leur collaboration avec le gouvernement britannique. Les Afghans, et surtout celles et ceux qui ont le courage de défier les talibans, ont besoin de plus que des paroles creuses du gouvernement britannique.—

Publié le 2 janvier

d'un
continent
à l'autre.

europa



| | |
|-----------------|----|
| Asie | 12 |
| Moyen-Orient... | 14 |
| France | 18 |
| Afrique | 20 |
| Amériques..... | 22 |

Ukraine. Zelensky et l'ami américain

En se rendant à Washington, le président ukrainien a renforcé ses liens avec Joe Biden. Mais, selon ce chercheur, il a aussi surtout mis à mal la théorie russe des sphères d'influence.



CAGLE CARTOONS

majorité au Parlement. Zelensky voulait conforter le consensus (qui dépasse les lignes partisans) quant à la volonté d'empêcher la Russie, rival géopolitique, de conquérir des terres en Ukraine. Et de fait, le président ukrainien s'est exprimé devant le Congrès le 21 décembre sous les applaudissements des élus, et il a remercié les États-Unis de leur appui.

Mais il s'agissait aussi de faire passer à Moscou le message que l'Ukraine serait soutenue aussi longtemps qu'il le faudrait. Car le pays ne dispose pas de la force économique nécessaire pour préserver son indépendance. Une grande partie de sa capacité de création de valeur économique a été détruite, et elle n'est même pas en mesure de produire les armes et les munitions en quantités suffisantes pour nourrir son effort de guerre. Dans son prochain budget, la Russie prévoit de consacrer 8 % de son produit intérieur brut à l'industrie de la défense, qu'il conviendrait mieux de nommer "industrie de l'attaque et de la défense". Sans l'aide étrangère, l'Ukraine ne pourrait pas résister.

Signal. Plus le soutien à l'Ukraine sera élevé, plus le gouvernement russe devra consacrer des roubles à la guerre. Cela est déjà perceptible dans la politique du Kremlin en Asie centrale : l'influence russe y est en recul. Un phénomène accentué par les efforts de l'Ukraine pour consolider son indépendance, parce qu'ils permettent par exemple au Kazakhstan de se soustraire à l'emprise de Moscou.

Enfin, [le voyage de Zelensky à Washington] était également un signal adressé aux États européens qui ont accordé à l'Ukraine le statut de candidat à l'entrée dans l'UE mais qui ne jouent pas un rôle moteur dans le soutien à Kiev pendant la guerre. Cela tient tout d'abord au fait qu'ils n'en sont pas capables, tous les pays de l'UE n'étant pas militairement à même d'assurer leur propre défense. Mais chez certains, c'est également une question de volonté, semble-t-il, comme le prouvent les débats sur les livraisons de chars Leopard 2 et la production de munitions qui vient seulement d'être planifiée [par l'Allemagne].

Du côté du gouvernement américain, il était important, à l'occasion de cette visite, de faire la

démonstration à l'opinion publique américaine du soutien des parlementaires, afin de souligner à quel point les voix dissidentes venues des rangs républicains trumpistes, qui affichent un populisme favorable à la Russie, sont minoritaires. De plus, ce contact direct permet au gouvernement de Joe Biden de conserver son avantage dans la sphère de l'information [médiatique], avantage qui lui est indispensable pour maintenir son image de chef de file vis-à-vis des autres États qui soutiennent l'Ukraine.

La Russie a prétexté du voyage de Zelensky pour affirmer qu'il serait dorénavant impossible d'organiser des "négociations de paix", ce qui n'a aucune importance, compte tenu des conditions qu'impose Moscou à la tenue de pourparlers [et qui sont inacceptables pour les Ukrainiens]. En effet, il faudrait que Kiev reconnaisse les prétendues annexions de Donetsk, Louhansk, Zaporijjia, Kherson et de la Crimée, car celles-ci seraient la nouvelle réalité [après des référendums contestés sur ces territoires].

Les affirmations russes, relayées par la porte-parole du ministère des Affaires étrangères [Maria Zakharova], à savoir que la livraison de systèmes de défense antiaérienne comme Patriot représenterait une escalade dans le conflit, sont en revanche révélatrices. De fait, un État impérialiste considère qu'il a le droit d'exiger que les pays de sa sphère d'influence soient militairement impuissants. Ce n'est que vu sous cet angle qu'un système de défense aérienne devient important, car il peut contrecarrer le droit de l'agresseur impérialiste, la Russie en l'occurrence, à châtier l'Ukraine en détruisant ses infrastructures civiles pour s'être éloignée du "monde russe".

Une déclaration de plus qui devrait permettre à certains gouvernements européens, et à l'Allemagne en particulier, de comprendre comment le Kremlin voit le monde. Les empires et leurs colonies. C'est peut-être parce que les gouvernements européens cherchent de temps à autre à s'accrocher à leur propre vision du monde, artificielle et rétrograde, que le président Zelensky ne s'est pas rendu à Bruxelles ou à Paris, mais à Washington.

—Thomas Jäger

Publié le 12 décembre 2022

—Cicero (extraits) Berlin

Pour sa première visite à l'étranger depuis le 24 février et le début de l'offensive généralisée de la Russie en Ukraine, Volodymyr Zelensky a choisi les États-Unis. Ce qui peut se comprendre : Washington est l'allié le plus important de ce pays qui défend sa souveraineté contre l'occupation russe. Ce faisant, le président ukrainien poursuivait simultanément plusieurs objectifs. Tout d'abord, il a souhaité débattre avec le gouvernement

américain du soutien de ce dernier et des buts de la guerre défensive que mène l'Ukraine. Car il se trouve des voix, même au sein de l'administration américaine, qui n'approuvent pas les buts de guerre de Kiev, autrement dit la libération de tous les territoires occupés. Dans le même temps, la promesse américaine de livrer aux Ukrainiens le système antiaérien Patriot démontre que Kiev obtient nombre des armes qu'elle juge nécessaires à la guerre, mais souvent avec un retard préjudiciable, estime-t-on du côté ukrainien.

Ensuite, Zelensky a pris la parole devant les deux chambres du Congrès. La Russie avait certes espéré que les républicains s'empareraient des deux chambres lors des élections de mi-mandat en novembre, qu'ils domineraient le Congrès et condamneraient ainsi le gouvernement [démocrate] à l'impuissance. Il en est allé autrement, et ils ne disposent que d'une courte majorité à la Chambre des représentants.

Le soutien que fournit l'administration Biden à l'Ukraine peut donc toujours compter sur la

Frappes. Les militaires russe dans le viseur

●●● Après plusieurs jours de bombardements intenses sur les villes ukrainiennes, Kiev a riposté avec l'une des attaques les plus meurtrières contre l'armée russe depuis le début de la guerre en Ukraine. Les bombardements, survenus dans la nuit du Nouvel An, auraient notamment touché une école hébergeant des militaires russes dans la ville occupée de Makiïvka, dans l'oblast de Donetsk. Fait exceptionnel, le ministère de la Défense russe a annoncé que 63 soldats étaient morts à la suite de quatre frappes de missiles fournis aux Ukrainiens par les Américains. Plusieurs blogueurs russes pro-Kremlin, cités par **The Guardian**, ont eux assuré que le nombre de victimes était plus élevé que les chiffres officiels, évoquant "plusieurs centaines de morts et de blessés".

La Russie doit sortir du Conseil de sécurité

Vu d'Ukraine. Le 26 décembre, Kiev a réclamé l'exclusion de Moscou du Conseil de sécurité. Une décision justifiée, explique cet historien et ancien député ukrainien.

—**Oukraïna Moloda**
(extraits) Kiev

Par quels moyens la Fédération de Russie a-t-elle récupéré le siège de membre permanent du Conseil de sécurité, disposant ainsi d'un droit de veto sur n'importe quelle résolution?

En 1945, une année déjà lointaine, l'URSS, la République socialiste soviétique d'Ukraine et celle de Biélorussie ont fait partie des membres fondateurs de l'ONU. La Fédération de Russie n'en est jamais devenue officiellement membre. Sa signature n'apparaît pas sur les statuts de l'organisation. Il n'existe aucune recommandation du Conseil de sécurité ni de décision de l'Assemblée générale quant à l'acceptation de la

Les grands pays ont créé un monstre, un pays terroriste qui fait aujourd'hui chanter le monde.

Fédération de Russie en tant que membre à part entière de l'ONU.

Les membres permanents du Conseil de sécurité n'ont reconnu la Fédération de Russie comme État héritier de l'Union soviétique que sur les questions du potentiel nucléaire et de la dette extérieure. Et en ce qui concerne le statut de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies? On ne trouve aucune trace d'une quelconque décision du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale sur cette question.

La Fédération de Russie, qui n'était pas membre de l'ONU, a donc occupé avec arrogance le siège de membre permanent du Conseil de sécurité à la suite de l'accord tacite des quatre autres membres permanents [les États-Unis, la Chine, le Royaume-Uni et la France]. L'Occident pensait alors naïvement que la Fédération de Russie allait se transformer en un pays démocratique normal.

Malheureusement, en s'efforçant de préserver une stabilité

illusoire dans l'immense territoire de la Fédération de Russie, de l'Ukraine, du Kazakhstan et de la Biélorussie, hérissés de missiles nucléaires balistiques et tactiques, ils n'ont pas pris en compte le fond impérial agressif et la mentalité chauviniste, impérialiste et autoritaire moscovite.

Le 21 décembre 1991, sans passer par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale des Nations unies, les dirigeants de la Fédération de Russie, de l'Ukraine, de la Biélorussie, de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie, de la Moldavie, du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Turkménistan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan ont signé la déclaration sur la création de la Communauté des États indépendants (CEI). Lors de cette rencontre, ils se seraient entendus sur le fait que la Fédération de Russie continuerait à représenter l'Union soviétique au



TRIBUNE

Conseil de sécurité de l'ONU. C'était un précédent absurde, ce qui n'a pas empêché le Conseil de sécurité d'entériner la décision de la CEI.

Et ainsi les grands pays du monde ont-ils accepté un intrus au Conseil de sécurité sans comprendre qu'ils venaient de créer un pays monstre. Un terroriste qui fait chanter aujourd'hui le monde entier avec la menace de la guerre nucléaire.

En à peine trente ans, la Moscovie est intervenue en Azerbaïdjan, en Moldavie, en Tchétchénie, en Géorgie, et menace d'occuper des pays d'Europe et d'Asie centrale. L'apogée a été l'intervention injustifiée du Kremlin en Ukraine, qui s'est transformée en la plus grande guerre qu'ait connue le monde depuis 1945, sous la menace permanente du recours à l'arme nucléaire.

L'ONU se révèle incapable d'arrêter les agressions multiples commises par un prétendu membre permanent du Conseil de sécurité. Tardant à se réformer, l'organisation n'a fait qu'aiguiser les appétits non seulement de la Fédération de Russie, mais aussi d'autres, comme la Chine vis-à-vis de Taïwan.

La principale organisation internationale devrait disposer des institutions et des instruments lui permettant d'obliger



Vu de
Russie

Les chiens aboient...

● Exclure la Russie du Conseil de sécurité? La diplomatie russe a décidé de traiter la demande ukrainienne par le silence, voire le mépris. "Cela ne vaut pas le coup de commenter des déclarations maladroites qui n'ont aucune substance historique ou logique", a réagi la porte-parole du ministère des Affaires étrangères russes, Maria Zakharova, citée par le quotidien **Kommersant**, de Moscou. Pour elle, cette affaire est l'illustration parfaite de l'expression "Les chiens aboient, la caravane passe". Sur un autre ton, Dmitri Polanski, numéro deux de la délégation russe auprès du Conseil de sécurité, a expliqué qu'il ne connaissait pas de moyen légal d'exclure son pays sans "reformater de fond en comble l'existence même de l'institution des Nations unies", a-t-il dit, cité par le journal en ligne **Gazeta.ru**. Toutefois, selon le diplomate russe, "si quelqu'un parvenait d'une manière ou d'une autre à mettre en œuvre un tel scénario, ce serait un effondrement de l'ensemble du système des relations internationales et les Nations unies cesseraient d'être les Nations unies".

ses membres à respecter le droit international. L'agresseur devrait être puni. Seules la démilitarisation, tout d'abord de son arsenal nucléaire, la déstalinisation, la dénazification de la Moscovie [en réponse à l'accusation brandie par Moscou contre Kiev], la dislocation de l'empire en États nationaux aideront la planète à éviter les vagues de violence armée et l'apocalypse nucléaire.

—**Taras Protseviat**

Publié le 28 décembre 2022



✍ *Dessin de Kountouris
paru dans Efimerida
ton Syntakton, Athènes.*

UNION EUROPÉENNE

Pourquoi la Croatie est-elle entrée dans Schengen?

À la veille de l'entrée de son pays, le 1^{er} janvier 2023, dans la zone de libre circulation, le journaliste et écrivain croate Jurica Pavicic revient sur l'histoire mouvementée de la frontière qui séparait ses concitoyens du monde occidental.



— **Jutarnji List** (extraits)
Zagreb

En 1969, un jeune écrivain de Rijeka, Nedjeljko Fabrio, publie la nouvelle *La Récompense*, qui raconte une fuite à travers la frontière italo-yougoslave. Il décrit l'ambiance dans la Yougoslavie encore soviétisée de cette période. Il parle des pénuries, mais aussi des premiers films fantastiques de la cinématographie nationale. À la fin, l'un de ses héros s'enfuit vers l'Occident. Il le fait en ramant jusqu'en Italie, pays si proche de Rijeka mais séparé à ce moment-là par une des frontières les plus dures en Europe. C'était le rideau de fer de Churchill.

L'histoire de Fabrio parle d'une époque qui n'a pas duré longtemps. Mais tant qu'elle a duré,

elle a marqué les citoyens d'un désir jamais tout à fait assouvi : pouvoir voyager en Occident, avec un O majuscule, quand on en a envie.

Soixante-quinze ans plus tard, ce désir national s'est réalisé. Le 8 décembre, les ministres européens de l'Intérieur ont approuvé à l'unanimité l'entrée de la Croatie dans l'espace Schengen. Mais ils n'ont pas donné le feu vert à la Roumanie et à la Bulgarie, lesquelles ont adhéré à l'Union européenne (UE) bien avant la Croatie. En privilégiant un pays catholique, le plus jeune membre de l'UE, mais plus proche, et en rejetant les deux membres plus anciens, mais orthodoxes et peut-être "un peu plus balkaniques", l'UE a montré une fois encore qu'elle était plus attachée aux petites promesses non tenues

dont son histoire regorge qu'aux principes. Toutefois, rares sont les Croates qui se sentent concernés par cette petite injustice. Pour les citoyens de ce pays, elle est perçue plutôt comme un cadeau de bienvenue par lequel s'achèvent quatre-vingts ans d'histoire des frontières pour les Croates.

Exode. Cette histoire a commencé à l'époque évoquée par Fabrio, au temps où la République populaire fédérale de Yougoslavie n'était qu'un des satellites soviétiques grisâtres et peu prometteurs. À la misère d'avant-guerre succédait la misère d'après-guerre. Dans ce contexte, l'exode était une solution pour ceux qui n'avaient pas la patience de croire aux lendemains qui chantent ou qui n'aimaient pas le nouveau pouvoir. Ils ont émigré vers le nord et l'ouest,

en bateau ou à pied à travers les Alpes. Ils se faisaient tirer dessus par les gardes-frontières ou luttaient contre vents et tempêtes sur la mer.

Les choses ont changé en Yougoslavie à l'époque où le rideau de fer a commencé à se refermer sur le reste de l'Europe communiste. Au début des années 1960, au moment où l'Allemagne de l'Est commençait à construire un mur à sa frontière avec l'Allemagne de l'Ouest, preuve tangible de son échec, la Yougoslavie a fait exactement le contraire. Elle s'est mise à distribuer des passeports à ses citoyens. Les Croates et les Yougoslaves sont devenus une sorte d'anomalie de la guerre froide : les ressortissants de cet État-parti se déplaçaient librement à l'étranger. C'était une astuce ingénieuse qui, je crois, a prolongé la vie de ce pays de plusieurs décennies.

En traversant les postes-frontières de Passau/Pesek (vers l'Autriche) et Ferneti/Fernetić (vers l'Italie), les gens partaient pour des études ou pour un travail, certes précaire, mais surtout pour faire des courses, acheter du salami hongrois, des jeans italiens ou des couches Pampers.

C'était l'ère du Ponte Rosso, le grand marché de Trieste, génialement disséqué dans le documentaire *Trieste, Yougoslavie*, du réalisateur triestin Alessi Bozzero. La frontière s'est transformée en limes que les gens franchissaient quotidiennement, à travers lequel circulaient des chaussures, des jeans, des robes de bal et des casseroles en téflon. Une grande partie de ces marchandises s'est retrouvée sur le marché noir ou entré dans les circuits de l'économie grise.

La frontière à l'Ouest a cessé d'être le domaine de la police des frontières. Le malaise qu'on ressentait à cette frontière n'était pas lié au contrôle des passeports ou visas, mais à celui de la police des finances et de ses douaniers. On vous demandait combien d'argent vous aviez sur vous, ou d'ouvrir vos bagages pour vérifier s'ils ne contenaient pas dix casseroles en téflon. Pour les Croates et les Yougoslaves, ce n'était pas une frontière politique ou culturelle. C'était un barrage qui nous séparait d'un style de vie tant convoité

Et puis ce monde a disparu, quasiment du jour au lendemain.

La guerre a éclaté [en Croatie]. Le mur est tombé, non pas le mur de fer de Berlin, mais celui en coton Pampers. Un nouveau monde est né, un monde dans lequel plus personne n'avait besoin du Ponte Rosso : des Ponte Rosso plus beaux et plus éclatants s'installaient aux abords de nos villes, souvent sur les vestiges des anciennes usines désaffectées.

La frontière est redevenue le domaine non pas d'un contrôle douanier ou financier, mais de la police.

Migrants maltraités. C'est ainsi que s'ouvre le troisième chapitre de l'histoire récente de la frontière. Dans ce chapitre, la Hongrie a dressé des clôtures, comme la RDA l'avait fait autrefois. La Slovénie a posé des barbelés le long de la Kupa. La Croatie ne s'est pas attaquée à ce problème à coups de barbelés, mais avec les "bonnes vieilles méthodes" : la matraque, les coups de poing et les armes. La police des frontières a extorqué de l'argent aux migrants, elle les a matraqués et humiliés. Une partie des médias et de la classe politique occidentale s'est scandalisée de ces méthodes, d'autres se sont tus en pensant qu'il valait mieux avoir des flics à la frontière que des ONG bienveillantes.

C'est l'envers de la médaille. John Ford nous a appris, dans son film *L'Homme qui tua Liberty Valance*, que derrière chaque victoire de la démocratie se cache un crime originel. C'est la même chose avec le Schengen croate. Derrière l'histoire d'une grande réussite historique et politique se cache l'histoire jamais racontée

■ **États membres de l'espace Schengen**
(situation au 8 décembre 2022)



Bienvenue dans l'euro

●●● Dix ans après son adhésion à l'Union européenne, la Croatie entre le 1^{er} janvier 2023 dans l'espace Schengen mais aussi dans la zone euro. Les citoyens croates jouiront rapidement de ces nouveaux acquis, veut croire le journal libéral **Jutarnji List**. "À en juger par l'expérience des habitants des pays ayant déjà rejoint Schengen et la zone euro, voyager sans contrôles aux frontières et utiliser la même monnaie s'avèrent être les avantages les plus importants et les plus visibles du projet d'intégration européenne." De fait, les Croates se sont déjà habitués à l'euro, ajoute **Jutarnji List**. Depuis longtemps les prix sont calculés dans la devise commune. Au quotidien, "si le prix du café, des journaux ou d'une boule de glace sont toujours affichés en kunas, explique le quotidien, la valeur d'une voiture, d'un appartement et d'un loyer est déjà libellée en euros."

des migrants maltraités et roués de coups. Cela a été le prix de Schengen, à la grande honte de Zagreb et de Bruxelles.

Nous ne saurons jamais si la Croatie a "doublé" les Roumains et les Bulgares parce qu'elle est un pays catholique (un peu quand même) et moins "balcanique" ou parce qu'elle s'est mieux appliquée à "dissuader" les

Pakistanaï de passer en Croatie. Il se peut que la réponse soit plus simple. Peut-être que la potion magique, une fois encore, a été... le tourisme.

À moins qu'il ne s'agisse d'une simple équation : si les Roumains et les Bulgares vont à l'Ouest, les Autrichiens et les Néerlandais viennent chez nous. Peut-être que les hommes politiques occidentaux ont simplement voulu simplifier la vie de leurs concitoyens qui iront l'été prochain passer leurs vacances sur les îles croates et dans ses stations balnéaires. C'est ainsi que les restes du limes qui nous séparait de "l'autre monde" ont disparu de nos vies. Nous pourrions désormais nous rendre en Occident sans papiers, sans passeport et sans faire la queue.

Et, comme cela arrive à chaque changement majeur depuis 1990, les survivants de la transition sont ceux qui profiteront le plus de l'entrée dans Schengen. Celle-ci améliorera la vie de l'ancienne-nouvelle classe moyenne, qui pourra désormais éviter les files d'attente à la frontière pour aller skier ou étudier à l'étranger.

Mais il y a toujours les autres, ceux qui n'ont profité d'aucun changement depuis 1990 - parce qu'ils sont trop pauvres, trop occupés à survivre, trop absorbés par le travail et, faute de capital culturel, peu motivés par l'idée de traverser la frontière pour aller visiter des cathédrales. Pour ces personnes, la frontière de Schengen n'a pas disparu. Elle vient de s'installer au sein de notre société. Ces gens-là n'ont pas grand-chose à fêter.

—**Jurica Pavicic**

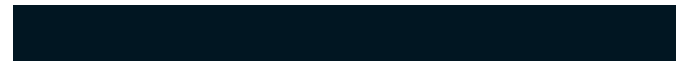
Publié le 10 décembre 2022



PRÉSIDENTENCE

La Suède hérite d'un programme chargé

Ukraine, crise énergétique, récession... Ce sont les dossiers que devra gérer le royaume pendant sa présidence semestrielle de l'Union européenne.



Pour sa troisième présidence du Conseil de l'Union européenne depuis son adhésion en 1995, la Suède hérite de dossiers particulièrement compliqués. Alors que "l'Europe est en guerre", le pays scandinave doit poursuivre l'action entreprise lors des présidences française puis tchèque pour faire face à ce défi historique : "sanctionner la Russie, réduire la dépendance à l'égard de l'énergie russe et accueillir de très nombreux réfugiés ukrainiens", constate le quotidien **Dagens Nyheter**.

Interrogé par le journal de tendance libérale, Jonas Tallberg, professeur de sciences politiques à l'université de Stockholm, pense que la présidence suédoise sera jugée à l'aune de sa capacité à "maintenir l'unité de l'UE, aux prises avec trois crises" parallèles et liées les unes aux autres. À savoir "la guerre en Ukraine, la crise énergétique et une récession économique émergente". Or, observe-t-il, la tâche s'annonce plus difficile qu'après le déclenchement de la guerre, en février dernier. Car "la crise de l'énergie devrait s'intensifier cet hiver et au printemps, et l'Europe entrer en récession".

"Le plus important sera d'essayer d'empêcher la fragile cohésion

interne de s'affaiblir davantage" au sein des Vingt-Sept, renchérit Rolf Gustavsson, chroniqueur expérimenté des affaires européennes au quotidien conservateur **Svenska Dagbladet**. En tant que pays exerçant la présidence, "la Suède devrait contrer la tendance actuelle faisant d'un nationalisme antilibéral pur et dur la nouvelle normalité dans l'UE". Une allusion aux politiques menées notamment par la Hongrie et la Pologne, et à certains signaux envoyés par le nouveau gouvernement italien d'extrême droite de Giorgia Meloni.

Toutefois, ajoute le commentateur, "la tâche pourrait s'avérer écrasante pour un gouvernement suédois faible, aux prises avec la même tendance dans son propre pays". De fait, les trois membres de la nouvelle coalition minoritaire de droite gouvernant le royaume sont dépendants du soutien d'un parti d'extrême droite, les Démocrates de Suède (SD), arrivé deuxième aux législatives du 11 septembre dernier, avec 20,5 % des voix.

À ce propos, l'ex-Première ministre, la sociale-démocrate

Ulf Kristersson, chef du gouvernement suédois. Dessin d'Ahmad Qaddura, Suède.

Magdalena Andersson, s'est inquiétée de l'influence des SD dans la politique européenne menée par le nouveau gouvernement dirigé par le conservateur Ulf Kristersson depuis le 18 octobre. "C'est très contestable d'avoir choisi, au moment de prendre la présidence de l'UE, de travailler avec le parti de Suède qui se décrit comme le plus critique à l'égard de l'Union", a-t-elle lancé le 13 décembre, citée par le site d'informations européennes **Europaportalen**. Et la chef de l'opposition de citer en particulier le scepticisme des SD à l'égard des objectifs climatiques des Vingt-Sept.

Le lendemain, Ulf Kristersson présentait à la presse les priorités de son gouvernement durant ladite présidence semestrielle : la sécurité de l'Europe, la compétitivité, la transformation verte - en mettant l'accent sur la question de l'énergie - ainsi que le respect de la démocratie et de l'état de droit, selon le programme officiel.

En ce qui concerne la compétitivité, cheval de bataille habituel de tout gouvernement suédois, le quotidien économique **Dagens Industri** regrette, dans un éditorial : "Depuis le Brexit, nos possibilités d'influencer la politique européenne se sont encore réduites. Sans le poids des Britanniques, nous ne pesons pas lourd."

D'une manière plus générale, le nouveau gouvernement risque de souffrir du manque

d'expérience européenne d'un bon nombre de ses ministres. "Très peu d'entre eux ont l'expérience de siéger dans les différentes constellations du Conseil. Diriger les travaux sera un défi majeur", remarque le directeur de l'Institut suédois d'études de politique européenne (Sieps) dans **Dagens Nyheter**.

Le même journal s'interroge par ailleurs sur le choix d'organiser de nombreuses réunions de ministres européens dans un centre de conférences (baptisé "le Hangar") tout proche du principal aéroport de Stockholm et non dans la capitale même. "Est-ce par souci du contribuable ou une façon d'asseoir la réputation de la Suède de pays avare de l'Union ?"

—**Courrier international**

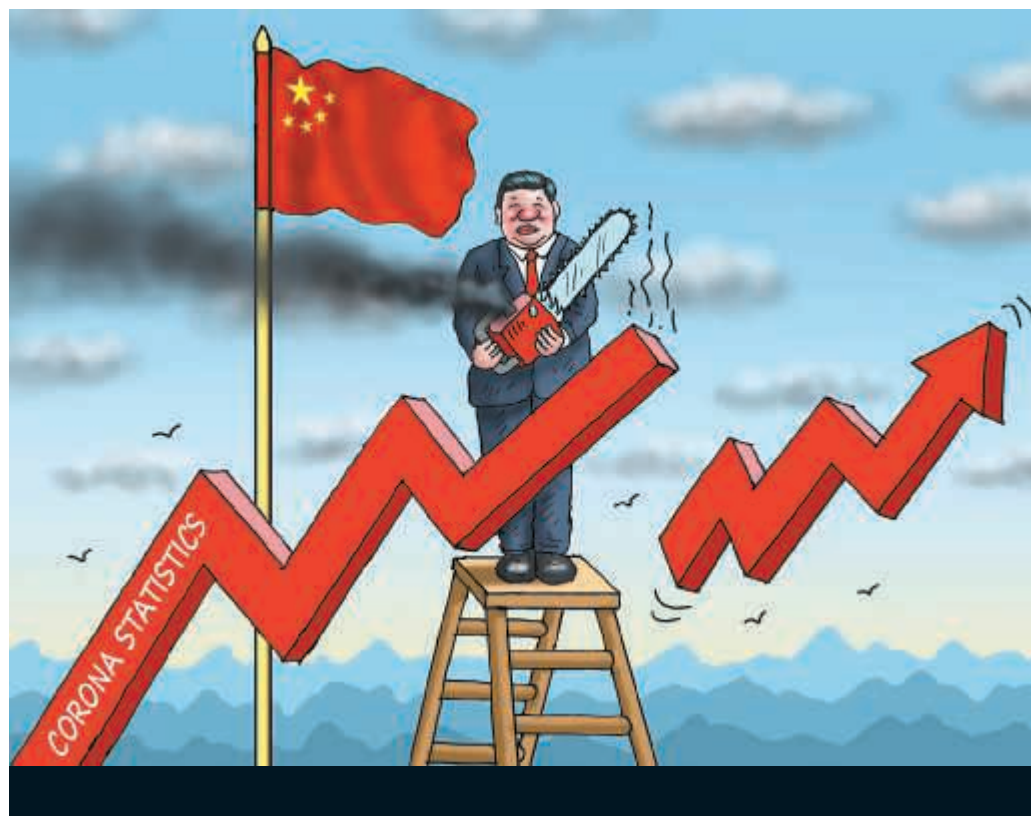




asie

Chine. Pékin est le seul coupable de ce fiasco

Depuis la sortie brutale de la politique “zéro Covid”, des dizaines de millions de cas positifs ont été détectés et le système hospitalier chinois est submergé. L'ex-rédacteur en chef de ce quotidien hongkongais fustige la stratégie sanitaire déployée depuis trois ans. Elle a fini par entraîner le pays dans le chaos.



CAGLE CARTOONS

—South China Morning Post (extraits) Hong Kong

Depuis la volte-face de Pékin, qui a subitement mis fin à sa politique “zéro Covid” courant décembre, les dirigeants de l'État chinois et les médias officiels peinent à présenter cette décision sous un jour positif.

Ils ont fait valoir que les mesures draconiennes devant juguler l'épidémie – mesures qui ont isolé le pays du reste du monde pendant trois ans – avaient permis aux 1,4 milliard d'habitants de gagner un temps précieux et vital.

Ils ont voulu changer la perception publique de la maladie (jusqu'en novembre, elle était grave et mortelle, selon la ligne officielle, afin de justifier la politique “zéro Covid”) en soulignant que les derniers variants d'Omicron étaient certes extrêmement

contagieux, mais ne provoquaient que des symptômes légers.

De plus, ils ont essayé de donner l'impression que la soudaine réouverture du pays en plein hiver, qui coïncide généralement avec une flambée des infections virales, était prévue et planifiée en détail.

Hélas, la réalité est tout autre : les médicaments pour faire baisser la fièvre se font rares, les hôpitaux et les urgences sont submergés, la pénurie de sang est très aiguë dans de nombreuses villes, la mortalité augmente fortement chez les personnes âgées, et les morgues et pompes funèbres ne savent plus que faire de toutes les dépouilles.

En un mot, la Chine est terriblement mal préparée au chaos inévitable qui règne depuis la levée des restrictions, ce qui a aussi été vu dans d'autres pays. La question est la suivante : la Chine ayant eu près de trois ans

pour s'inspirer des autres pays et préparer sa réouverture, comment expliquer un tel fiasco ?

Avant de répondre à cette question, j'aimerais raconter l'expérience déchirante d'un de mes amis proches à Pékin, dont le père est mort faute de soins prodigués en temps et en heure. Le père de cet ami, âgé de 84 ans, avait eu précédemment un AVC et est tombé malade le lundi 19 décembre dans l'après-midi.

À 22 heures, la mère de mon ami a enfin réussi à avoir quelqu'un au numéro d'urgence – complètement saturé par le nombre d'appels – et une ambulance est arrivée au bout de dix minutes. Après

Des familles de patients doivent apporter elles-mêmes un lit à l'hôpital.

dix autres minutes, le père de mon ami se trouvait dans l'ambulance en direction de l'hôpital de Dongfang, un excellent établissement affilié à l'Université de médecine chinoise de Pékin. Cet hôpital se trouve à 600 mètres de la résidence familiale.

Quand mon ami s'est précipité à l'hôpital dès son arrivée à Pékin, il a été choqué de découvrir que son père était encore dans l'ambulance : elle était garée devant l'entrée depuis près de deux heures. On l'a informé que l'établissement n'avait plus de lits ni de bouteilles d'oxygène à l'unité de soins intensifs, et que son père avait été maintenu en vie grâce à l'oxygène dans le véhicule.

Ravages économiques. Après avoir attendu dans l'angoisse une heure de plus environ, un secouriste a expliqué à mon ami qu'ils ne pouvaient plus attendre davantage, car l'état de son père se dégradait. Ils ont décidé de l'emmener en brancard jusqu'aux soins intensifs pour tenter leur chance. Dans une vidéo filmée par mon ami, un secouriste explique à un médecin du service que le patient va mourir faute de soins. Finalement, ils ont réussi à obtenir un lit, mais son père est mort environ quinze minutes plus tard. Son certificat de décès indique qu'il a succombé à un arrêt cardiaque à 1 h 59 du matin le 20 décembre.

La situation était plus ou moins la même dans tous les hôpitaux de Pékin.

Par la suite, mon ami a su que les familles de patients gravement malades avaient dû apporter elles-mêmes un lit à l'hôpital. Une infirmière a témoigné que sa charge de travail était deux à trois fois supérieure à la normale et qu'elle était trop affaiblie pour déplacer une bouteille d'oxygène. On lui avait dit qu'aucun renfort n'arriverait ce soir-là, car nombre de ses collègues étaient contaminés et confinés.

Quand mon ami a déplacé lui-même la dépouille de son père jusqu'à la morgue de l'hôpital, il a vu des housses mortuaires alignées le long des murs et dans un entrepôt, car les chambres froides étaient pleines. On lui a dit qu'il faudrait au moins sept jours pour que le corps de son père soit incinéré, car les crématoriums étaient submergés par la demande.

✓ Les statistiques du Covid-19.
Dessin de **Marian Kamensky**,
Autriche.

Mon ami n'est pas le seul à avoir vécu ça. Des récits d'horreur comparables se multiplient sur les réseaux sociaux chinois.

On le sait, la Chine a fait volte-face et a renoncé à sa politique “zéro Covid” en levant quasiment toutes les restrictions, à la suite de manifestations de grande ampleur à la fin de novembre. Mais les manifestations n'étaient qu'un élément déclencheur : en réalité, les dirigeants chinois ont enfin compris toute l'étendue des ravages que leur politique a infligés à l'économie.

Cette improvisation a été aggravée par le fait que le gouvernement s'est trompé de priorité dès le début. Pékin a alloué des milliards de yuans à la prévention au lieu d'investir dans les traitements, en faisant primer le dépistage de grande ampleur et la construction d'immenses sites de quarantaine et d'hôpitaux

Les autorités ont misé sur la prévention au lieu d'investir dans des infrastructures de santé publique.

rudimentaires. Imaginez ce qui aurait été possible si Pékin avait affecté ces fonds et moyens aux infrastructures de santé publique et notamment à des centres de santé locaux, afin de mieux gérer la vague de contaminations.

La stratégie vaccinale du gouvernement a aussi été un fiasco dès le départ. Quand la Chine a lancé sa campagne, la Commission nationale de la santé a fortement recommandé que seules les personnes âgées de 18 à 59 ans se fassent vacciner. Elle a ainsi donné l'impression que les vaccins ne convenaient pas aux personnes de plus de 60 ans, en particulier celles souffrant de maladies chroniques. Le raisonnement était semble-t-il que la tranche 18-59 ans devait travailler et donc être protégée du virus, alors que les seniors restaient chez eux pour la plupart.

La commission a publié une recommandation opposée à celle en vigueur dans la majorité des pays, où les personnes âgées et vulnérables ont été prioritaires. Ainsi, il a ensuite été très difficile pour les autorités d'encourager la vaccination chez les seniors.

Pour ce qui est de la pénurie aiguë de médicaments antipyrétiques [qui font baisser la fièvre], Pékin peut aussi s'en prendre à lui-même. Ces trois dernières années, des règles strictes ont découragé la population d'acheter ces médicaments sans ordonnance, dans le but d'envoyer toute personne covidée dans des sites de quarantaine et des hôpitaux improvisés. Autrement dit, toutes les pharmacies du pays ont des stocks limités de ces médicaments, et les entreprises pharmaceutiques ont considérablement réduit leur production. Aujourd'hui, les autorités leur ont demandé de relancer la production 24 heures sur 24.

En outre, comme les ressources médicales ont été affectées au dépistage de masse et aux quarantaines il y a trois ans, les hôpitaux du pays n'ont tout simplement pas assez de lits et d'équipements en soins intensifs pour gérer la vague actuelle de contaminations. Les hôpitaux ont désespérément besoin de médecins et de personnel infirmier qualifiés et formés pour travailler dans ces services. Les autorités renforcent à partir de maintenant la formation et le recrutement de médecins et infirmières pour les soins intensifs, mais il faut pour cela du temps - un temps précieux qu'ils n'ont pas à cet instant critique.

—Wang Xiangwei

Publié le 23 décembre 2022



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Les tests imposés aux voyageurs venus de Chine irritent Pékin
Espagne, Royaume-Uni, France ont à leur tour annoncé de nouveaux contrôles sanitaires pour les voyageurs en provenance de Chine. La presse chinoise dénonce des mesures arbitraires et une attaque contre le pays. Une revue de presse à lire sur notre site.

Un grand pays se doit d'être responsable

La Chine doit être plus transparente sur la récente flambée épidémique de Covid-19 qui la frappe. Un impératif pour elle et le monde entier.



—Lianhe Zaobao (extraits)
Singapour

La Commission nationale chinoise de la santé a annoncé le 25 décembre, le jour où de nombreuses personnes fêtaient Noël, qu'elle ne publierait plus d'informations quotidiennes sur l'épidémie mais que celles-ci seraient désormais diffusées par le Centre chinois de contrôle et de prévention des maladies. Cette annonce a laissé le monde extérieur pantois, car elle va à l'encontre des appels incessants lancés ces derniers jours par la communauté internationale pour que la Chine publie davantage d'informations et des données plus détaillées.

Presque au même moment, l'Inde a indiqué la mise en place d'une nouvelle procédure d'entrée sur son territoire, qui prévoit que les voyageurs en provenance de Chine continentale, de Hong Kong, du Japon, de Corée du Sud et de Thaïlande subiront un test de dépistage du Covid-19 à leur arrivée, et seront obligatoirement placés à l'isolement s'ils présentent des symptômes de la maladie

[d'autres pays, dont la France, l'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni, ont depuis annoncé des tests et des contrôles aux frontières].

De toute évidence, l'Inde est préoccupée par l'évolution de l'épidémie en Chine, et redoute une redite du cauchemar de la grande épidémie provoquée par le variant Delta [au printemps 2021], qui avait mis en exergue les lacunes de son système de santé. Alors que le souvenir de la grande épidémie est encore tout frais dans les mémoires, certains estiment déjà que Singapour devrait peut-être envisager de renforcer les tests et les contrôles aux frontières.

Selon la Commission de la santé de Qingdao, dans la province de Shandong, la municipalité enregistrerait environ 500 000 nouveaux cas par jour. Dongguan, dans la province du Guangdong, a fait part de 250 000 à 300 000 nouvelles infections quotidiennes. Quant à la province du Zhejiang, elle a annoncé [le 26 décembre] avoir franchi le cap du million de nouveaux cas quotidiens et s'attend à connaître un pic de

contaminations autour du jour de l'an, avec jusqu'à 2 millions de cas par jour. De nombreuses données similaires divulguées au niveau local balaient celles précédemment publiées par la Commission nationale de la santé. Ce qui entraîne une perte de confiance dans les informations données sur le plan national.

Pas de données fiables. Même si les autorités centrales soutiennent qu'il n'y a eu aucun décès dû au Covid ces deux dernières semaines, ou qu'ils se comptent sur les doigts de la main, plus de 5 000 personnes mourraient chaque jour de l'épidémie en Chine, selon une modélisation effectuée par Airfinity, une société britannique de données sur la santé.

Alors que les médias internationaux et les réseaux sociaux chinois font état de la surcharge de nombreux crématoriums et pompes funèbres, notamment à Pékin, il est extrêmement important pour l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la communauté internationale de disposer de données objectives et véridiques pour qu'elles se rendent compte de la situation épidémique en Chine.

Mais ce qui frappe de nombreux observateurs, c'est l'impréparation du gouvernement chinois, qui semble presque avoir jeté l'éponge, au moment de la levée totale des restrictions anti-Covid. Si, en plus, les autorités cessent de collecter des données essentielles et d'établir des statistiques à ce sujet, elles risquent d'induire en erreur la communauté internationale, mais surtout de priver les Chinois de tout moyen d'information sur la propagation de l'épidémie, au détriment de la santé et de la sécurité de tous.

La brusque détérioration de la situation en Chine rappelle énormément ce qu'a connu le reste du monde il y a deux ans. À l'époque, les différents États, en proie à de graves difficultés, avaient mis en place des mesures de contrôle sanitaire très strictes, tout en consacrant tous leurs efforts à la généralisation de la vaccination et à la mise au point de nouveaux médicaments afin de permettre un retour progressif des activités économiques à la normale. D'autre part, les États, conscients de leur responsabilité au niveau

✓ Disparu! Dessin de Bertrams paru dans De Groene Amsterdammer, Pays-Bas.

mondial, communiquaient quotidiennement des données sur l'épidémie afin que les spécialistes de médecine et les organisations de recherche, ainsi que l'ensemble de la communauté internationale, puissent en tirer profit.

Aujourd'hui, le manque de données fiables sur l'épidémie en Chine est très préjudiciable pour les études épidémiologiques nationales et internationales et rend plus difficile l'élaboration de politiques de santé publique rationnelles.

Récemment, l'OMS s'est dite à maintes reprises préoccupée par le manque de transparence sur l'état de l'épidémie en Chine. Les États-Unis et l'Allemagne, entre autres, ont proposé d'apporter leur soutien au pays en lui fournissant des vaccins à ARN messager, qui ont fait partout la preuve de leur efficacité, mais la Chine a refusé [l'UE a à nouveau proposé des vaccins gratuits à la

Le manque de données fiables brouille l'élaboration de politiques de santé rationnelles.

Chine début janvier], ce qui n'a fait qu'accroître les inquiétudes au niveau international. Ces derniers temps, les spécialistes mondiaux guettent le moindre signe indiquant l'apparition de variants sur le sol chinois, car, au dire des spécialistes de l'agence de santé américaine (CDC), les mutations du virus ne conduisent pas forcément à des formes moins sévères, elles peuvent aussi aboutir à des variants plus transmissibles et plus graves.

Cette flambée épidémique survient alors que la saison des voyages de fin d'année et du nouvel an lunaire bat son plein et que la Chine s'appête à autoriser de nouveau le tourisme à l'étranger [le 8 janvier]. De la capacité du gouvernement chinois à contrôler efficacement l'épidémie et à mieux partager les informations dépendra la possibilité pour le reste du monde, confronté au Covid-19 pour la quatrième année de suite, de conserver les fruits de sa lutte acharnée contre l'épidémie. Il s'agit aussi, de la part d'une grande puissance qui assume ses responsabilités, d'une obligation.—

Publié le 27 décembre 2022

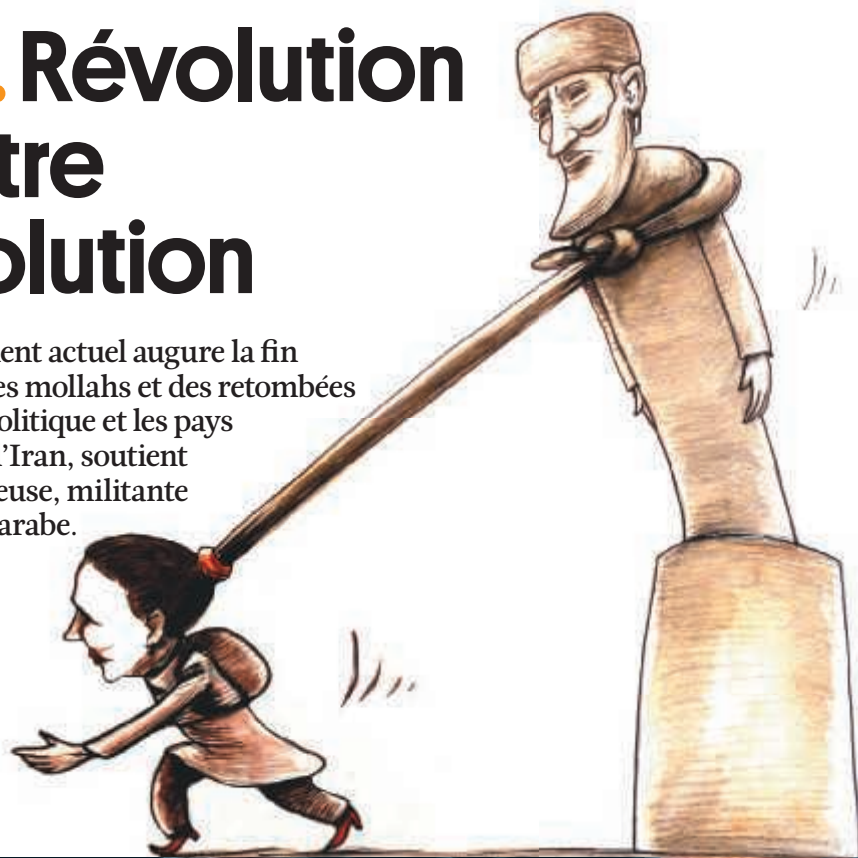


ÉDITO



Iran. Révolution contre révolution

Le soulèvement actuel augure la fin du régime des mollahs et des retombées sur l'islam politique et les pays satellites de l'Iran, soutient cette chercheuse, militante et féministe arabe.



—Al-Araby Al-Jadid

Londres

Auréolé de son statut, Ali Khamenei, le guide suprême de la République islamique, était convaincu – et nous avec lui – que les Iraniens n'allaient pas refaire une révolution après la révolution islamique [de 1979]. Celle-ci était la dernière, la définitive. Il ne restait plus qu'à attendre la fin des temps et le retour du Mahdi [l'équivalent chez les musulmans chiites du Messie dans la religion chrétienne].

Parmi les mille et une raisons qui nous faisaient penser qu'une révolution était impossible, il y avait la main de fer du régime, appuyée par la manipulation politique de sentiments religieux, sans compter ses guerres menées contre des voisins proches et lointains.

Or la révolution est là. La révolution n'est pas moins jusqu'au boutiste que le régime. Aux yeux des manifestants, le régime ne peut être réformé. La seule chose qu'il mérite est de tomber. Définitivement.

Dans tout ce qu'elle a fait [depuis quarante-trois ans], la République islamique s'est réclamée d'un ordre divin. Tout

changement serait donc une entorse à la loi religieuse qui est le fondement même de sa légitimité. C'est également pour cela que le détenteur du pouvoir estime que toute personne qui demande de tels changements peut et doit être tuée, au même titre que l'on tue des envahisseurs infidèles.

D'autant que le pouvoir en place renoue avec la sempiternelle rengaine sur le “complot américano-sioniste”, les “ingérences occidentales”, j'en passe et des meilleures.

Feu, grèves et cheveux. En réalité, la révolution actuelle a tous les traits de l'authenticité iranienne et s'inscrit organiquement dans l'histoire du pays. Elle y puise ses rituels, méthodes et moyens d'expression. Il y a bien sûr les grèves du bazar ou encore des immenses défilés funéraires pour honorer les victimes de la répression.

Mais il y a également le feu que les manifestants allument et qui rappelle le rituel de purification de la religion zoroastrienne des Perses d'avant l'islam. De même, se couper les cheveux rappelle le geste de deuil décrit dans l'épopée du *Livre des rois*, composé il

ya plus de mille ans par l'auteur perse Ferdowsi.

La mobilisation des femmes s'inspire des luttes féministes lancées au début du siècle dernier en Iran, en même temps que les mesures de modernisation du chah de l'époque dans les domaines du Code de la famille, de l'enseignement et de la mixité des sexes.

Dès la première année de la République islamique, l'obligation du voile a fait l'objet de contestations publiques. Celles-ci ont connu des hauts et des bas, [mais n'ont jamais vraiment cessé], tandis que les Iraniennes ont progressivement “dilué” cette obligation [en le portant de manière de plus en plus relâchée].

La première manifestation publique de dévoilement a eu lieu il y a cinq ans avec la jeune Vida Movahed, qui, juchée sur une armoire électrique [en pleine rue à Téhéran], a brandi son voile suspendu au bout d'un bâton, tel un drapeau.

Même les turbans que les jeunes Iraniennes arrachent des têtes des mollahs s'inscrivent dans l'histoire. Mieux, c'est une pratique empruntée précisément

à la révolution islamique [de 1979] elle-même. Déjà à l'époque, les jeunes faisaient valser les turbans des mollahs pour dénoncer ceux d'entre eux qui étaient fidèles au chah. Aujourd'hui, quand les responsables dénoncent un “*affront à la religion*”, les jeunes Iraniens ont beau jeu de leur rétorquer qu'eux-mêmes, il y a quarante ans, faisaient la même chose.

Même les milices doutent.

Tout cela est porté par une jeunesse mondialisée intégrée dans un espace [virtuel mondial] hors de portée pour le régime, grâce à sa maîtrise des techniques permettant de briser [la censure et plus récemment] les coupures d'Internet [mises en place par le régime pour mater la contestation].

Ils sont également reliés à la diaspora iranienne, qui n'a cessé de croître depuis que les mollahs sont au pouvoir, ainsi qu'à des partis politiques et à des personnalités, notamment le Parti communiste, les Moudjahidin du peuple ou encore le prince Reza Pahlavi [fils du chah destitué en 1979].

Il se joue quelque chose pour toute la région. La révolution islamique [de 1979] avait marqué l'essor de l'islam politique. Bien que le régime iranien se réclame du chiisme, des partis islamistes sunnites tels que les Frères musulmans ont eux aussi profité de ce climat général. Aujourd'hui, les Frères musulmans sont en recul, réprimés, en prison ou les trois à la fois. Partout, au Maroc, en Tunisie, en Égypte, en Syrie, en Algérie ou en Libye, ils ont échoué. Il ne reste que le mouvement salafiste [qui ne semble pas davantage promis au succès].

La révolution contre le régime des mollahs réussira, même si elle subit quelques ratés. Car le régime n'arrive déjà plus à convaincre, même auprès des milices qu'il a fait essayer dans toute la région, avec le concours notamment du tristement célèbre Qassem Soleimani [tué par une frappe américaine en 2020].

C'est lui qui était chargé de mener les guerres [par procuration] de l'Iran, pour tuer les Syriens, briser le peuple libanais, dévaster l'Irak et le Yémen et pour étendre ses tentacules dans les capitales [arabes]...

Aujourd'hui, ces miliciens voient bien que leurs maîtres dirigent désormais leurs fusils contre leur propre peuple et se vantent même publiquement de leur brutalité.

Quand Ali Khamenei a récemment appelé à une “*corrélation*” entre l'action à l'intérieur de l'Iran et celle des milices dispersées à l'extérieur, cela voulait-il dire qu'il a désormais besoin du concours de celles-ci pour tuer davantage de manifestants iraniens? En tout cas, il apparaît clairement qu'il ne s'agit plus de “*libérer la Palestine*”: la vérité nue est que les Iraniens se font tuer.

Le régime iranien est [d'ores et déjà en train] de s'effondrer moralement. Pour son effondrement physique, il faudra peut-être encore attendre longtemps, mais il est clair qu'il ne se maintient déjà plus qu'en se retournant contre sa propre population.

Le régime s'est effondré moralement face à une jeunesse mondialisée et reliée à la diaspora.

La question est de savoir ce qui adviendra des milices pro-iraniennes dans la région. Seront-elles entraînées dans sa chute, à l'instar des partis communistes du Komintern après la chute de l'Union soviétique [en 1991]? Qu'advient-il de leurs armes et de leur idéologie?

Et la question se pose plus particulièrement pour le Liban: est-ce qu'il faudra attendre la fin du processus de décomposition du régime iranien pour que l'on puisse enfin espérer [sortir de l'impasse politique] à Beyrouth?

—Dalal Al-Bizri

Publié le 1^{er} décembre 2022

SOURCE



AL-ARABY AL-JADID

Londres, Qatar

alaraby.co.uk

Fondé en 2014 à Londres, le site du “Nouvel Arabe”

est financé par le Qatar et dirigé par l'ancien député arabe israélien Azmi Bishara, devenu le conseiller du nouvel émir. Il fera partie d'un grand empire médiatique en construction.

VISAGES

D'UNE RÉVOLUTION



Portraits et histoires de ceux qui portent la contestation en Iran.

Taraneh Alidoosti, une grande actrice en prison

Arrêtée le 17 décembre pour avoir condamné l'exécution d'un manifestant et soutenu la révolte contre le régime, cette figure du cinéma iranien est détenue dans la terrible prison d'Evin.

Elle est sans doute, jusqu'à, l'une des personnalités iraniennes les plus renommées à avoir été arrêtée pour son soutien au mouvement de contestation qui secoue le régime iranien depuis près de quatre mois.

Le 17 décembre, la célèbre actrice Taraneh Alidoosti, 38 ans, a été arrêtée pour publication de "fausses informations et contenus" et "incitation au chaos". Elle a été incarcérée dans la tristement célèbre section 209 de la prison d'Evin, où sont emprisonnés les prisonniers politiques et d'opinion.

Les autorités iraniennes reprochent à celle qui est une figure du cinéma iranien deux posts sur son compte Instagram, raconte le média iranien en exil **Iran International**. Le premier est une photo d'elle sans voile, postée le 9 novembre, où elle arbore le slogan phare du mouvement de contestation, "Femme, vie, liberté", et

promet de rester dans son pays et de "payer le prix" qu'il faudra pour défendre les droits de ses compatriotes.

Mais c'est son dernier post qui serait "à l'origine de son arrestation", selon le média persanophone d'opposition **Independent Persian**. Quelques heures après l'exécution, le 8 décembre, de Mohsen Shekari, le premier manifestant à avoir été condamné à mort, l'actrice avait adressé ce message au pouvoir : "Maintenant, asseyez-vous et regardez les conséquences de [votre] soif de sang."

Depuis, le compte Instagram de la comédienne, qui comptait 8 millions de followers, n'est plus accessible.

Ce n'est pas la première fois que Taraneh Alidoosti s'attire les foudres de la République islamique. En 2020, elle avait été condamnée à cinq mois de prison avec sursis pour avoir exprimé des critiques contre la police des mœurs.

Depuis son incarcération, plusieurs figures du cinéma international, mais aussi du septième art iranien, dont le réalisateur Asghar Farhadi - qui a donné à Taraneh Alidoosti son rôle le plus célèbre dans le film *Le Client*, ont appelé à sa libération.

Le 23 décembre, "de nombreux cinéphiles et cinéastes" se sont rendus devant la prison d'Evin pour protester contre l'arrestation de l'actrice.

Comme elles, d'autres membres du monde du cinéma iranien sont dans le viseur des autorités. Un producteur iranien affirmait début décembre au quotidien réformiste **Shargh** qu'au moins "150 personnalités du cinéma ont été convoquées, arrêtées, accusées, interdites de quitter le pays ou persécutées de diverses manières par le régime" depuis le début du mouvement.

— **Courrier international**



PHOTO VALÉRY HACHE/AFP

STRADA FILM & MIDRALGAR
PRÉSENTENT



PRIX DE LA MISE EN SCÈNE
FESTIVAL DE CANNES 2022
UN CERTAIN REGARD

BUCAREST, 1972
UNE CLASSE, UN TRAITRE,
UN SECRET

RADIO
METRONOM

UN FILM DE
ALEXANDRU BELC



ACTUELLEMENT AU CINÉMA

Courrier international

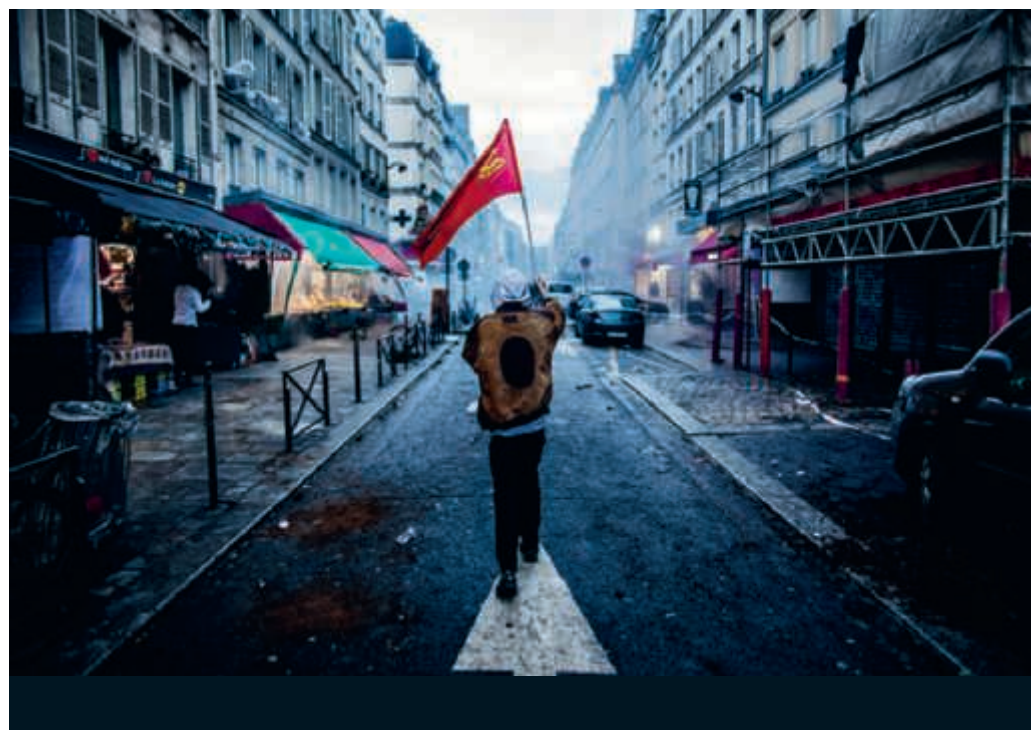
L'Histoire

Télérama

ATTAKUES

L'inaudible colère des Kurdes

Même si leur frustration et leur inquiétude sont légitimes après les meurtres qui ont frappé leur communauté à Paris, les Kurdes devraient veiller à ne pas se mettre à dos l'opinion publique, estime ce journaliste et ex-diplomate turc.



—Arti Gercek (extraits)
Hambourg

Le ministre de la Défense turc, Hulusi Akar, tenait récemment une réunion d'évaluation de l'année 2022 : "Nous répétons que nous ne faisons que cibler des terroristes [en référence à la guérilla menée par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en conflit avec Ankara depuis 1984 et considéré comme une organisation terroriste par l'Union européenne et les États-Unis], dans le respect de la souveraineté des États voisins, mais malheureusement certains politiques et journalistes, à l'intérieur de ce pays et surtout à l'étranger, continuent de présenter nos actions comme des 'opérations contre les Kurdes', ce qui est une erreur et même une monstrueuse ignominie", déclarait-il.

Quelques jours plus tôt [le 23 décembre 2022], un citoyen français âgé, visiblement dérangé et, selon ses propres déclarations,

raciste au dernier degré, avait abattu trois Kurdes [originaires de Turquie] dans une rue de Paris. Ces meurtres ont eu lieu dans et aux alentours de l'emblématique centre culturel kurde Ahmet-Kaya [situé dans le X^e arrondissement de la capitale]. Un crime perpétré à l'approche de la célébration des dix ans de l'assassinat, dans le même quartier de

Les débordements lors des premières manifestations ont entraîné une réponse sévère de la police.

Paris, de Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Saylemez. Un triple meurtre non élucidé et un dossier judiciaire que la France et la Turquie semblent vouloir enterrer.

Les premières manifestations des Kurdes de France ont donné lieu à des débordements violents. Finalement, une marche blanche

a eu lieu le 26 décembre, qui s'est, cette fois, tenue dans le bon cadre de la protestation pacifique.

Ankara a d'abord choisi de garder le silence sur l'affaire. Il n'aurait pourtant pas été de trop de présenter des condoléances, même si certaines des trois victimes ont voulu se défaire de leur nationalité turque ou avaient quitté le pays pour demander l'asile politique en France. Comme de coutume, le porte-parole de la présidence [turque], Ibrahim Kalin, ne s'est pas privé d'admonester Paris et de lui faire la leçon.

Le président français, le ministre de l'Intérieur et divers responsables ont fait part de leur soutien et de leurs condoléances et promis des mesures de protection supplémentaires pour la communauté kurde.

Les débordements lors des premières manifestations ont entraîné une réponse sévère de la police française. La manifestation kurde devant le consulat français

d'Istanbul a donné lieu à 18 interpellations par la police turque.

Les débordements survenus à Paris sont le reflet de la colère, du désespoir, de la frustration et du sentiment de trahison et de solitude des Kurdes, en particulier ceux de la diaspora. Mais politiquement parlant, cette attitude risque de se retourner contre les Kurdes et de retourner le capital de sympathie dont ils bénéficient dans l'opinion.

Plaie ouverte. Les médias français, de leur côté, ajoutent à la confusion en se contentant de présenter l'affaire comme un affrontement simpliste "Turcs contre Kurdes", en agrégeant et mélangeant au passage les quatre régions kurdes (d'Irak, d'Iran, de Turquie et de Syrie).

Ce triple meurtre peut aussi ouvrir la porte aux interprétations complotistes. Il survient alors que le président Macron réfléchit à se rendre en visite officielle en Turquie, mais refuse d'y aller sans contrepartie de la part d'Ankara. Pour le triple assassinat non élucidé d'il y a dix ans, on avait eu recours, pour appuyer sur la détente, à un malade en phase terminale [Ömer Güney, mort d'un cancer en détention avant son procès]. Que cette fois ce forcené raciste choisisse par hasard des Kurdes entre tant d'autres comme victimes laisse au minimum songeur.

Quoi qu'il en soit, la question kurde demeure une plaie ouverte. Et le même Hulusi Akar, qui parle d'une "fraternité" entre Turcs et Kurdes et de l'"ignominie" qu'il y aurait à la questionner, semble se réjouir dans son discours de la fin du processus de paix [depuis 2015] qui lui a permis depuis de "mettre hors d'état de nuire 37 285 terroristes en Turquie, en Irak et en Syrie".

Le triple meurtre de la rue d'Enghien illustre de la façon la plus tragique qui soit, avec la mort de trois personnes et plusieurs blessés graves, une situation qui se répète pour la énième fois et où les deux camps en présence se contentent de hurler en direction de la partie adverse, dans une cacophonie incompréhensible pour les Français et les autres observateurs extérieurs.

De même qu'il est vain de penser qu'en criant on parviendra à indiquer le bon chemin à un touriste qui ne parle pas la langue locale,

La manifestation des Kurdes le 23 décembre, à Paris, a donné lieu à des heurts avec la police.

Photo Bruno Thevenin/Sipa

Repères

L'attaque du 23 décembre

●●● Le vendredi 23 décembre, peu avant midi, un tireur ouvre le feu rue d'Enghien, à Paris, dans le X^e arrondissement. L'attaque fait trois morts et trois blessés, tous kurdes. Interpellé juste après les faits, le principal suspect reconnaît rapidement avoir agi par haine "pathologique" des étrangers.

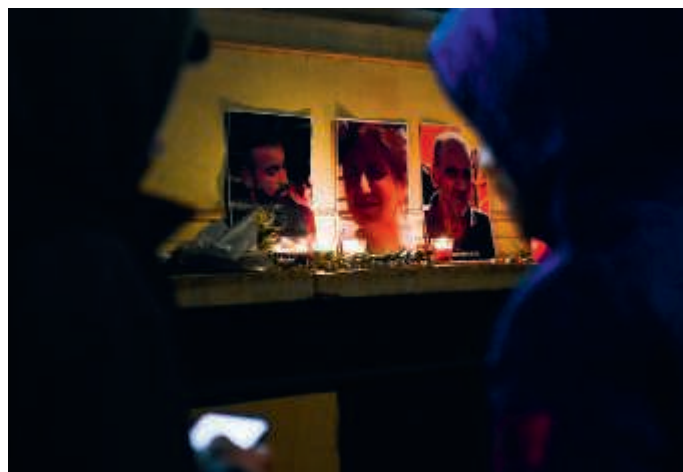
Le tireur, William M., est un Français de 69 ans. Sa garde à vue, suspendue un temps pour un examen psychiatrique, est finalement prolongée, avant que le suspect ne soit mis en examen pour assassinat et tentative d'assassinat. Le parquet décide de ne pas qualifier cette attaque de "terroriste". Lorsque le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, se rend sur place quelques heures après les faits, des heurts éclatent. La communauté kurde, déjà visée en janvier 2013 par une attaque qui avait fait trois victimes, estime qu'elle n'a pas été assez protégée. Le passé du tireur, qui avait notamment attaqué en décembre 2021 des tentes de migrants armé d'un sabre, est au cœur d'une polémique. William M. était sous contrôle judiciaire depuis sa sortie, le 12 décembre, de la maison d'arrêt de la Santé.

croire que l'expression publique et destructrice de la colère des Kurdes en France, fût-elle compréhensible, pourrait augmenter l'intérêt et le soutien pour la "cause" est, je le crains, parfaitement erroné.

—Aydin Selcen

Publié le 28 décembre 2022

Les photos de Mir Perwer, Emine Kara et Abdurrahman Kizil, assassinés le 23 décembre, à Paris. Photo Julie Sebadelha/AFP



La main des services secrets turcs ?

La presse prokurde de Turquie met en doute la thèse d'un crime uniquement motivé par le racisme.

Les trois victimes de l'attaque commise le vendredi 23 décembre près d'un centre culturel kurde dans le X^e arrondissement de Paris, qui a également fait trois blessés, étaient des Kurdes originaires de Turquie.

Deux d'entre elles, le chanteur Mir Perwer – Mehmet Sirin Aydin pour l'état civil turc – et le retraité Abdurrahman Kizil, avaient obtenu l'asile politique. La troisième, Emine Kara – Evin Goyi pour l'état civil turc – était, elle, une responsable de la branche féminine du mouvement de la guérilla kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), venue en France pour récupérer d'une blessure subie il y a plusieurs années en combattant les djihadistes du groupe État islamique en Syrie.

Comme l'ensemble de la presse kurde ou de l'opposition de gauche, le média en

ligne **Gazete Duvar**, sous la plume de son correspondant en France, s'étonne du choix des victimes dans ce qui semble être un crime raciste commis par William M. Cet homme de 69 ans était connu de la justice pour des faits de violence commis en 2016 et pour une tentative d'homicide volontaire dans un camp de migrants

en décembre 2021. Placé en détention provisoire pendant un an dans le cadre de cette dernière affaire, il avait été libéré le 12 décembre et placé sous contrôle judiciaire.

Lors de sa garde à vue, l'homme, qui souffrirait de problèmes psychiatriques, a successivement déclaré avoir voulu s'en prendre "à tous les migrants" et aux Kurdes, qui ont, selon lui, commis la faute d'"emprisonner les djihadistes de l'État Islamique [en Syrie] au lieu de les tuer". *Gazete Duvar*

s'interroge : "Serait-il possible que ce tueur ait été manipulé pendant son incarcération ? Qui a-t-il pu fréquenter derrière les barreaux puis lors de sa sortie de prison ?"

Le média en ligne laisse entendre que les services secrets turcs auraient pu manipuler un individu fragile. Celui-ci a décidé de passer à l'acte devant le centre culturel kurde Ahmet-Kaya au moment même où devait s'y tenir une réunion importante de cadres du mouvement, reportée à cause du mouvement de grève dans les transports.

"Les Kurdes demandent des réponses avec d'autant plus de force que les circonstances du triple meurtre de janvier 2013 n'ont pas encore été éclaircies par la justice française", écrit le média kurde de Turquie **Yeni Özgür Politika**.

En effet, il y a près de dix ans, dans le même quartier, trois femmes kurdes, dont Sakine Cansiz, responsable de premier plan du PKK, avaient été exécutées par balles. Leur meurtrier, Ömer Güney, était mort d'un cancer peu après, en prison. La piste, jugée très probable, d'une opération des services secrets turcs n'a pas pu être prouvée. "La France doit faire éclater la vérité si elle veut prouver qu'elle est véritablement l'amie des Kurdes, avec lesquels elle s'est alliée contre l'État islamique", assène *Yeni Özgür Politika*.

De son côté, le média en ligne **Arti Gerçek**, proche du mouvement kurde, souligne que ce triple meurtre intervient alors que la Suède, qui tente désespérément d'obtenir le feu vert d'Ankara pour son entrée dans l'Otan, vient d'accepter d'extraire vers la Turquie un opposant d'origine kurde. "Le silence, voire la complicité des pays européens envers Erdogan doit cesser."

Le média a répertorié les actes de violence commis récemment par l'extrême droite turque en France, notamment contre la communauté kurde de Lyon en avril 2021 et la communauté

arménienne de Décines (près de Lyon) en octobre 2020.

Pour sa part, la presse pro-gouvernementale s'offusque que des drapeaux du PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, mais aussi par l'Union européenne et les États-Unis, aient pu être brandis par les manifestants dans les rues de Paris, ce qui a conduit Ankara à convoquer l'ambassadeur français.

La manifestation de la communauté kurde qui s'est tenue à Paris le 24 décembre en hommage aux victimes de la rue d'Enghien a dégénéré en affrontements entre participants et forces de l'ordre – des sources faisant état de provocations de membres de l'extrême droite turque sur la place de la République. Dans la foulée, le ministre de la Défense turc, Hulusi Haker, cité par le quotidien islamiste turc **Yeni Akit**, a déclaré : "Voilà le risque qu'il y a à soutenir des terroristes, la France est piquée par le serpent qu'elle a nourri. C'est l'occasion de voir le vrai visage de ces terroristes."

Les autorités turques reprochent depuis longtemps à la France d'accorder l'asile politique à leurs opposants et de soutenir les Kurdes en Syrie.

— **Courrier international**



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Pourquoi les termes "Kurde" et "Kurdistan" hérissent-ils autant le poil en Turquie ?

Dans un article rédigé de sa prison, où il est incarcéré depuis 2016, Selahattin Demirtas, l'ex-leader du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde), appelle ses compatriotes turcs à sortir de la haine des Kurdes.

Une communauté "en état de choc"

●●● "Le centre culturel kurde Ahmet-Kaya de Paris est endeuillé", écrit Sara González dans **El País**. Quelques jours après l'attaque du 23 décembre qui a tué Emine Kara, Mir Perwer et Abdurrahman Kizil, la journaliste espagnole s'est rendue rue d'Enghien. "Dans le centre culturel, les hommages se succèdent. Les bougies sont allumées en permanence et de nouveaux bouquets de fleurs arrivent sans cesse", observe-t-elle. Les victimes étaient kurdes : un retraité qui "fréquentait l'association quotidiennement et avait consacré sa vie à la résistance kurde"; la responsable du Mouvement des femmes kurdes de France, ancienne combattante contre l'État islamique en Syrie; et un musicien persécuté en Turquie et réfugié en France. La question kurde, elle, est omniprésente sur les murs et dans les hommages qui affluent depuis l'attaque, raconte la journaliste qui rappelle le précédent drame survenu dix ans plus tôt dans le même quartier, en janvier 2013, avec l'assassinat de trois militants kurdes. La police française n'a jamais élucidé cette affaire. Cette fois-ci, le tueur, William M., connu de la justice pour des faits de violence et qui a développé "une haine des étrangers pathologique", a été arrêté dans la foulée. "Nous sommes ici pour notre peuple", explique Delil Kara, "un jeune de 27 ans" à la journaliste. "C'est important, assure Sengul, une femme de 43 ans, car cela permet d'être ensemble, [de] montrer notre colère, [de] dire que nous sommes présents". Et de conclure : "La communauté est encore en état de choc."



Actuelles

LAURE MANENT

VENDREDI À 16H15

Le magazine de celles et ceux qui font bouger un monde encore largement dominé par les hommes

Chaque semaine, retrouvez l'actualité féministe dans le monde avec **Courrier international**





france

—London Review of Books

(extraits) Londres

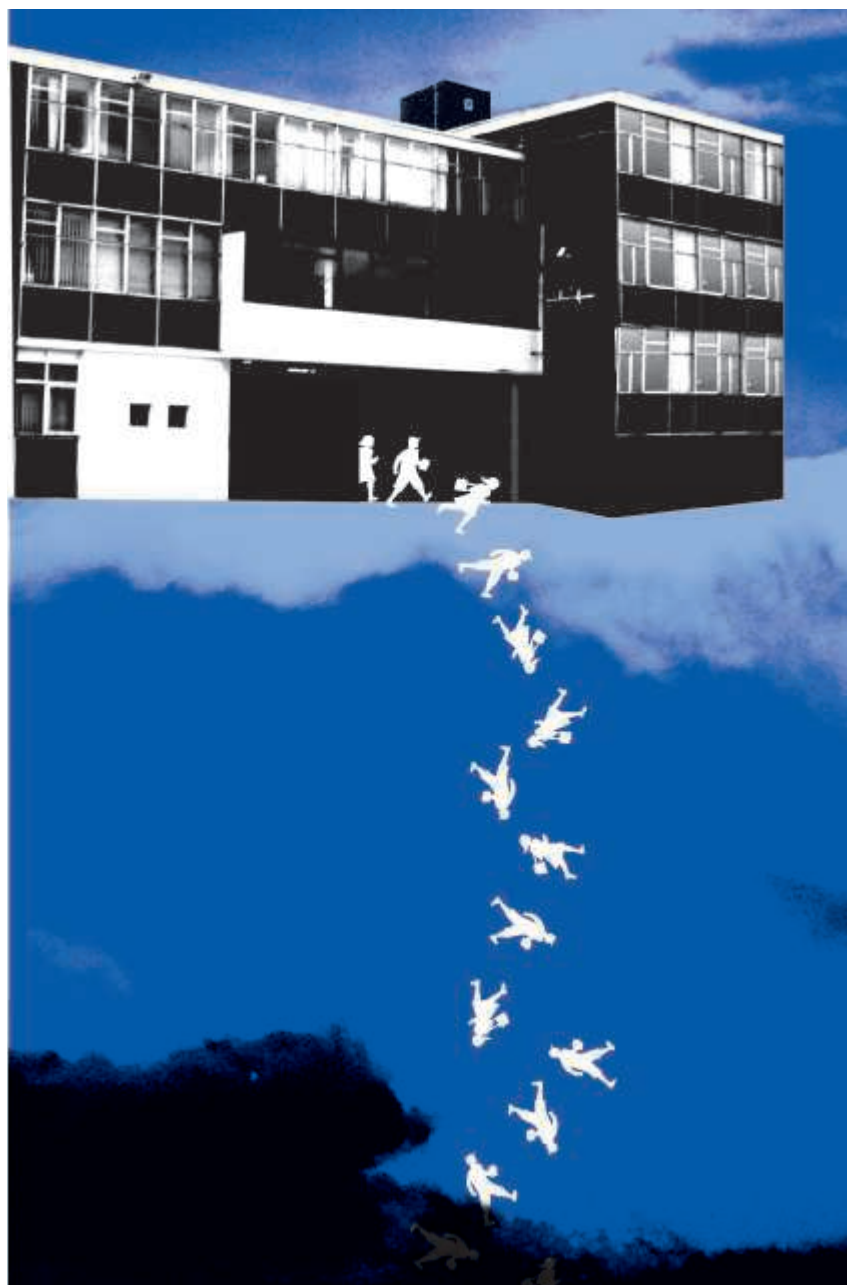
J'ai emménagé à Paris en pleine pandémie et comme j'avais peur de ne pas trouver de travail, j'ai postulé pour un poste d'assistante en langues. Mais j'étais aussi poussée par une autre raison. À l'époque, la France se déchirait à propos de son système scolaire et les établissements se retrouvaient sous un feu nourri de critiques. Les journaux parlaient de classes ingérables et du laxisme des professeurs. Le mot "islamo-gauchisme", un dangereux mélange de multiculturalisme et de laxisme éducatif, était sur toutes les lèvres. Pendant ce temps, *Le Figaro* publiait des articles sur les dangers du wokisme. Quant aux établissements, ils n'avaient pas leur mot à dire dans le débat

J'ai été envoyée dans un lycée de Seine-Saint-Denis, au nord-est de la capitale, le département le plus pauvre de France métropolitaine. Lors de la première réunion des assistants pédagogiques, à la rentrée scolaire de septembre 2021, mes nouveaux collègues et moi avons été rassemblés dans un auditorium où deux femmes envoyées par le ministère de l'Éducation nous ont parlé de notre métier. Les autres recrues anglophones sortaient tout juste de l'université. On nous a montré une vidéo YouTube intitulée "What the F*ck France" dans laquelle un acteur britannique vociférait : "J'ai 99 problèmes et ils sont tous la faute de l'administration." "Nous espérons que ce sera un peu plus facile pour vous", a essayé de nous rassurer l'une des intervenantes. Elle nous a expliqué comment ouvrir un compte bancaire et chercher un logement. Tout en étant très claire : il ne fallait pas compter sur elle pour nous aider.

"Agents de l'État". En tant qu'assistants d'anglais, notre travail devait consister à faire parler les élèves dans notre langue maternelle douze heures par semaine. Le tout pour 976,48 euros par mois. "Vous êtes désormais des agents de l'État français, nous a-t-elle dit. Donc, si vous entendez des propos discriminatoires, même entre élèves, il faut le signaler au directeur. Si vous voyez des jeunes montrer leur appartenance à une religion ou exprimer leur foi, dites-le à quelqu'un, a-t-elle énuméré. Si vous voyez une fille qui porte un foulard, il faut la signaler." S'il n'est pas interdit d'évoquer avec les élèves la religion de notre pays d'origine, en revanche nous ne pouvons pas leur dire en quoi nous croyons. C'est la même chose pour la politique. Un jeune assistant a alors levé la main. "C'est bon, ça?" Sur le logo de son ordinateur portable, il avait collé un autocollant de la rosace de Notre-Dame. L'intervenante l'a fusillé du regard : "Il ne faut quand même pas exagérer."

Société. "J'ai enseigné dans un établissement négligé du 93"

À peine arrivée en France, une journaliste américaine est embauchée comme assistante d'anglais dans un lycée de banlieue. Le manque de moyens constant et les difficultés d'enseignement ternissent l'idéal républicain de l'éducation française, découvre-t-elle.



Le trajet pour aller au lycée depuis mon appartement, dans le centre de Paris, me prenait environ une heure. Le dernier kilomètre en bus mettait pratiquement autant de temps que la première partie du trajet. Et je ne savais jamais si j'allais avoir un bus ou non.

Un jour, alors que j'attendais le bus devant la gare, j'ai vu le prof de latin agenouillé près d'un homme qui venait apparemment de faire une overdose. L'homme était recroquevillé devant la grille de ventilation d'une boulangerie, et, quand le Samu est arrivé, les ambulanciers lui ont tout de suite demandé ce qu'il avait pris comme substance. Les élèves qui étaient déjà bien en retard se sont tous arrêtés pour regarder la scène.

Le quartier de la gare était plutôt pavillonnaire, vestige d'une époque où la classe ouvrière blanche aspirait à avoir sa propre maison et son jardin. Après les pavillons, les magasins s'adressent spécifiquement à une population musulmane.

Un jardin à l'abandon accueille les visiteurs devant le lycée. Des préfabriqués absorbent les classes surchargées.

Un coiffeur fait sa pub pour son espace réservé aux femmes voilées, qui peuvent ainsi se faire couper les cheveux à l'abri des regards. Au moment où l'on aperçoit l'école, la première banlieue a été entièrement remplacée par une autre : c'est la cité – un groupe de grandes barres et de tours blanches –, apparemment séparée du reste de la banlieue.

Le lycée est un grand bâtiment aux murs écaillés, dont la palette va du gris verdâtre au rouge corrodé. Un jardin complètement à l'abandon accueille les visiteurs devant l'établissement. Des préfabriqués absorbent les classes surchargées. Des élèves font le tour de la piste de course avec les mêmes vêtements qu'ils portent en cours. La journée d'école dure de 8 heures à 18 heures, donc, pendant une grande partie de l'année, il fait nuit quand les élèves arrivent au lycée et quand ils en repartent. La première semaine, les élèves que j'ai croisés ne m'ont posé aucune question sur ma religion. Ils me demandaient plutôt si je savais que je portais le prénom d'un gâteau. Si j'aimais la musique française, si j'avais essayé le McDonald's. "J'ai vu des Américains pleurer au McDonald's de Paris parce que leur burger était trop petit", m'a affirmé l'un de mes collègues d'anglais. Ils voulaient savoir ce que je comptais faire dans la vie, si j'avais beaucoup voyagé, si j'avais une arme, ce que je pensais de la nourriture française et si c'était vrai que le pain était meilleur en France.

✎ Dessin d'Otto Dettmer paru dans *The Times Educational Supplement*, Londres.

Les élèves portent des survêtements de couleur et des [baskets] Air Force One. Ou alors des jeans noirs brillants, avec des baskets blanches et des énormes sweats. Une gothique, la seule, appelée Agathe (son nom comme celui des autres a été changé), m'explique qu'elle a des difficultés avec l'empathie et qu'elle prend tout au premier degré. Une gamine de 15 ans me demande si les gens vont se moquer de son accent si elle part à l'étranger. Une autre fille me raconte avec fierté qu'elle a déjà roulé en scooter électrique et qu'elle a failli renverser quelqu'un. Son amie adore les groupes de K-pop et les podcasts.

Les élèves m'ont même demandé si j'allais être "sévère", comme l'un des professeurs d'anglais avec qui je travaille. "Elle va te faire passer par la fenêtre", me dit l'un d'eux en jubilant. Contrairement à ce qui se fait dans les salles de classe américaines auxquelles j'étais habituée, l'éducation française accorde encore une grande importance à la mémoire et au par cœur. Les élèves sont assis en rangs face au professeur, qui leur donne une leçon, qu'ils sont censés apprendre par cœur. À la fin de chaque cours, ils écrivent ce qu'ils ont appris. En début d'heure, le professeur vérifie s'ils ont mémorisé ou non la leçon précédente. Les enseignants avec lesquels j'ai travaillé ne transigent pas sur ces apprentissages.

Lassitude. Je n'étais pas très douée en tant que prof. Mes élèves attendaient que l'heure se passe en regardant par la fenêtre. J'arpentais ma salle de classe d'un pas martial pour avoir l'air plus autoritaire. Pour calmer une classe qui était trop turbulente, j'ai eu recours un jour à une interrogation surprise sur Thanksgiving, un chapitre que nous avions déjà fini. Ils avaient d'ailleurs bruyamment exprimé leur lassitude à l'égard de ce sujet, qu'ils avaient, selon eux, étudié tous les ans depuis la primaire. Pour le contrôle, ils devaient décrire ce que les Américains mangeaient pour Thanksgiving : "des bonbons" et de la "soupe" pouvait-on lire sur leurs copies.

Contrairement à leurs collègues de français, qui doivent étudier Molière et *La Princesse de Clèves*, les professeurs d'anglais sont plus libres dans leurs choix

de sujets. Une prof a commencé l'année avec le racisme en Australie. Une autre classe étudie le concept de self-made-man à partir de Frederick Douglass. Un élève en a profité pour dire que le rêve américain était une invention de la guerre froide. Chacun devait faire un exposé sur un self-made-man de son choix. Deux élèves ont choisi Cristiano Ronaldo, et deux autres Rihanna, qui est "toujours en train de se renouveler et de se réinventer". Omar, un garçon mince avec un accent impeccable, avait choisi Warren Buffett, qui "investit dans des biens et des entreprises lucratives" et dont les techniques "sont originales. Il n'a pas de vision à court

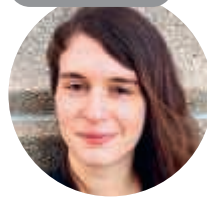
terme... C'est une sorte de visionnaire." Dans une autre classe, j'ai demandé aux élèves d'imiter des personnes célèbres. Un étudiant a choisi Will Smith et a essayé de gifler l'un de ses camarades. Une autre s'est présentée comme Brigitte Macron, au grand dam de sa voisine : "Tu sais que ton mari est l'homme le plus détesté de France?"

En France, les journaux décrivent souvent les écoles de banlieue comme des terrains de violence. Après l'assassinat du professeur d'histoire Samuel Paty par un immigré tchétchène, en 2020, ce préjugé s'est encore renforcé et a pris une tonalité raciste. Un an après la mort de Paty, le ministre de l'Éducation français de l'époque, Jean-Michel Blanquer, a fait savoir qu'un hommage serait rendu à la mémoire du professeur dans les écoles du pays. Il était question d'une minute de silence. Ce jour-là, lors du déjeuner dans la salle des profs, trois enseignants ont déclaré qu'ils ne rendraient pas hommage à Paty en classe. L'un d'entre eux l'avait envisagé mais a décidé de s'abstenir. Une autre a refusé tout net. La minute de silence est un outil qui ne sert à rien, disait-elle, et qui ferait croire à ses élèves qu'ils sont censés se sentir coupables.

Avant de travailler dans un lycée, j'étais persuadée que l'école était le socle de l'idéal républicain en France. Mais mes élèves de Saint-Denis savent qu'ils ne sont pas les égaux des autres citoyens aux

Mes élèves de Saint-Denis savent qu'aux yeux de l'État, ils ne sont pas les égaux des autres citoyens.

L'autrice



MADELEINE SCHWARTZ

Journaliste anglophone, Madeleine Schwartz a travaillé, entre autres, pour *The New York Review of Books*, *The Guardian*, *Politico* et pour *The New Yorker*. Correspondante à Berlin pendant un temps, elle vit aujourd'hui à Paris, où elle collabore avec le magazine littéraire *The Paris Review* et continue d'écrire pour la *London Review of Books*.

yeux de l'État. Ils sont triés dès le départ – par leur quartier, leur milieu socio-économique, leurs résultats dans les différentes filières du baccalauréat français.

Ces vingt dernières années, les salaires réels des enseignants ont connu une diminution allant de 15 % à 25 %, et la profession, qui représentait autrefois une solide classe moyenne, se retrouve dans une situation peu enviable économiquement. Ce sont les élèves qui en pâtissent le plus, surtout dans des endroits comme Saint-Denis. Les enseignants absents sont rarement remplacés, et, pour cette raison, l'élève moyen des banlieues perd une année d'enseignement par rapport à un camarade du centre de Paris. Lors d'une réunion syndicale, quelqu'un a dit que les profs n'étaient pas remplacés tant que les parents ne se plaignaient pas. Peu d'entre eux le font, car ils ignorent que la seule façon d'aider leurs enfants en France, c'est de crier plus fort que tout le monde.

Les professeurs s'efforcent de faire sortir les élèves le plus possible, car c'est parfois leur seule ouverture sur le monde extérieur. Nous sommes souvent allés au cinéma dans une ville voisine en pleine gentrification, et qui sera bientôt reliée à Paris par le métro dans le cadre d'un ambitieux projet de rénovation urbaine pour mieux desservir la banlieue.

La présidentielle en avril 2022 n'a pas vraiment passionné les profs et les élèves. Il faut dire que certaines parties

communes de l'établissement s'étaient effondrées. La cantine était fermée depuis plusieurs semaines. Et les enseignants envisageaient de contacter les médias. Puis la cantine a rouvert. Mais la photocopieuse est tombée en panne. Les candidats d'extrême droite faisaient campagne pour le retour de l'autorité à l'école. Marine Le Pen promettait de se débarrasser d'un programme qui permettait aux élèves immigrés de suivre des cours dans la langue de leurs parents. Une mesure inutile, puisque Macron avait déjà supprimé ces cours dans le cadre de sa lutte contre le "séparatisme islamiste".

Personnel insuffisant. Bien que l'Éducation nationale fasse constamment la une des journaux, on a souvent l'impression que les établissements scolaires sont complètement négligés par le gouvernement. Selon un syndicat d'enseignants, 62 % des collèges et des lycées commencent la nouvelle année scolaire en septembre sans personnel suffisant. Je devais ouvrir Twitter pour découvrir les nouvelles restrictions concernant le Covid. Quant au ministre de l'Éducation, il n'a pas hésité à annoncer de nouvelles règles concernant les tests Covid lors de ses vacances à Ibiza. Des semaines plus tard, une administratrice de l'école nous a laissé une boîte d'environ 400 tests qui dormaient dans son bureau et étaient périmés à la fin de la semaine.

J'ai organisé un club d'anglais qui consistait à regarder les élèves jouer à Bananagrams [jeu de lettres dans lequel chaque joueur se construit sa propre grille de mots]. Des filles venaient chaque semaine et bavardaient en anglais en déplaçant les lettres, et elles levaient les yeux de temps à autre pour voir si je les écoutais parler de leurs amoureux. L'un de mes élèves a été accepté dans un programme de tutorat et m'a parlé de sa visite sur la tombe de Baudelaire. Macron a été réélu, le gouvernement a été remanié. J'ai posé ma candidature pour la rentrée suivante, mais je n'ai jamais reçu de réponse, ni positive ni négative. Comme beaucoup de ses prédécesseurs, Pap Ndiaye, le nouveau ministre de l'Éducation, préfère envoyer ses enfants dans une école privée.

— **Madeleine Schwartz**
Publié le 17 novembre 2022

LES MOTS DES AUTRES

l'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



afrique

Rwanda. Un parfait agent de sécurité

Du Mozambique à la République centrafricaine, le Rwanda s'affirme comme une puissance militaire dont les capacités de déploiement et de projection se veulent désormais incontournables.



—Foreign Policy
Washington

Il faisait nuit noire quand la horde de motos a fait irruption à Dassari, une ville du nord du Bénin, à la frontière avec le Burkina Faso. Les hommes se sont d'abord arrêtés un moment devant le commissariat de police avant de faire pleuvoir un déluge de balles, tuant deux policiers et laissant derrière eux un blessé.

Ce n'était que la dernière d'une série d'attaques perpétrées depuis l'an dernier à la frontière du Bénin. La plupart d'entre elles sont l'œuvre de groupes islamistes radicaux, implantés de longue date au Mali et au Burkina Faso, mais qui multiplient à présent les incursions dans les États voisins de la côte ouest.

En septembre, les autorités béninoises ont révélé qu'elles étaient en discussion avec le Rwanda concernant la fourniture de soutien logistique et d'expertise pour les aider à faire face à la violence des djihadistes. Près de 350 soldats rwandais pourraient être déployés dans un premier temps, avant de voir leur nombre potentiellement doubler.

À en croire un porte-parole du gouvernement du Bénin, cet accord ne prévoit toutefois pas l'envoi de troupes au sol.

Ce n'est pas la première fois que le Rwanda se voit sollicité par d'autres États africains sur des questions de sécurité. Depuis le génocide qu'a connu le pays en 1994, Kigali a développé ses forces armées et les déploie en Afrique par le biais de nombreuses missions de maintien de la paix.

“Son armée s'est taillé une réputation d'efficacité.”

Phil Clark, CHERCHEUR

D'après l'Institut français des relations internationales (Ifri), le Rwanda est le cinquième contributeur mondial aux missions des Nations unies et le deuxième à l'échelle du continent. En dépit de leur nombre relativement réduit, les soldats rwandais se sont fait une réputation d'excellence et n'ont pas encore été impliqués dans la litanie de scandales, d'abus sexuels et d'indiscipline qui caractérisent tant d'autres armées participant à ce genre de missions.

Le Rwanda pourrait tenir la comparaison avec Israël – nation du Moyen-Orient dont la petite taille est inversement proportionnelle à la réputation de son armée. En 2022, Israël se hisse à la 18^e place sur 142 dans le classement Global Firepower, qui compare la puissance militaire des nations.

“La participation du Rwanda aux missions de maintien de la paix lui a été bénéfique”, confirme Phil Clark, professeur en relations internationales à la School of Oriental and African Studies (Soas) de l'université de Londres. “Son armée s'est taillé une réputation d'efficacité dans ces opérations multilatérales.”

Résultat, un nombre croissant de pays se tournent aujourd'hui vers le Rwanda pour les aider à maintenir ou rétablir leur sécurité intérieure. Quand des groupes rebelles ont pris d'assaut la capitale de la République centrafricaine (RCA) au tournant de l'année 2020-2021, c'est au Rwanda et aux mercenaires russes du groupe Wagner que le président Faustin-Archange Touadéra a demandé de l'aide. À l'origine, les deux forces

travaillaient de concert mais, en juin 2021, le Rwanda a suspendu cette coopération à la suite de la multiplication des rapports faisant état d'attaques contre des civils de la part des mercenaires Wagner. Avec leur aide, le président Touadéra a néanmoins réussi à desserrer l'étau sur Bangui. Ensuite, le maintien sur place des soldats rwandais a découragé de nouvelles attaques contre la capitale, tout en assurant la sécurité des approvisionnements en République centrafricaine.

L'information n'a pas tardé à se diffuser, et peu après c'est le Mozambique qui a sollicité l'aide de Kigali. Cela fait plusieurs années que ce pays est confronté à une insurrection, soutenue par Daech, dans le nord de la province de Cabo Delgado. Celle-ci a déjà provoqué la mort de plus de 3 000 personnes et le déplacement de 800 000 autres à l'intérieur du pays.

L'intervention des forces armées rwandaises au Mozambique s'est révélée encore plus efficace qu'en République centrafricaine, en bonne partie parce que la situation y était moins complexe – il ne s'agissait que d'une opération localisée dans une région du Mozambique contre un groupe djihadiste et non d'une nébuleuse de mouvements armés dispersés sur tout un territoire. Mais l'expertise acquise par le Rwanda en République centrafricaine a probablement contribué à cette réussite.

L'intervention rwandaise a abouti au rétablissement rapide de l'autorité du gouvernement

dans le Cabo Delgado et poussé les militants islamistes à la fuite. Les Mozambicains ont accueilli les soldats rwandais à bras ouverts et ont fait l'éloge de leurs libérateurs. Ces derniers sont restés dans la province de Cabo Delgado pour participer à l'effort de reconstruction et éviter de nouvelles attaques.

Rapidité. Les autorités rwandaises mettent en avant un argument moral à ces interventions. Ayant souffert des violences du génocide de 1994 alors que le monde détournait le regard, le Rwanda estime aujourd'hui savoir comment répondre à ce genre d'atrocités. Mais ce n'est peut-être pas tout.

Les interventions multilatérales suscitent un mécontentement croissant sur le continent. Du Mali à la République démocratique du Congo (RDC), les missions de maintien de la paix des Nations unies sont de plus en plus critiquées et accusées d'aggraver des situations plutôt que de les apaiser. Les missions régionales sous l'égide de l'Union africaine (UA), de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) et même de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) sont essentiellement jugées inefficaces et longues à mettre en place. La coopération régionale reste limitée notamment à cause des conflits de souveraineté entre voisins et de la méfiance suscitée par toute intervention extérieure.

En revanche, les opérations bilatérales comme celles

Le soutien au M23 enfin condamné

●●● Certains États occidentaux sont-ils en train de prendre leurs distances avec le Rwanda en raison de son implication présumée dans les troubles meurtriers en RDC? Selon le quotidien britannique **The Times**, un rapport de l'ONU publié début décembre a pu déclencher cette désapprobation diplomatique. Y était dénoncée l'exécution “arbitraire” de 131 personnes en novembre, lors des affrontements entre le groupe rebelle M23, essentiellement composé de Tutsis, et le FLDR, une milice hutu. Les États-Unis, la France et l'Allemagne ont peu après publiquement condamné “le soutien du Rwanda au groupe M23” alors que le petit pays de la région des Grands Lacs avait réussi à gagner le soutien de l'Occident en se transformant “en l'une des nations les plus sûres et les plus prospères du continent”, note le *Times*.

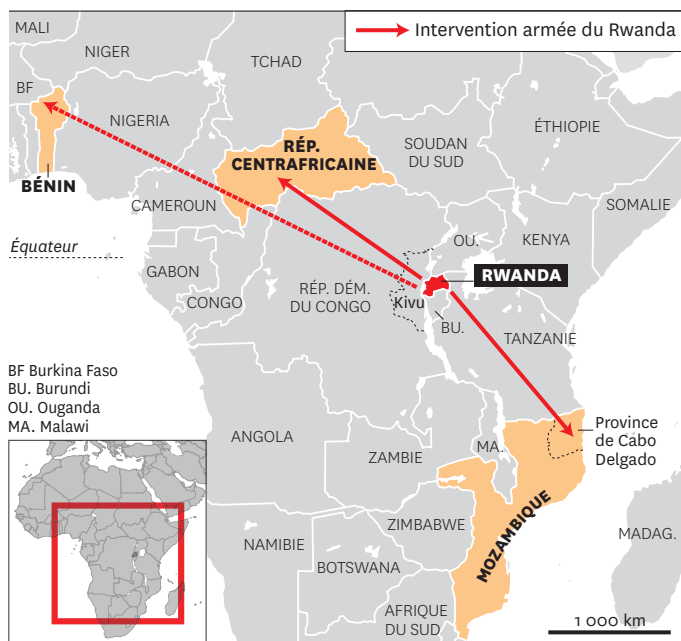
↳ Dessin de Kazanevsky, Ukraine.

organisées par le Rwanda peuvent se décider rapidement et selon un cadre clair, fixé par les deux États impliqués, sans passer par de laborieuses négociations multilatérales. Les préoccupations sur d'éventuelles violations de souveraineté sont également réduites car ces interventions se déroulent exclusivement à la demande d'un pays et la coopération est également plus simple à mettre en place car elle n'implique pas de structures de commandement complexes.

“Ce n'est pas seulement le Rwanda, poursuit Clark. Sur tout le continent africain, les États se méfient de plus en plus des missions régionales ou de l'UA et on constate une forte demande pour ce genre de missions bilatérales.” En résumé, le Rwanda répond à une demande du marché.

Ces opérations sont aussi largement soutenues par les puissances occidentales. “C'est une occasion rêvée, reconnaît Thierry Vircoulon, chercheur associé à l'Ifrri pour l'Afrique subsaharienne. Ces pays ont besoin d'aide pour assurer leur sécurité et les Occidentaux ne veulent pas trop s'impliquer, il y a donc beaucoup d'arguments en faveur de cette solution.”

La France, par exemple, a publiquement affiché son soutien à la mission rwandaise dans le nord du Mozambique, où la société TotalEnergies a un projet d'exploitation de gaz naturel liquéfié estimé à 20 milliards de dollars. Le président Macron a ensuite débloqué 495 millions de dollars d'aide au développement à destination du Rwanda. À l'heure où les interventions occidentales en Afrique souffrent d'une désaffection croissante – comme en témoigne la quasi-expulsion des forces militaires françaises au Mali en août dernier –, la possibilité de déléguer ces missions de sécurité à un intermédiaire africain a de quoi séduire. “Cela permet à la France de se soustraire aux accusations de néocolonialisme”, souligne Clark.



Mais, de toute évidence, le Rwanda ne se contente pas de rendre service à d'autres pays. La communauté internationale devrait-elle donc s'inquiéter de ses motivations ?

Intérêts. Le Rwanda a personnellement intérêt à combler ce déficit sécuritaire sur le continent. La présence de ses forces armées au Mozambique et en République centrafricaine a amélioré les conditions d'accès à des exploitations minières et agricoles, permis de signer des contrats d'infrastructures et eu des retombées économiques positives pour tous les pays concernés.

En République centrafricaine, le président Touadéra offre désormais de généreuses conditions aux investisseurs rwandais – notamment une exonération fiscale de dix ans pour les entrepreneurs qui s'installent en zone rurale. De leur côté, le Rwanda et le Mozambique ont signé un protocole d'accord afin de favoriser les partenariats économiques.

Sur le plan stratégique, le fait de posséder une présence

militaire à l'étranger augmente aussi les capacités d'un gouvernement à attaquer ses adversaires. L'arrivée de soldats rwandais au Mozambique n'est pas totalement étrangère à la présence de dissidents rwandais dans ce pays. Depuis que l'armée rwandaise participe à la sécurité du Mozambique, au moins un opposant au gouvernement rwandais a été assassiné au Mozambique tandis que deux autres ont été victimes de tentatives d'enlèvement, et une personne a été signalée comme disparue.

En endossant le rôle de gendarme du continent, le Rwanda réduit en même temps le risque de se voir critiquer, que ce soit à cause de ce genre d'exactions ou des atteintes aux droits humains sur son propre territoire. De fait, le sort des dissidents rwandais au Mozambique n'a pas suscité beaucoup d'émoi. Pas plus que la présumée collaboration du Rwanda avec le groupe rebelle M23, essentiellement composé de Tutsis, qui mène une guérilla dans l'est de la République démocratique du Congo depuis 2012. Silence radio également sur le mauvais bilan du Rwanda en

matière de droits humains, où les opposants politiques sont régulièrement la cible d'enlèvements et d'assassinats.

Un des cas les plus connus concernait l'ancien chef des renseignements rwandais, retrouvé mort en 2014 dans une chambre d'hôtel en Afrique du Sud après avoir été soupçonné de préparer un coup d'État contre le président Paul Kagame. Selon la rumeur, le président Kagame aurait engagé des tueurs pour l'éliminer.

Le Rwanda n'ignore certainement pas que, en participant à ces opérations extérieures et en contribuant à la sécurité du continent, il est en position de se rendre indispensable aux puissances occidentales les plus promptes à critiquer ses violations des droits humains.

En endossant le rôle de gendarme du continent, le Rwanda réduit le risque de se voir critiquer.

“Ce n'est pas la principale raison de son engagement hors de ses frontières, estime Clark. Mais cela joue certainement un rôle. Quand vous vous rendez utile, il y a moins de risque que les gens vous critiquent.”

Les réactions aux interventions rwandaises sur le continent sont un autre problème. En effet, certains pays n'apprécient guère de voir les soldats de Kigali opérer dans leur sphère d'influence. La présence des soldats rwandais au Mozambique a suscité l'ire de l'Afrique du Sud et de la Tanzanie ainsi que le mécontentement de la SADC, pour qui le choix du Rwanda au détriment des forces régionales sape la réputation de la SADC.

Il se murmure jusqu'au Nigeria que l'interventionnisme rwandais fait sourciller bon nombre de gouvernements africains, en grande partie car la comparaison n'est pas flatteuse pour eux.

Dans plusieurs grandes puissances, comme le Nigeria et l'Éthiopie, on se demande pourquoi des États en butte à des problèmes de sécurité choisissent de faire appel au petit Rwanda plutôt qu'à de grandes nations africaines dotées d'armées plus importantes et d'une plus grande autorité sur tout le continent.

Enfin se pose la question de savoir ce qui se passera lorsque le Rwanda ne sera plus en mesure d'assumer ce rôle de gendarme de l'Afrique. Car si Kigali possède une armée moderne et sophistiquée, elle reste limitée en nombre et ne tardera pas à être dépassée si elle continue à intervenir sur tout le continent.

Et alors, qui prendra sa place lorsque l'armée rwandaise arrivera à ses limites ?

Historiquement, le Tchad a longtemps joué un rôle similaire, notamment en Afrique occidentale. Le pays ne dispose toutefois pas d'autant de ressources et traverse actuellement une période de transition compliquée depuis la mort, en avril 2021, du président Idriss Déby [au pouvoir depuis près de trente ans].

Les autres candidats ne se bousculent pas, et le continent ne cesse d'accroître sa dépendance envers l'armée rwandaise. “Aujourd'hui, le Rwanda est la première nation vers laquelle se tournent les autres pays pour leurs problèmes de sécurité”, explique Thierry Vircoulon.

“L'armée rwandaise risque pourtant de s'épuiser, souligne Clark. Elle va arriver au pourcentage maximal des forces qu'elle peut déployer sur le continent.”

Kigali se trouvera à un moment dans l'obligation de poser des limites. Alors que la situation s'aggrave du Burkina Faso au Togo, il est peu probable que le Rwanda parvienne à éteindre tous ces foyers d'incendie tout en continuant d'accroître son influence et le respect que lui valent ses interventions.

— Jessica Moody

Publié le 21 novembre 2022

SIX PIEDS SUR TERRE D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ AFD Courrier international À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



amériques

↳ Lula. Dessin de Kap paru dans La Vanguardia, Barcelone.



CAGLE CARTOONS

Brésil. Lula face à d'immenses défis

Investi le 1^{er} janvier, le président brésilien reprend les rênes d'un pays fracturé et à l'économie mal en point. Il devra en outre composer avec un Congrès conservateur.

Après deux mois d'une passation pouvoir difficile, Luiz Inácio Lula da Silva, élu d'une courte tête le 30 octobre face au président sortant, Jair Bolsonaro, prend de nouveau les manettes du Brésil. Un come-back historique pour le leader de gauche de 77 ans, qui avait déjà gouverné le pays entre 2003 et 2010 et quitté le pouvoir avec une approbation record (87 %).

Mais pour la presse brésilienne, son troisième mandat s'annonce particulièrement compliqué, avec d'importants défis à relever. "Il va gouverner un pays qui n'a jamais été aussi divisé" et qui connaît "de graves problèmes, à résoudre de toute urgence, à commencer par l'économie" du pays, bien plus mauvaise que lorsqu'il était arrivé pour la première fois au pouvoir, avertit l'hebdomadaire **Veja**.

Sous le gouvernement de Jair Bolsonaro, le Brésil a en effet connu une croissance médiocre, aggravée par la "mauvaise gestion de la pandémie de Covid-19", et qui devrait stagner l'an prochain, une "précarisation du travail et l'endettement des familles brésiliennes", expliquait **El País América** dans un article publié au lendemain du second tour. Dans le même temps, la pauvreté a progressé.

Pour y remédier, Lula a notamment promis lors de sa campagne d'augmenter les dépenses et de relancer les grands travaux publics. "Or l'État est ruiné, très endetté", observe un éditorialiste du site en portugais de la radio allemande **Deutsche Welle**. *Le risque est qu'une forte augmentation des dépenses gouvernementales déclenche un nouveau cycle de faible croissance, d'inflation élevée et de hauts taux d'intérêt.*

Pour autant, bien qu'il soit de gauche, "Lula n'a jamais été un communiste ni même un marxiste", rappelle **Americas Quarterly**. Lors de son premier mandat, avant d'appliquer ses programmes sociaux, il a ainsi mené des "politiques budgétaire et monétaire très conservatrices": "la confiance des entreprises [est] montée en flèche, les investissements ont afflué, et le Brésil a tiré le meilleur parti du boom des matières premières [provoqué par la demande de] la Chine à l'époque".

Reste à savoir si cette politique orthodoxe – qui n'avait pas manqué de froisser les membres plus à gauche de son Parti des travailleurs (PT) – sera de nouveau à l'ordre du jour du nouveau chef de l'État. Pour le trimestriel nord-américain, rien n'est moins sûr: "Les déclarations répétées de Lula rejetant les inquiétudes des marchés financiers, y compris avec des commentaires remettant en question la nécessité d'une 'prétendue responsabilité budgétaire', suggèrent qu'il est peut-être plus disposé à écouter les voix interventionnistes."

Un autre défi souligné par **El País América** concerne les relations avec le Congrès fédéral, dont une grande partie des sièges a été renouvelée en octobre et qui est en majorité composé de conservateurs. "Pour déployer ses projets de reprise économique et de combat contre la misère", le président élu "devra tricoter" une

base de soutiens parmi les parlementaires de l'opposition. En confiant 9 des 37 ministères de son futur gouvernement à des politiciens de centre droit, "sa manœuvre la plus astucieuse", Lula, soutenu par un large front républicain pendant sa campagne, "obtient une marge de manœuvre dans les négociations avec le Congrès, pouvant attirer ponctuellement les veuves modérées du bolsonarisme", estime **Folha de São Paulo**.

Ces dernières semaines, déjà, le vieux lion de la gauche brésilienne a dû mener d'intenses et difficiles tractations avec les parlementaires pour faire adopter un amendement constitutionnel permettant à son gouvernement de dépasser le plafond légal des dépenses publiques afin de financer des programmes sociaux.

Au cours de son mandat, Lula devra aussi sortir le Brésil de son isolement international, après le "désastre idéologique" de la politique étrangère de Jair Bolsonaro, qui a "engendré des problèmes diplomatiques et économiques" pour le pays, souligne **El País América**. Pour le titre, le président élu devra "utiliser son expérience et son prestige international" pour permettre "la réinsertion souveraine brésilienne dans la scène mondiale", "défendre les intérêts nationaux et contribuer [...] à la résolution pacifique des conflits entre grandes puissances".

—**Courrier international**

Décryptage

Bolsonaro, le "crépuscule du lâche"

●●● Le 1^{er} janvier, Jair Bolsonaro est "entré dans l'histoire" comme le premier président brésilien à refuser de passer le témoin à son successeur depuis trente-sept ans, déplore **O Globo**. L'ex-chef de l'État a quitté le pays le 30 décembre, s'envolant pour la Floride, aux États-Unis. Il s'est installé près d'Orlando, dans la résidence de José Aldo, une ancienne gloire brésilienne des combats de MMA. "Effrayé par l'état judiciaire qui se referme sur lui et sa famille, il a tenté de prendre ses distances avec les actions terroristes perpétrées en son nom", avance **O Globo**.

En rejoignant l'État où vit un autre ancien président, Donald Trump, Jair Bolsonaro, le "perdant pleurnicheur", a choisi "la destination idéale pour fuir", écrivait quelques jours plus tôt Lúcia Guimarães dans le quotidien de centre gauche **Folha de S. Paulo**, dans une chronique évoquant "le crépuscule du lâche". Selon la journaliste, Bolsonaro a choisi la Floride pour "fuir la responsabilité citoyenne de remettre l'écharpe présidentielle à Lula; fuir l'humiliation d'assister à l'explosion de la joie populaire; fuir le regard de tant de gens qu'il a trompés et qui sont restés camper sous la pluie. Et peut-être, surtout, éviter pendant quelque temps encore la décision de fuir quand la justice viendra frapper à sa porte."

—**Courrier international**

ÉTATS-UNIS

Légal ou non? À New York, la zizanie du cannabis

Depuis que l'État de New York a légalisé la marijuana à des fins récréatives, les coffee shops – illégaux – fleurissent. Des commerces qui risquent de siphonner le marché officiel.



—The New York Times (extraits) New York

En ce dimanche après-midi, Austin Garza, venu de Dallas pour faire du tourisme à New York, est de passage à Manhattan dans la succursale principale de la chaîne Weed World Candies pour y acheter deux joints préroulés.

Devant le magasin, il ouvre le tube jaune estampillé “Super Silver Haze” et, son joint allumé, propose des taffes aux passants, dont trois acceptent bien volontiers.

Inauguré en 2019, le magasin a longtemps détonné entre les pizzerias, les boutiques de gadgets et les tours de bureaux qui jalonnent la Septième Avenue entre Times Square et la gare de Penn Station. Mais, depuis quelques mois, d'autres coffee shops sont apparus sur cette même artère pour vendre illégalement du cannabis aux New-Yorkais, aux habitants des banlieues et aux touristes.

Tantôt minimalistes tantôt criardes, les boutiques de cannabis illégaux font florès à New York depuis la légalisation de la substance dans l'État il y a un an.

Et alors que le marché légal s'apprête enfin à être lancé [la première vente légale a eu lieu le 29 décembre 2022], les autorités sont de plus en plus pressées d'intervenir face à ces commerces qui créent la confusion, aussi bien chez le chaland que chez les agents de police.

Les pouvoirs publics et des représentants du secteur appellent ainsi à leur fermeture, de peur qu'ils ne siphonnent le marché officiel. La question est en effet devenue plus urgente encore depuis le 21 novembre et la délivrance des premières autorisations de vente au détail de cannabis récréatif à 36 entreprises commerciales et organisations à but non lucratif.

Inspections. Or, si rien n'est fait, ces nouveaux revendeurs agréés se retrouveront mis en concurrence avec des commerces sans agrément mais déjà implantés sur le marché.

À New York, la municipalité d'Eric Adams rechigne à vraiment réprimer. Selon la porte-parole du maire, Kayla Mamelak, le bureau du shérif, modeste agence de maintien de l'ordre, a mené des centaines d'inspections qui ont

débouché sur des confiscations de produits, des amendes et des arrestations. “Le maire se veut ferme, et aucune activité commerciale illégale ne doit être tolérée”, a-t-elle assuré.

Mais les autorités new-yorkaises n'ont aucune envie de réveiller les souvenirs douloureux de la guerre contre la drogue [dans les années 1980], marquée par des arrestations en pagaille, juge Jeffrey Hoffman, avocat spécialisé dans le droit du cannabis et militant de la légalisation. “Tout a changé, estime-t-il. La seule question restait de savoir combien de temps ils resteraient les bras croisés.”

Les défenseurs des boutiques non agréées avancent qu'elles emploient des gens, et qu'elles approvisionnent une clientèle qui attendait depuis des mois l'ouverture d'enseignes légales. La légalisation du cannabis dans l'État remonte à mars 2021.

Depuis cette date, les boutiques ont poussé comme des champignons – à deux rues d'un commissariat à Long Island, en face d'un collègue à Harlem, à la sortie d'une station de métro à Williamsburg,

Les autorités n'ont pas envie de réveiller les souvenirs de la guerre contre la drogue.

notamment. Il y en aurait en tout plusieurs centaines dans l'État de New York, avancent des spécialistes du secteur.

À Weed World Candies, un grand panneau liste en couleurs fluo les noms exotiques des différentes variétés d'indica et de sativa proposées, assortis de leur teneur en THC, ou tétrahydrocannabinol, principale molécule active du cannabis.

Bilal Muhammad, le propriétaire des lieux, assure cependant que son magasin, contrairement à d'autres, n'a jamais vendu que des produits contenant du cannabidiol, ou CBD, une substance issue du chanvre mais non psychotrope, elle.

Il n'empêche que la vente de CBD comme celle de THC nécessite une licence et que Weed World Candies ne possède aucune des deux, reconnaît Bilal Muhammad. Mais il s'agace de voir les pouvoirs publics le mettre dans le même sac que

les commerçants proposant des produits psychotropes à base de THC.

Cet été, la ville a ainsi saisi une grosse dizaine de ses camions colorés, raconte Bilal Muhammad. Le chef d'entreprise a dû s'acquitter de 670 000 dollars d'amendes pour des infractions en matière de stationnement et de réglementation sanitaire pour récupérer ces véhicules, désormais remisés dans le New Jersey.

Cambriolages. Mais le plus préoccupant, jugent les autorités, est que les coffee shops donnent à leurs consommateurs le sentiment qu'ils sont dans un cadre légal, alors que leurs activités échappent à toute réglementation.

Selon la législation de l'État de New York, le cannabis vendu dans l'État doit avoir été cultivé, traité et contrôlé à l'intérieur de ses frontières, en circuit court “de la graine jusqu'à la vente”. Mais la plupart des magasins d'herbe de la ville vendent des produits en provenance de Californie, et certains proposent également des substances illégales ainsi que des bonbons et des breuvages à base de champignons hallucinogènes.

La violence est une autre source d'inquiétude. Les magasins, qui conservent souvent d'importantes sommes d'argent liquide, sont la cible de vols et de cambriolages, qui peuvent parfois dégénérer.

La police new-yorkaise a expliqué dans un courriel adressé au *New York Times* que la loi légalisant le cannabis ne lui donne pas le pouvoir de procéder à des saisies ou à des arrestations ni de faire fermer des magasins sans licence. “Notre intervention est autorisée uniquement en cas de flagrant délit de vente”, explique son service de communication.

Selon Chris Alexander, directeur du Bureau de la gestion du cannabis [l'organe chargé de la mise en place et du contrôle de la légalisation du cannabis dans l'État de New York], il s'agit d'un malentendu qui persiste chez les forces de l'ordre locales.

Selon le droit de l'État new-yorkais, détenir plus de 85 grammes de cannabis ou vendre du cannabis est un délit. Et certaines des réglementations municipales, qui régissent la vente

Chronologie

LA LÉGALISATION DU CANNABIS AUX ÉTATS-UNIS

1996 — La Californie devient le premier État américain à autoriser l'usage thérapeutique du cannabis.

2012 — Le Colorado et l'État de Washington sont les deux premiers États à légaliser

la consommation de cannabis à des fins récréatives.

2016 — Le vote de la Proposition 64 légalise l'usage récréatif du cannabis en Californie.

Novembre 2022 — Au total 21 États américains ont légalisé l'usage récréatif du cannabis. Les deux derniers États à l'avoir fait sont le Maryland et le Missouri, à l'issue de référendums d'initiative populaire soumis au vote lors des élections de mi-mandat du 8 novembre.

de nourriture ou de produits pour fumeurs ou qui portent sur la protection des travailleurs (réglementations qui ont permis à la municipalité de saisir les camions de Weed World Candies), peuvent être appliquées pour faire fermer les magasins qui n'ont pas de licence, explique Alexander.

Le vent est d'ailleurs peut-être en train de tourner. Au début de novembre, la police a effectué des descentes dans une boutique de cannabis à Bay Ridge [dans l'arrondissement new-yorkais de Brooklyn] et dans un magasin d'articles pour fumeurs à Greenwich Village [à Manhattan]. Les enquêteurs ont arrêté un homme pour détention de cannabis, saisi plus de 100 kilos de tabac et d'herbe de contrebande et infligé 8 000 dollars d'amendes aux propriétaires, selon les services du shérif Anthony Miranda.

Mais pour Lance Lazzaro, un avocat spécialisé qui a déjà travaillé sur trois dossiers similaires, il n'y aura pas de poursuites. “C'est juste de la marijuana, tempère-t-il. Ce n'est pas non plus le crime du siècle.”

—Ashley Southall

Publié le 23 novembre 2022

à la une

L'ÈRE DES MÉGAMENACES

Dérèglement climatique, pandémie, guerre, récession... Ces crises en cascade rythment notre quotidien, nous donnant le sentiment d'être submergés. Comment penser ce monde en convulsion, où tout est interconnecté ? Comment trouver des solutions de long terme ? En développant un regard plus global, plus systémique, répondent les intellectuels Nouriel Roubini, Thomas Homer-Dixon et Johan Rockström. Et peut-être en inventant de nouvelles façons de jauger l'état de la planète.



Dans l'œil du cyclone

Nouriel Roubini a été le prophète de la catastrophe financière. À l'aune des nombreuses crises que nous traversons aujourd'hui, il annonce un effondrement économique mondialisé, traversé par des pandémies accrues et la montée irréprouvable de toutes sortes d'instabilités.

— **Project Syndicate** (extraits) Prague

De graves mégamenaces mettent en péril notre avenir – non seulement notre emploi, notre salaire, notre patrimoine et toute l'économie mondiale, mais aussi la paix, la prospérité et les avancées relatives qui ont été acquises depuis 1945. On ne se souciait aucunement de la majorité de ces menaces à l'époque prospère de l'après-guerre. J'ai grandi au Moyen-Orient et en Europe de la fin des années 1950 au début des années 1980, et je n'ai jamais craint que le dérèglement climatique détruise la planète.

Par ailleurs, je n'ai jamais réellement craint une autre guerre entre superpuissances et d'autant moins une guerre nucléaire. Le mot "pandémie" ne faisait pas non plus partie de mon vocabulaire, car la dernière pandémie la plus virulente remontait à 1918. Et je n'imaginai pas du tout que l'intelligence artificielle pourrait un jour éliminer la majorité des emplois et aboutir à l'obsolescence d'*Homo sapiens*, car nous traversons alors une période de désintérêt pour cette technologie.

Les économies avancées étaient de solides démocraties libérales où il n'y avait pas d'extrême polarisation idéologique. Le populisme et l'autoritarisme étaient confinés à un petit groupe inculte de pays pauvres.

En faisant un bond de cet "âge d'or" relatif – entre 1945 et 1985 – à la fin de 2022, on est frappé par un déferlement de nouvelles mégamenaces démesurées qui, auparavant, ne préoccupaient personne. Le monde est entré dans ce que j'appelle une dépression géopolitique, qui comporte (au moins) quatre puissances révisionnistes dangereuses : la Chine, la Russie, l'Iran et la Corée du Nord. Elles défient l'ordre économique, financier, sécuritaire et géopolitique que les États-Unis et leurs alliés ont créé après la Seconde Guerre mondiale. Le risque non seulement d'une guerre entre grandes puissances mais aussi d'un conflit nucléaire augmente très fortement. En 2023, l'invasion russe de l'Ukraine pourrait se transformer en un conflit hybride avec la participation directe de l'Otan. Israël, voire les États-Unis pourraient mener des

frappes directes contre l'Iran, qui s'emploie à fabriquer une bombe nucléaire.

À l'heure où Xi Jinping consolide son emprise autoritaire sur la Chine et où les États-Unis renforcent leurs restrictions commerciales contre la Chine, la nouvelle guerre froide sino-américaine grandit de jour en jour. Pis encore, elle pourrait devenir un conflit ouvert à cause du statut de Taïwan, que Xi est déterminé à rallier à la Chine continentale et que Biden semble déterminé à défendre. Pendant ce temps, la Corée du Nord, dotée d'un arsenal nucléaire, cherche de nouveau à attirer l'attention en lançant des missiles dans l'espace aérien du Japon et de la Corée du Sud.

Bactéries et virus libérés. La cyberguerre est par ailleurs quotidienne entre ces puissances révisionnistes et l'Occident, et beaucoup d'autres pays ont choisi le non-alignement vis-à-vis des sanctions qui sont principalement imposées par l'Occident. Au cœur de tous ces événements, nous ne pouvons pas encore savoir si la troisième guerre mondiale a déjà commencé en Ukraine. Ce sont les futurs

← **Dessin de Maguma** paru dans **El Español**, Madrid.



Armement

35

ANS, c'est le nombre d'années pendant lesquelles les arsenaux nucléaires mondiaux ont décliné. Mais avec la guerre en Ukraine, la menace atomique brandie par la Russie et les tensions entre les grandes puissances, le nombre d'armes nucléaires dans le monde devrait repartir à la hausse dans la décennie à venir, selon un rapport de référence publié par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri) en juin 2022, qui juge désormais le risque d'escalade nucléaire au plus haut. La Russie et les États-Unis possèdent à eux seuls 90 % de l'arsenal nucléaire mondial.

historiens qui le détermineront, si tant est qu'il y en ait encore à l'avenir.

Même en écartant la menace d'un Armageddon nucléaire, le risque d'une apocalypse environnementale se précise de jour en jour, d'autant plus que les discussions sur la neutralité carbone et les investissements dits responsables se résument souvent à du *greenwashing* (ou à du *greenwashing*, des vœux pieux écologiques). La nouvelle *greenflation*, ou inflation verte, bat déjà son plein, car amasser les métaux nécessaires à la transition énergétique est très énergivore et coûteux.

S'y ajoute le risque accru de nouvelles pandémies pires que les pestes bibliques, en raison du lien entre destruction environnementale et maladies zoonotiques. Les animaux sauvages, porteurs de dangereux agents pathogènes, sont en contact plus étroit et plus fréquent avec les humains et les animaux d'élevage. C'est pour cette raison que nous avons, depuis le début des années 1980, traversé des épidémies et des pandémies plus fréquentes et virulentes (VIH, Sras [syndrome respiratoire aigu sévère], Mers [syndrome respiratoire du Moyen-Orient], grippe porcine, grippe aviaire, Zika [maladie virale transmise principalement par les moustiques], Ebola, Covid-19).

L'ORDRE MONDIAL CRÉÉ PAR LES ÉTATS-UNIS ET LEURS ALLIÉS APRÈS 1945 EST DÉFIÉ PAR QUATRE PUISSANCES RÉVISIONNISTES.

Toutes les données portent à croire que ce problème s'aggravera à l'avenir. En raison de la fonte du pergélisol [sol gelé en permanence] en Sibérie, nous risquons d'être bientôt confrontés à de dangereux virus et bactéries qui étaient piégés dans les glaces depuis des millénaires.

De plus, les conflits géopolitiques et les craintes liées à la sécurité nationale alimentent des batailles commerciales, financières et techniques, et accélèrent la démondialisation. Le retour du protectionnisme et le découplage sino-américain aboutiront à une économie mondiale, des chaînes logistiques et des marchés plus morcelés. On ne dit plus délocalisation et libre-échange, mais "commerce entre États amis" et "commerce équitable et sécurisé".

À l'échelle nationale, les avancées dans les domaines de l'intelligence artificielle, de la robotique et de l'automatisation détruiront toutefois de plus en plus d'emplois, même si les décideurs renforcent les barrières protectionnistes dans le but de mener l'ultime guerre. En limitant l'immigration et en imposant davantage de production intérieure, les pays riches vieillissants inciteront fortement les entreprises à adopter des technologies économes en main-d'œuvre.

Si les emplois répétitifs sont manifestement en danger, c'est aussi le cas d'emplois intellectuels qui peuvent être fragmentés en tâches distinctes, et même de nombreux métiers créatifs. Les IA de traitement automatique des langues comme GPT-3 écrivent déjà mieux que la

majorité des êtres humains et transformeront presque certainement de nombreux métiers et sources de revenus.

À terme, certains scientifiques pensent qu'*Homo sapiens* sera complètement superflu en raison de l'avènement de l'intelligence artificielle générale ou super-intelligence artificielle – même si c'est un débat extrêmement contentieux. Ainsi, au fil du temps, le malaise économique s'accroîtra, les inégalités se creuseront un peu plus et davantage de cols blancs et de cols bleus seront laissés sur le carreau.

La situation macroéconomique n'est pas plus rose. Pour la première fois depuis les années 1970, nous faisons face à une inflation élevée et à la perspective d'une récession ou stagflation [situation économique qui conjugue la stagnation de l'activité économique et la hausse des prix ou inflation].

La hausse de l'inflation dans les économies avancées n'était pas "transitoire". Elle est tenace, alimentée par le cumul de mauvaises politiques (mesures monétaires, budgétaires et de crédit trop laxistes trop longtemps) et de malchance. Personne n'aurait pu anticiper que le choc ini-

LES MÉGAMENACES VONT AGGRAVER LES INÉGALITÉS DE REVENUS ET DE PATRIMOINE, ET MINER LES DÉMOCRATIES.

tial du Covid-19 entraverait l'approvisionnement en biens et main-d'œuvre, et créerait des goulets d'étranglement dans les chaînes logistiques mondiales.

Il en va de même pour la violente invasion russe de l'Ukraine, qui a provoqué une flambée des prix de l'énergie, de l'alimentation, des engrais, des métaux industriels et d'autres produits. Pendant ce temps, la Chine a maintenu sa politique "zéro covid", qui crée des paralysies supplémentaires [elle l'a depuis assouplie].

Le passé porte aussi à croire que des problèmes plus profonds nous guettent. Depuis soixante ans, aux États-Unis, chaque fois que l'inflation a dépassé 5 % (elle est supérieure à 8 % en novembre 2022) et que le taux de chômage a été inférieur à 5 % (il est de 3,5 % à la même date), toute tentative de la Fed de ramener l'inflation à son objectif de 2 % a provoqué une récession. Ainsi, un atterrissage brutal est beaucoup plus probable que l'inverse, à la fois aux États-Unis et dans la plupart des autres économies avancées.

Outre les circonstances à court terme, les chocs négatifs de l'offre et les facteurs liés à la demande à moyen terme feront durer l'inflation. Du côté de l'offre, je compte onze chocs négatifs qui réduiront la croissance potentielle et augmenteront les coûts de production. Citons notamment le retour de bâton contre l'hypermondialisation [interdépendance économique, commerciale et financière extrême des États et échanges], qui gagne du terrain et crée une brèche où s'engagent les figures politiques populistes, chauvinistes et protectionnistes.

→ Dessin de Miguel Morales Madrigal, Cuba.

À la une



"NOTRE MONDE MERVEILLEUX S'ÉCROULE"

L'Allemagne entre "dans l'ère des incertitudes", assure **Stern**. Face à la crise énergétique, qui risque d'engendrer une baisse durable du niveau de vie "dont personne ne peut véritablement saisir l'ampleur", la peur s'est emparée des Allemands. L'hebdomadaire de gauche l'assure dans son édition de début octobre : "Inflation, récession, risque nucléaire – les vieilles peurs de l'Allemagne font leur grand retour."

La colère populaire monte en raison des inégalités criantes en matière de salaire et de patrimoine, ce qui mène à davantage de mesures pour soutenir les travailleurs et les laissés-pour-compte. Même si elles sont bien intentionnées, ces mesures contribuent à un cercle vicieux de hausse des salaires et des prix.

Citons aussi, parmi les autres sources d'inflation tenace, le renforcement du protectionnisme (venu de la gauche et de la droite), qui a entravé le commerce et les flux de capitaux, et exacerbé la résistance politique à l'immigration, ce qui se solde par une pression accrue sur les salaires. Les considérations liées à la défense ont d'autant plus limité la circulation des technologies, des données et des talents, et les nouvelles normes relatives à la main-d'œuvre et à l'environnement – quoique indispensables – entravent à la fois le commerce et les nouvelles constructions.

Cette balkanisation de l'économie mondiale est profondément stagflationniste et elle coïncide avec le vieillissement démographique, non seulement des pays développés mais aussi des grands pays émergents comme la Chine. Parce que la jeunesse a tendance à produire plus et à épargner plus, contrairement aux personnes âgées, qui ont tendance à dépenser leurs économies et à nécessiter des services plus coûteux en matière de santé, entre autres, il en découlera aussi des prix plus élevés et une croissance ralentie.

Les turbulences géopolitiques actuelles compliquent encore davantage la situation. Les perturbations du commerce international et les prix en forte hausse des matières premières depuis l'invasion russe de l'Ukraine n'ont pas été qu'un phénomène ponctuel. Les menaces qui ont pesé sur les récoltes et le transport alimentaire en 2022 pourraient tout à fait persister en 2023.

De plus, si la Chine met enfin un terme à sa politique "zéro covid" et commence à relancer son économie, un pic de la demande pour de nombreuses matières premières accentuera les pressions inflationnistes mondiales. Nous

n'entrevoions pas non plus la fin du découplage sino-occidental, qui s'accroît pour tous les flux (biens, services, capitaux, main-d'œuvre, technologies, données et informations).

Et, bien sûr, l'Iran, la Corée du Nord et d'autres adversaires stratégiques de l'Occident pourraient bientôt contribuer, à leur manière, au chaos planétaire. Maintenant que le dollar des États-Unis a été complètement transformé en arme à des fins stratégiques et de sécurité nationale, son rôle mondial de monnaie de réserve pourrait à terme décliner, et un dollar affaibli exacerberait naturellement les pressions inflationnistes aux États-Unis.

Plus généralement, un commerce international fluide exige un système financier fluide. Mais les sanctions directes et indirectes ont grippé une machine autrefois bien huilée, ce qui dope radicalement le coût des transactions commerciales.

Récession longue et durable. Par-dessus le marché, le dérèglement climatique créera lui aussi des pressions stagflationnistes durables. Les sécheresses, les canicules, les ouragans et d'autres catastrophes perturbent de plus en plus l'activité économique et menacent les récoltes (ce qui fait flamber les prix).

Dans le même temps, les appels à réduire les émissions de CO₂ ont entraîné un sous-investissement dans les infrastructures liées aux énergies fossiles, avant que les investissements dans les énergies renouvelables ne puissent réellement prendre le relais. La flambée des cours de l'énergie était inévitable.

La probabilité accrue que d'autres pandémies éclatent est un facteur supplémentaire fort de stagflation, d'autant plus que quasiment rien n'a été fait pour empêcher la suivante ou s'y préparer. Le prochain foyer épidémique renforcera d'autant plus les politiques protectionnistes, car les pays s'empresseront de fermer leurs frontières et de thésauriser des stocks stratégiques de nourriture, de médicaments et d'autres biens essentiels.

Enfin, la cyberguerre reste un danger sous-estimé pour les activités économiques et même la sûreté publique. Les entreprises et les gouvernements seront confrontés à une production encore plus perturbée par la stagflation ou bien ils devront dépenser une fortune pour assurer leur cybersécurité. Dans un cas comme dans l'autre, une hausse des dépenses est à prévoir.

À l'arrivée de la récession, cette dernière ne sera pas brève et superficielle, mais durable et profonde. Non seulement nous faisons face à des chocs négatifs de l'offre à court et à moyen terme, mais nous nous acheminons aussi vers une crise de la dette absolument colossale, en raison du ratio d'endettement privé et public, qui a fortement augmenté ces dernières décennies.

Actuellement, nous cumulons les pires facteurs des crises survenues dans les années 1970 puis en 2008. La production subit des chocs à répétition et persistants, qui coïncident avec des ratios d'endettement encore plus élevés que pendant la crise financière mondiale de 2008. Ces pressions inflationnistes forcent les banques centrales à une contraction de la politique monétaire

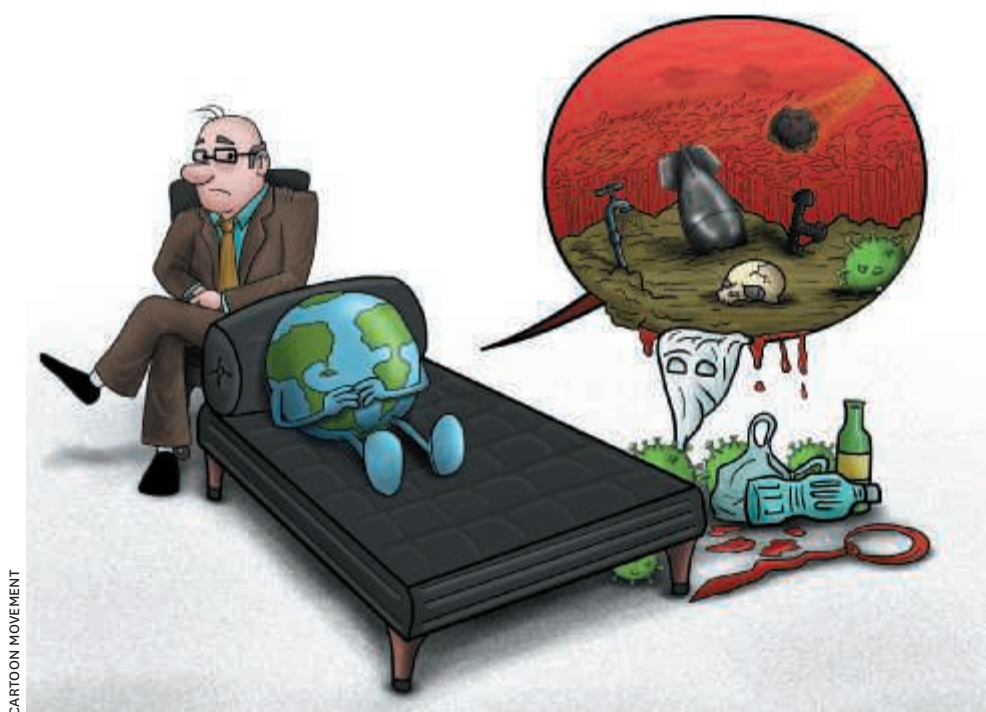
Pandémie

660

MILLIONS

C'est le nombre de cas de Covid-19 recensés dans le monde au 31 décembre 2022, depuis le début de la pandémie, selon les données de l'université Johns Hopkins. Près de 6,7 millions de personnes en sont mortes, selon la même source. Mais avec le rebond de l'épidémie en Chine (lire p. 12-13), on craint de nouvelles vagues de contamination et l'émergence de nouveaux variants.





CARTOON MOVEMENT

alors même que nous nous dirigeons vers une récession. C'est pour cette raison que la situation actuelle est fondamentalement différente de la crise financière de 2008 et de la crise du Covid-19. Tout le monde doit se préparer à ce qui deviendra peut-être la "grande crise de la dette stagflationniste".

Quoi qu'il en soit, ces mégamenaces accentueront plus encore les inégalités de revenus et de patrimoine, qui exercent déjà de violentes pressions sur les démocraties libérales (car les laissés-pour-compte se révoltent contre les élites)

NOUS ALLONS PROBABLEMENT REVIVRE LES ANNÉES 1930 ET 1940, AUXQUELLES VONT S'AJOUTER DE MASSIFS ALÉAS CLIMATIQUES.

et qui nourrissent la montée de régimes populistes agressifs et radicaux.

Cette tendance suscite des réactions de droite en Russie, en Turquie, en Hongrie, en Italie, en Suède, aux États-Unis (sous Donald Trump), au Royaume-Uni depuis le Brexit et dans de nombreux autres pays; et des réactions de gauche en Argentine, au Venezuela, au Pérou, au Mexique, en Colombie, au Chili et maintenant au Brésil (qui a remplacé un populiste de droite par un populiste de gauche).

Et, bien sûr, l'emprise autoritaire de Xi Jinping dément l'idée ancienne selon laquelle la Chine en plein essor s'ouvrirait, grâce à ses relations avec l'Occident, d'autant plus aux marchés et, à terme, aux processus démocratiques. Sous la direction de Xi, la Chine affiche tous les signes d'un renfermement et d'une plus grande agressivité en matière géopolitique, sécuritaire et économique.

Comment en sommes-nous arrivés là? C'est en partie dû au fait que nous faisons l'autruche

depuis longtemps. Aujourd'hui, il faut rattraper le temps perdu. En l'absence d'action décisive, nous irons vers une période qui ressemblera moins aux quarante années suivant la Seconde Guerre mondiale qu'aux trente années entre 1914 et 1945. Cette période nous a donné la Première Guerre mondiale; la pandémie de grippe espagnole [1918-1919]; le crash de 1929 et la Grande Dépression; de colossales guerres commerciales et monétaires; l'inflation, l'hyperinflation et la déflation; des crises financières et de la dette entraînant une immense vague de liquidations et faillites; et l'essor de régimes autoritaires militaristes en Italie, en Allemagne, au Japon, en Espagne et ailleurs – le tout ayant atteint son paroxysme lors de la Seconde Guerre mondiale et de l'Holocauste.

Dans ce nouveau monde, il faudra dire adieu à la paix et à la prospérité relatives et à l'amélioration du niveau de vie mondial, que nous jugions acquises. Ces avancées ont déjà presque disparu.

Si nous ne stoppons pas le gigantesque carambolage qui s'est mis en branle et qui menace tant l'économie que la planète, nous aurons de la chance si les conséquences se limitent à une redite de la stagflation des années 1970. Il est bien plus probable que nous revivions les années 1930 et 1940, à ceci près qu'elles seront assorties des bouleversements massifs du changement climatique.

Éviter un scénario dystopique n'aura rien d'évident. S'il y a des solutions potentielles à chaque mégamenace, la majorité d'entre elles sont coûteuses à court terme et ne donneront des résultats qu'à long terme. Nombre d'entre elles nécessitent aussi des innovations techniques qui n'existent pas encore ou ne sont pas applicables, à commencer par celles dont nous avons besoin pour arrêter ou inverser le changement climatique.

La situation est d'autant plus compliquée par l'interdépendance des mégamenaces actuelles,

À la une



"PAYER LA DETTE AVEC LA CONSERVATION DE LA NATURE"

Le quotidien indonésien **Koran Tempo** revient sur les mesures annoncées à l'issue du sommet du G20, en novembre 2022, à Bali, au sujet de la restructuration de la dette des pays pauvres. Les pays riches ont décidé de prêts pour financer la transition énergétique des États les plus démunis. Mais des économistes locaux demandent que "la dette des pays pauvres soit totalement annulée". "En échange, ces États s'engageraient à mettre en œuvre des programmes de gestion de la crise climatique."



"ATTENTION, L'ELECTRICITÉ TUE"

"Deux cent soixante mille petites entreprises ont déjà dû arrêter leur activité et licencier", dénonçait **Polityka** le 12 octobre à sa une, illustrée d'un compteur électrique en forme de tête de mort. "Même le pain importé de Chine est devenu moins cher que cuit sur place", raille l'hebdomadaire progressiste polonais.

L'auteur

NOURIEL ROUBINI

Le surnom de "Dr Doom" ("Dr Catastrophe") colle aux pas et aux travaux de l'économiste américain. Ses travaux scientifiques participent autant de la rationalité économique la plus mathématique que d'une intuition prédictive qui lui fait saisir et annoncer les grands bouleversements économiques et géopolitiques mondiaux. Son dernier livre, "Mégamenaces : dix tendances dangereuses qui mettent en péril notre avenir et comment y survivre", publié en anglais en octobre 2022, détaille les nombreuses crises qui nous guettent. Il ne voit pas de solution miracle, mais plutôt une nécessaire coopération mondiale pour espérer y faire face. "Nous devons apprendre à vivre en état d'alerte", écrit-il dans ce livre.

qui appelle à une intervention systématique et cohérente. Il faudra des leaders dans le privé et le public au niveau national, ainsi qu'une coopération internationale entre les grandes puissances, pour empêcher l'apocalypse qui nous guette.

Pourtant, nombreux sont les obstacles nationaux et internationaux qui entravent la possibilité d'un avenir moins dystopique (qui n'en serait pas moins contentieux et conflictuel). Ainsi, si un scénario moins sinistre est évidemment souhaitable, une analyse lucide indique qu'une dystopie est bien plus probable qu'un happy end.

Les années et décennies à venir seront marquées par une crise stagflationniste de la dette et les mégamenaces qui en résultent – la guerre, les pandémies, le dérèglement climatique, les IA perturbatrices et la démondialisation, autant de facteurs qui joueront en la défaveur de l'emploi, des économies, des marchés, de la paix et de la prospérité.

— **Nouriel Roubini**

Publié le 4 novembre 2022

SOURCE



PROJECT SYNDICATE

Prague, République tchèque
project-syndicate.org

Fondée en 1994, cette organisation à but non lucratif regroupe 67 journaux d'Europe, d'Asie et d'Amérique latine dans le but de promouvoir le débat d'idées entre l'Est et l'Ouest, de renforcer l'indépendance des médias dans les jeunes démocraties d'Europe de l'Est et de soutenir la formation des journalistes dans les pays en voie de développement.

COLLISION DE CRISES: COMMENT S'EN SORTIR ?

Ces chocs qui se combinent pour former une polycrise dévastatrice ne sont pas une fatalité. Il est encore temps de renverser la situation en créant un consortium scientifique mondial pour bâtir une vision plus holistique, avancent ces deux scientifiques reconnus.

—The New York Times (extraits) New York

Il semble que les conditions soient réunies pour que le monde se retrouve confronté à une conjugaison de crises simultanées : la pandémie de Covid-19 en est à sa troisième année; la guerre en Ukraine menace de devenir nucléaire; des événements climatiques extrêmes frappent l'Amérique du Nord, l'Europe, l'Asie et l'Afrique; et l'inflation atteint des taux jamais vus depuis des décennies, tandis que l'autoritarisme est en marche dans le monde entier.

La probabilité que les bouleversements actuels soient le fruit du hasard se réduit de jour en jour. Nous sommes à même de voir les crises du moment, mais nous sommes pour ainsi dire incapables d'identifier les processus masqués qui font que ces crises s'aggravent les unes les autres – et d'analyser les véritables dangers qui planent peut-être sur nous tous.

L'expression qui décrit le mieux le désordre actuel est "polycrise mondiale", une expression popularisée depuis peu par l'historien Adam Tooze [historien britannique, professeur à l'université Columbia]. Elle sous-entend que l'humanité doit résoudre un nœud complexe de crises apparemment distinctes, mais en fait profondément indémêlables. Et c'est justement parce qu'elles sont à ce point enchevêtrées qu'elles provoquent dans le monde entier des dégâts beaucoup plus graves que la somme de leurs maux individuels.

Au cours des dix dernières années, les choses ont fondamentalement dégénéré. Les chiffres de la faim dans le monde, du nombre de migrants contraints de se déplacer à l'intérieur de leurs pays ou vers l'étranger, du niveau de l'autoritarisme politique, des violations des droits humains et des manifestations violentes et des conflits en cours, toutes ces mesures de ce qui va mal sont en hausse, considérablement pour certaines.

Dans le même temps, l'espérance de vie moyenne de l'homme a chuté pour atteindre 70,96 ans en 2021, par rapport à une estimation de 72,6 en 2019, la première baisse enregistrée depuis que les Nations unies ont commencé à établir des tableaux de ce type de données, en 1950.

Prises séparément, les tensions naturelles et sociales qui peuvent aboutir à une crise mondiale sont qualifiées de "risques systémiques". Elles incluent le réchauffement climatique, les

épidémies de maladies zoonotiques (qui se transmettent de l'animal à l'homme), le déclin de la biodiversité, l'aggravation des inégalités économiques, l'instabilité du système financier, l'extrémisme idéologique, les cyberattaques, les troubles sociaux et politiques croissants et les déséquilibres géopolitiques.

La plupart de ces risques systémiques entraînent aujourd'hui davantage de perturbations, et sont plus dangereux. Et en règle générale, ils empirent de plus en plus vite. Par exemple, comme le montrent les ravages causés par le Covid-19, les épidémies de maladies zoonotiques deviennent plus graves. Et elles se produisent aussi plus souvent. De même, le réchauffement climatique s'est à la fois amplifié et précipité.

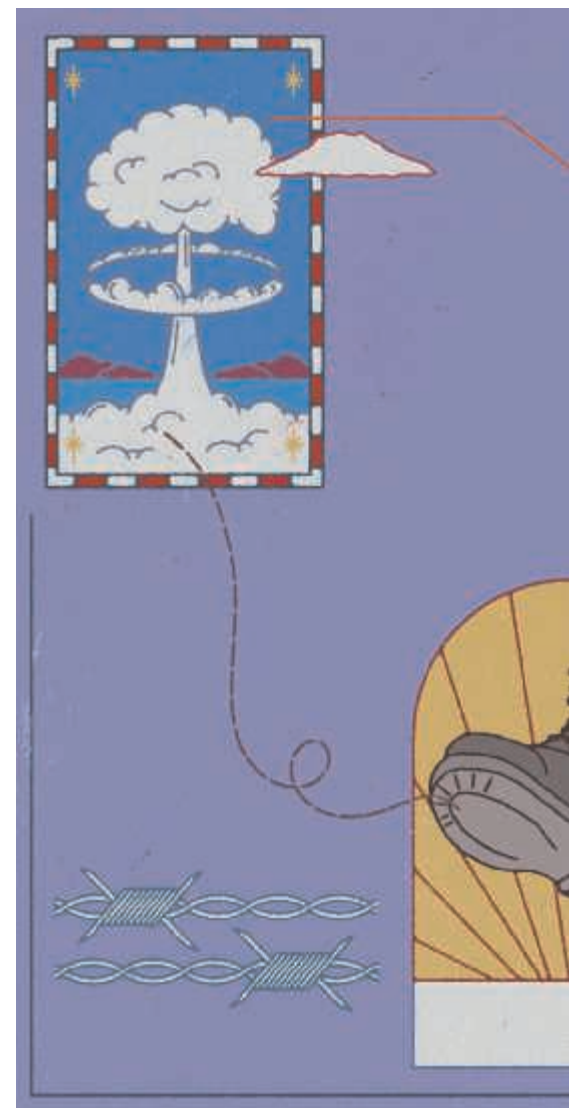
Nous sommes également témoins de la hausse rapide de la gravité et de la fréquence d'événements extrêmes tels que les sécheresses, les inondations, les ouragans et les vagues de chaleur, qui affectent des milliards de gens et multiplient par conséquent les déplacements de population,

→ Dessin d'Alanah Sarginson paru dans The New York Times, États-Unis.

Les auteurs

THOMAS HOMER-DIXON ET JOHAN ROCKSTRÖM

Le politologue canadien Thomas Homer-Dixon est directeur exécutif du Cascade Institute de la Royal Roads University, en Colombie-Britannique, au Canada. L'écologue suédois Johan Rockström est directeur de l'Institut de recherche de Potsdam sur les effets du changement climatique et professeur en science du système Terre à l'université de Potsdam, en Allemagne.



Climat

+0,5%

PAR DÉCENNIE, c'est la vitesse à laquelle se réchauffe le continent européen, selon un rapport publié le 2 novembre par l'Organisation météorologique mondiale (OMM). "Ces trente dernières années, les températures en Europe ont augmenté deux fois plus que la moyenne planétaire", rapportait The Guardian, citant l'OMM. Pour Petteri Taalas, secrétaire général de cette institution des Nations unies, "l'Europe donne en direct l'image d'un monde en train de se 'sur-réchauffer' et nous rappelle que même les sociétés les plus préparées ne sont pas à l'abri des conséquences que peuvent avoir des événements météorologiques extrêmes". Or les pays européens ont fait des efforts pour diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre : selon le rapport, elles "ont baissé de 31 % entre 1990 et 2020" pour l'Union européenne.

l'instabilité sociale et les conflits, en particulier en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud-Est.

L'amplification et l'accélération du risque ont deux moteurs puissants. Tout d'abord, la consommation des ressources par l'humanité et la pollution ont pris de telles proportions qu'elles sapent la résistance des systèmes naturels et accentuent les risques de réchauffement climatique, de déclin de la biodiversité et d'épidémies zoonotiques. Ensuite, la connectivité entre nos systèmes économiques et sociaux s'est tellement développée que le volume et la vitesse des flux à longue distance de matières, d'énergie et d'information ont brutalement augmenté, ce qui accroît des risques comme l'instabilité des systèmes financiers, les pandémies, les inégalités économiques et l'extrémisme idéologique.

Des liens causaux complexes et pour l'essentiel méconnus entre les systèmes économiques, sociaux et écologiques de la planète expliquent peut-être pourquoi de nombreux risques atteignent leur seuil critique presque tous au même moment. Si tel est le cas, la simultanéité apparente n'est pas seulement une coïncidence temporaire; il est probable qu'elle persiste et qu'elle finisse par dépasser la capacité de la société à s'adapter, provoquant un véritable effondrement dans



certaines régions, comme en Haïti actuellement. Mais nous ne pouvons en être vraiment sûrs parce qu'en général les experts de l'évaluation des risques disposent d'un savoir extrêmement spécialisé et compartimenté – en économie, par exemple, ou en épidémiologie. Ce savoir se transforme rarement en une compréhension exhaustive de l'action d'autres risques systémiques et de l'influence qu'ils peuvent avoir les uns sur les autres.

Consensus sous pressions. Si les spécialistes de l'impact économique du changement climatique comprennent en partie comment le réchauffement aggrave les inégalités économiques au sein des sociétés et entre elles, ils ne savent que fort peu de choses sur son influence sur l'extrémisme idéologique. Et ils n'accordent presque aucune attention à la possibilité que ce lien de cause à effet puisse fonctionner dans l'autre sens – autrement dit, que les inégalités et l'extrémisme puissent aussi contribuer à aggraver le réchauffement.

Pourtant, il est possible que tous ces processus soient à l'œuvre actuellement. Le réchauffement climatique a un effet négatif sur la santé de la population et déclenche des catastrophes météorologiques qui affectent les infrastructures et la

production alimentaire sur toute la planète. Dans les pays plus pauvres, ces changements limitent la croissance économique et creusent encore le fossé des inégalités économiques. Partout où ils surviennent, le fléchissement de la croissance et le durcissement des inégalités intensifient l'extrémisme idéologique. Et cet extrémisme ne pourra que compliquer la mise en place d'un consensus national et international sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, ce qui fait que le problème du réchauffement ne cesse d'empirer.

IL FAUT ÉTUDIER LES MÉCANISMES QUI AMPLIFIENT, ACCÉLÈRENT ET SYNCHRONISENT LES RISQUES SYSTÉMIQUES POUR DÉTERMINER COMMENT INTERVENIR.

Les cercles vicieux de ce type sont définis par les théoriciens de la complexité comme des "boucles de rétroaction positives" autorenforçantes [phénomène d'influence mutuelle et auto-entretenu qui crée une sorte de chaîne de réactions qui tend à s'amplifier]. Nous avons tendance à voir des fragments et des détails d'une boucle causale [hypothèse où des événements séparés dans l'espace et le temps s'influencent mutuellement de manière paradoxale], mais pas le tableau dans son ensemble. Pour cette raison, il est urgent que nous identifions et surveillions ces rétroactions et que nous repérions celles que nous ne connaissons pas encore afin d'établir si elles synchronisent les risques systémiques mondiaux.

Nous proposons la mise en place d'une collaboration scientifique mondiale pour identifier les mécanismes causaux qui relient ces risques. Cette collaboration s'articulerait autour d'un consortium planétaire d'instituts financés au niveau national. Elle aurait avant tout pour mission d'étudier les mécanismes qui amplifient, accélèrent et synchronisent les risques systémiques mondiaux, et ensuite de déterminer de quelle façon pratique l'humanité pourrait intervenir. Elle chercherait également des moyens de maîtriser ces rétroactions afin d'orienter les systèmes économiques, sociaux et écologiques clés vers de meilleurs résultats.

Ce consortium serait le pendant scientifique international du Laboratoire du futur proposé par le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, qui a pour objectif de concentrer les "travaux [de l'humanité] sur la prospective, les grandes tendances et les risques". Et il soumettrait des rapports aux gouvernements participants et à l'opinion publique mondiale, dans le but de galvaniser les actions pour répondre à la polycrise.

Il est d'une importance cruciale de lancer ce type d'initiative. "Si nous poursuivons dans la même voie, averti Guterres, nous pourrions voir l'ordre mondial s'effondrer, des crises sans fin se succéder et voir naître un monde qui ne fait de place qu'aux gagnants."

—Thomas Homer-Dixon
et Johan Rockström

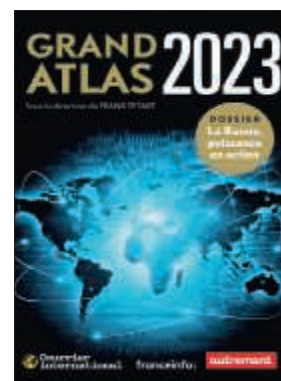
Publié le 13 novembre 2022

NOTRE SÉLECTION

Pour commander,
scannez le code QR



Ou sinon rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/vpc>



19,90€*

Collection dirigée par
Frank Tétart Format

Grand Atlas 2023

Le Grand Atlas 2023 fait le point sur l'actualité géopolitique mondiale. Les 50 thèmes abordent les enjeux politiques de l'année, les conflits en cours et les défis de la mondialisation. En plus, un dossier spécial pour fêter les 10 ans.

- Format : 20 x 29,5 cm
- 144 pages

L'agenda 2023

La rédaction de
Courrier international
à imaginé pour vous
un agenda original.

- Septembre 2022 à décembre 2023
- Format : 145 mm x 210 mm
- 144 pages
- Une double page par semaine
- Couverture rigide
- Ruban marque-page

9,90€*



Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 30/06/2023 * Frais de port en sus en fonction du produit. Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>



CARTOON MOVEMENT

Le progrès humain, un concept à revoir

Les indicateurs économiques ne sont plus à même de rendre compte de la réalité de la précarité humaine. La vision trompeuse d'un progrès inexorable est révolue, estime l'hebdomadaire Nikkei Asia.

Les problèmes auxquels a été confronté le monde jusqu'à présent, notamment la pandémie de Covid-19, ne sont peut-être que le début d'une longue série", écrit l'hebdomadaire japonais **Nikkei Asia** dans un dossier consacré à l'ère de l'instabilité. Une instabilité qui n'épargne personne, estime le journal. Preuve en est le discours à la nation prononcé en août dernier par Lee Hsien Loong, le Premier ministre de Singapour. Pourtant à la tête d'un des pays les plus prospères du monde, il encourageait ses compatriotes à se préparer psychologiquement à d'éventuelles difficultés. Il citait en exemple l'Europe, soudainement plongée dans la guerre.

De fait, l'Asie est en première ligne en cas d'instabilités internationales, explique l'hebdomadaire. Au cœur de la chaîne d'approvisionnement mondiale, elle est aussi au centre de l'attention géopolitique et est particulièrement vulnérable aux conséquences du changement climatique. Une réalité et une fragilité tangible, même si le continent a également été au cœur des progrès des dernières décennies.

Un rapport de l'ONU publié en février 2022 a clairement exposé ce paradoxe. L'étude, intitulée "Nouvelles menaces pour la sécurité humaine dans l'anthropocène", révèle que dans nombre

de pays la population est en moyenne plus riche et vit plus longtemps – ce qui n'empêche pas les gens d'être de plus en plus anxieux. Le rapport met en exergue ce contraste entre les progrès en matière de bien-être et la baisse du sentiment de sécurité dans la population. "Les gens sont en moyenne plus riches, vivent en meilleure santé et plus longtemps que jamais auparavant, conclut le rapport. Mais, sous ce vernis, un sentiment croissant d'insécurité a pris racine."

Citant les travaux de Nouriel Roubini et d'Adam Tooze, le *Nikkei* s'interroge : comment sommes-nous passés d'une vision selon laquelle la condition humaine serait en perpétuelle amélioration – un paradigme soutenu notamment par des indicateurs comme l'indice de développement humain (IDH) – à la perception d'une vulnérabilité inédite et soudaine ? "Ce changement radical de perspective conduit à se demander si notre confiance dans le progrès humain, étayée par les statistiques, a toujours été une erreur. Avons-nous trop extrapolé les événements du passé pour prédire l'avenir, comme Francis Fukuyama, qui nous annonçait le triomphe de la démocratie à l'échelle planétaire ? Ou faut-il remettre en cause l'objectivité des chiffres parce que des indicateurs comme le PIB sont de piètres reflets de la complexité de l'être humain ?"

← Dessin de Naser Jafari, Jordanie.

L'INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN A LAISSÉ PENSER QUE LA VIE DES HUMAINS S'AMÉLIORAIT DE MANIÈRE GLOBALE.



DANS NOS ARCHIVES

courrierinternational.com

Bienvenue dans la "permacrise", l'ère de la crise sans fin Brexit, terrorisme, pandémie, changement climatique, guerre : le monde semble voguer d'événements majeurs en ruptures sans interruption, constatait en mars 2022 le **Sunday Times**. Un sentiment renforcé par notre manière de consommer l'information en temps réel, indiquait l'hebdomadaire britannique, dont l'article est à lire en français sur notre site.

Des statistiques attachées à caractériser le développement économique mais inaptes à percevoir des réalités subtiles et complexes comme le rôle d'un système de sécurité sociale, de l'état de droit ou de la solitude – un facteur essentiel dans un pays comme la Corée du Sud, où les célibataires représentaient un tiers des foyers en 2021, précise le *Nikkei*.

Même l'indice de développement humain, vieux de trente-deux ans, développé par les Nations unies, a laissé penser que la vie des humains s'améliorait de manière globale, ce qui a masqué "un écart grandissant entre ces données encourageantes et le sentiment négatif éprouvé par les gens au sujet de leur vie".

Les limites de cette méthodologie ont été mises au jour par l'ère de l'instabilité. Voyons l'exemple de la Syrie, propose le *Nikkei Asia*. "Le pays a enregistré un indice plus élevé en 2019 que dans les années 1990, en dépit de la guerre civile. En moyenne, les Syriens vivaient-ils vraiment mieux en 2019 après une guerre dévastatrice que trois décennies plus tôt ?"

Il faut désormais "comprendre de la façon la plus fine possible les répercussions des événements sur la vie des gens, seule manière de mieux réparer ou atténuer les dommages". Et se prémunir contre une bulle, trompeuse, de progrès en matière de santé et de richesse humaine à une époque marquée par de redoutables défis, comme la lutte contre l'effondrement de l'environnement.—



Économie

+2,2%

C'EST LA CROISSANCE DU PIB prévue par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour 2023, dans son rapport du 26 septembre. L'OCDE anticipe "un ralentissement de la croissance mondiale à 2,2 % en 2023, contre 2,8 % prévus en juin", alors que l'invasion de l'Ukraine par la Russie a déclenché une crise mondiale de l'énergie et fait bondir l'inflation partout dans le monde. Si l'économie suivait la croissance démographique mondiale, elle "devrait croître d'environ 4 %", estime l'organisation. Ce qui signifie que "les revenus par habitant seront plus faibles dans de nombreux pays". Pour l'OCDE, "les plus grandes économies du monde sont en train de sombrer dans la récession".



Chaud dedans

Physiologie. Notre corps est capable de s'adapter et de trouver des ressources pour résister au froid et maintenir sa température... À condition que l'exposition à des températures glaciales ne dure pas trop longtemps.

—The Guardian Londres

Comme les autres mammifères et les oiseaux, nous sommes endothermes. Nous nous servons de la thermorégulation pour maintenir une température constante à l'intérieur de notre corps – entre 37 °C et 37,5 °C. Que l'environnement extérieur change, et s'enclenche alors "tout un éventail de réponses physiologiques, dont la réduction de la température des tissus – la peau, le sang et les muscles", explique Joseph Costello, spécialiste en physiologie sportive et environnementale au laboratoire de recherche sur les environnements extrêmes à l'université de Portsmouth [dans le sud de l'Angleterre]. "Si l'exposition [au froid] se prolonge dans le temps, on observe également une diminution de la température interne du corps."

La thermorégulation est gérée par l'hypothalamus, une structure du cerveau profond qui assure notre équilibre interne – l'homéostasie – en régulant certains mécanismes, comme le rythme cardiaque et la température corporelle. Si l'hypothalamus perçoit un refroidissement du corps, il envoie des signaux à la peau, aux glandes, aux muscles et aux organes, déclenchant de leur part des réactions qui permettront à l'organisme de rester chaud et de protéger ses organes vitaux.

Lorsque le corps se refroidit, la priorité est de protéger les organes internes. Si la température extérieure chute à 15 °C, les vaisseaux sanguins proches de la peau se contractent. Le flux sanguin se redirige alors des extrémités – les mains, les pieds, les bras, les jambes et les couches supérieures de l'épiderme – vers l'intérieur de l'organisme afin de maintenir les organes au chaud et ainsi les protéger.

La sensation de froid commence par la peau. Certaines personnes y sont plus sensibles que d'autres, en particulier les femmes, les personnes âgées et les enfants en bas âge. Les femmes possèdent plus de tissu adipeux que les hommes : une épaisse couche de graisse sous-cutanée isole les organes internes, mais bloque le flux de sang chaud vers la peau et les extrémités. En règle générale, elles possèdent également moins de muscles, qui permettent la production de chaleur par les tremblements. Le fait d'avoir moins de muscles ralentit aussi le métabolisme de base – soit la capacité à brûler l'énergie issue de la nourriture.

Chez les personnes âgées, le corps a plus de mal à envoyer le sang vers les endroits qui en ont besoin car le métabolisme ralentit avec l'âge. Quant aux bébés, explique Chris Dewhurst, néonatalogiste à la Women's NHS

Foundation [Fondation pour la santé des femmes] de Liverpool, ils n'ont pas de mécanismes métaboliques aussi développés pour réagir au stress thermique. "Par exemple, les bébés ne tremblent pas, révèle-t-il. Ils ont également un ratio surface de peau-masse corporelle élevé, ce qui veut dire qu'ils se refroidissent plus facilement." En revanche, les bébés ont du tissu adipeux brun – le même type de graisse que les animaux hibernants. "La graisse brune produit de la chaleur en puisant dans les calories, poursuit Chris Dewhurst. Des calories qui, en temps normal, seraient utilisées pour développer les tissus musculaires et cérébraux."

Les personnes âgées, les jeunes enfants et les femmes sont particulièrement sensibles au froid.

Le fait d'utiliser des calories pour conserver la chaleur, précise-t-il, se ressent sur la croissance et le développement du cerveau. Lorsque la température du corps chute, la tension artérielle se met à grimper sous l'effet du volume de sang accru pompé à travers un petit espace. Afin de réduire ce volume de liquide et la tension artérielle, les reins interviennent en filtrant les liquides en excès dans le sang, ce qui conduit la

personne à uriner plus souvent. C'est ce qu'on appelle la "diurèse due au froid". La raréfaction du sang dans l'épiderme peut entraîner un blouissement lorsque la température de la peau chute sous l'effet du froid. Lorsque le corps est exposé longtemps au froid, cette stratégie de protection peut réduire le flux sanguin dans certaines parties du corps à des niveaux potentiellement dangereux.

À ce stade, le corps peut prendre la décision de risquer de sacrifier les parties dont il a le moins besoin – les doigts, les orteils, les oreilles, le nez, les joues – pour maintenir sa température interne. Lorsque la température de la peau descend à -2 °C, les tissus commencent à geler. À mesure qu'elle gèle, la peau prend une teinte cireuse, pique ou picote, puis s'engourdit. C'est ensuite au tour des tissus profonds de geler. Ce sont les engelures. La peau bleuit, grise ou noircit. À -4 °C, des cristaux de glace se forment dans le sang. En cas d'engelure sévère, la peau devient dure comme du bois. Les muscles et les os commencent à geler à leur tour.

Lorsque le corps n'est plus en mesure de maintenir sa température interne en rétractant les vaisseaux sanguins, il se met à trembler pour augmenter la production de chaleur : les muscles squelettiques se contractent. C'est

le premier symptôme de l'hypothermie, qui affecte tous les mécanismes du corps – le métabolisme, l'acuité mentale, la conduction nerveuse, le temps de réaction neuromusculaire, ainsi que les appareils cardiovasculaire et respiratoire. À mesure que la température du corps descend, le sujet éprouve plus de difficultés à articuler, à coordonner ses mouvements et à faire fonctionner sa mémoire. À 32 °C [de température interne], le tremblement cesse. En deçà de 30 °C, les battements du cœur se font irréguliers, la fonction rénale est perturbée, des liquides s'accumulent dans les tissus et les espaces vides des poumons. À 29 °C, on risque la perte de connaissance; et à 26 °C, la mort.

Qu'en est-il lorsque vous êtes exposé à un froid modéré de manière prolongée – par exemple, lorsque vous ne pouvez pas vous chauffer chez vous? "Exposé à un froid moins intense pendant une longue durée, l'organisme va subir ce qu'on appelle des lésions sans gel des tissus", explique Clare Eglin, collègue de Joseph Costello également spécialiste en physiologie environnementale. "Parmi les symptômes d'une lésion sans gel des tissus, on trouve une altération des fonctions sensorielles, une sensibilité au froid et des douleurs liées aux atteintes sur les vaisseaux sanguins et les nerfs des pieds et des mains.





← Dessin de Tiounine paru dans **Kommersant**, Moscou.

rapidement la température du corps. Mais n'en faites pas trop ! Si vous surchauffez votre corps et que vous commencez à transpirer, l'évaporation de cette sueur peut se solder par une perte rapide de chaleur.

Éviter l'alcool : il fait affluer le sang à la surface de la peau et l'éloigne ainsi de l'intérieur de l'organisme, faisant chuter la température interne et accroissant donc le risque d'hypothermie. Il est également prouvé que l'alcool entrave le tremblement naturel ainsi que la sensation de froid.

Selon les spécialistes de l'University College de Londres (UCL), des milliers de personnes vont mourir et des millions d'enfants souffrir cet hiver en raison d'une précarité énergétique qui atteint un "niveau épidémique". "On est en terra incognita", résume Tammy Boyce, chercheuse associée principale à l'UCL et coautrice du rapport Marmot [sur les inégalités de santé en Angleterre, publié en 2010 et réactualisé en 2020]. "Des maisons qui n'étaient pas froides auparavant vont l'être pour la première fois. Des gens qui n'avaient jamais souffert de précarité énergétique vont en faire l'expérience."

Les handicapés, les personnes âgées et les enfants seront touchés de plein fouet, ajoute-t-elle, et les effets seront visibles partout, y compris sur les résultats scolaires, la santé mentale et la condition physique. "La seule bonne nouvelle, conclut Tammy Boyce, c'est que les gens vont se rendre compte des effets du logement sur la santé."

— **Katherine Latham**

Publié le 20 novembre 2022

SOURCE



THE GUARDIAN

Londres, Royaume-Uni

Quotidien, 134 443 ex.

theguardian.com

L'indépendance et la qualité

caractérisent ce titre né

en 1821, qui compte

dans ses rangs certains

des chroniqueurs les plus

respectés du pays.

The Guardian est le journal

de référence de l'intelligentsia,

des enseignants

et des syndicalistes.

Dans certains cas graves, ces symptômes peuvent durer des mois."

Le fait de respirer de l'air froid sur une longue durée peut irriter les voies respiratoires et les poumons – même chez les sujets sains – et aggraver des problèmes respiratoires existants comme l'asthme, la bronchite ou une pneumopathie chronique obstructive. Quand vous inspirez, le nez et la bouche réchauffent et humidifient l'air avant qu'il n'atteigne les poumons. Lorsque

Monter et descendre une marche peut produire 200 watts de chaleur supplémentaires.

l'air est froid, les voies respiratoires supérieures réagissent en se contractant, rendant la respiration difficile. Par ailleurs, l'air froid contient moins d'humidité que l'air chaud, de sorte qu'il peut provoquer un assèchement des voies respiratoires. "Les infections respiratoires profitent des températures basses", rappelle Erika Radford, responsable du conseil médical à [l'association d'aide aux victimes de troubles respiratoires] Asthma + Lung UK. "L'hiver est déjà une saison à haut risque pour les gens qui souffrent de pneumopathies, et la pire des choses qui puisse arriver,

c'est un déferlement dans les hôpitaux de patients qui ont du mal à respirer en raison d'une exposition au froid."

Il existe certaines méthodes scientifiquement prouvées pour conserver la chaleur du corps – et quelques remèdes de grand-mère à éviter...

Porter un bonnet : les scientifiques ont établi que nous perdions plus de chaleur par le corps que par la tête. Cependant, il reste utile de porter un bonnet parce que, quand le corps est chaud mais que la tête est froide, on ne tremble pas, ce qui entraîne une chute rapide de la température interne.

Accumuler les couches : le fait d'accumuler les couches fines pour emprisonner l'air reproduit le phénomène d'horripilation, plus connu sous le nom de "chair de poule", dont profitent souvent les animaux lorsque l'air se trouve emprisonné entre les poils qui se dressent sous l'effet de la contraction des tout petits muscles arrecteurs du poil, situés à la base de chaque follicule pileux.

S'activer : l'activité physique entraîne une contraction des muscles en puisant dans les nutriments, ce qui produit de la chaleur. Le simple fait de monter et descendre une marche peut produire 200 watts de chaleur supplémentaires et faire grimper

LA LETTRE TECH



Tous les quinze jours, l'actualité de la Silicon Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

La fin du "saint patron" et les rivières orange d'Alaska

Vox nous annonce, comme ça, que 2022 a sonné le glas du patron-génie et mis un terme à la dévotion aveugle des Américains pour leurs chers multimilliardaires. Les déboires d'Elon Musk, patron imprévisible et dictatorial de Twitter, en butte de surcroît à la chute catastrophique du cours de l'action Tesla, son autre fief, ont mis à mal le mythe du boss incontesté, de ce saint laïc dont la réussite démontrerait forcément les qualités humaines.

Autre point de mire : Sam Bankman-Fried, fondateur de la société d'investissement Alameda et du courtier en cryptomonnaies FTX, dont la chute a englouti au bas mot 2 milliards de dollars, puisés illégalement dans les comptes de ses clients. "SBF", avec son éternel short effrangé, dormant au bureau sur un pouf poire, n'avait pas lésiné sur les gages de vertu, finançant à hauteur de 40 millions de dollars les campagnes électorales démocrates, dont celle de Joe Biden, arrosant d'un pactole inépuisable toutes les causes écologiques en vogue au nom de sa prétendue idéologie de "l'altruisme efficace".

L'article précise qu'à la différence des nababs de la révolution industrielle, les jeunes titans de la tech prétendaient servir l'humanité par leurs innovations. Leur constante présence sur les réseaux sociaux ajoutait aussi à l'illusion de transparence, mais elle cause maintenant leur perte. Des millions d'admirateurs ont vu Elon Musk, le défenseur iconoclaste de la liberté d'expression, se muer en tyran paranoïaque et Sam Bankman-Fried admettre ouvertement que sa générosité cachait des stratégies cyniques. Les Américains blousés démystifient et

rejetent le pouvoir de l'argent, assure Vox. On demande quand même à voir.

Castors et pergélisol

De nombreuses rivières d'Alaska ont pris une vilaine couleur orange, raconte **Wired**. Ce phénomène, découvert par hasard dans le cercle arctique par des biologistes de l'Alaska Pacific University, s'accompagne d'une acidification de l'eau qui menace la pêche et pourrait bientôt priver les tribus locales d'eau potable. Imputée d'abord à tort aux déchets miniers, cette catastrophe est en fait l'une des conséquences du changement climatique. La fonte redoutée du pergélisol libère des sédiments riches en fer qui s'oxydent en surface et sont emportés par les cours d'eau. Les rivières rouillent, en somme.

Autre calamité révélée par **Knowable Magazine** : la toundra du nord de l'Alaska se réchauffe aussi à cause des... castors. Le changement climatique favorise la croissance des forêts dans ces régions nordiques, et les rend donc plus hospitalières pour les adorables rongeurs, qui rappliquent en masse et bâtissent aujourd'hui des milliers de barrages dans les rivières. Ces étangs artificiels sont suffisamment profonds pour que l'eau n'y gèle pas au fond, ce qui fait fondre le pergélisol sur leurs pourtours.—



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi la Lettre tech.

ÉCONOMIE



Le marché de l'électricité français est en panne

Concurrence. La défaillance du parc nucléaire, conjuguée aux effets de la guerre en Ukraine, met en évidence les effets pervers de la libéralisation du marché de l'électricité.

— **Financial Times** Londres

Cet été, Marion Hubert a reçu un message alarmant de son fournisseur d'électricité, Mint Énergie, lui annonçant le doublement de ses factures pour son appartement, près de Paris. Mais l'entreprise lui proposait une solution pour éviter cette hausse : passer chez EDF, l'ex-monopole, contrôlé [à 84 %] par l'État.

Alors que les craintes d'une vague de faillites se multiplient chez les distributeurs d'électricité européens face à la flambée des prix sur le marché de gros, plusieurs petits fournisseurs français se débarrassent de leurs clients. Après avoir séduit les consommateurs avec des offres alléchantes, ils ont aujourd'hui du mal à couvrir leurs coûts d'achats en gros, et leur modèle économique est proche du point de rupture. Certains ont interrompu leur activité, d'autres n'acceptent plus de nouveaux abonnés, d'autres encore ont été renfloués par des concurrents. Et l'afflux des clients vers EDF et ses tarifs réglementés risque d'anéantir quinze années d'efforts pour ouvrir le marché de l'électricité français à la concurrence.

Sevrage du gaz russe. Marion Hubert, qui avait opté pour Mint parce que cette entreprise s'engageait à soutenir la production d'énergie renouvelable, n'a plus les moyens de maintenir ce choix. *"Je suis pour le développement de l'énergie verte, et j'ai payé pour ça tant que j'ai pu. Aujourd'hui, ma*

priorité, c'est d'acheter à manger."

Alors que l'Europe tente de se sevrer du gaz russe depuis l'invasion de l'Ukraine, le chaos provoqué par la hausse des prix de gros de l'électricité suscite des appels à réformer ce marché et des interrogations sur les effets de sa libéralisation. EDF, qui a été créé après la Seconde Guerre mondiale pour unifier un marché morcelé et est aujourd'hui en passe d'être totalement renationalisé, contrôle encore près de 70 % du marché de détail français, soit bien plus que ses homologues des autres grands pays européens. La majorité de sa production provient du nucléaire.

Depuis quelques années, EDF perdait des clients, partis chez des concurrents moins chers. La plupart de ces nouveaux acteurs avaient en effet accès à l'électricité produite par l'opérateur public, à un prix fixe et avantageux – un dispositif [dit "accès régulé à l'électricité nucléaire historique", Arenh] conçu en 2011 pour encourager la concurrence, mais présenté par EDF comme un "poison" qui finance ses rivaux tout en minant ses propres finances. [EDF doit leur vendre un quota de 120 térawatt-heures (TWh) par an, ce qui correspond à plus d'un tiers de sa production nucléaire, au prix fixe de 42 euros le mégawatt-heure.]

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) a d'ailleurs ouvert une enquête sur certains de ces fournisseurs, qui auraient abusé du mécanisme en revenant sur le marché et au prix

fort l'électricité nucléaire obtenue à bas coût d'EDF, au lieu d'en faire profiter leurs clients.

Mais alors que la mise à l'arrêt de plusieurs réacteurs nucléaires français vient renforcer la crise [et contraint EDF à importer énormément d'électricité], le tarif avantageux de 42 euros le mégawatt-heure ne protège pas totalement les fournisseurs alternatifs [dont les besoins ne sont pas intégralement couverts par

Depuis le mois d'août, EDF gagne environ 100 000 clients par mois.

le mécanisme] contre l'envolée des prix sur le marché français. Durant l'été, les cours des contrats à terme [pour 2023] ont dépassé 900 euros le mégawatt-heure [contre 85 euros un an plus tôt].

Parallèlement, il est devenu plus difficile de rivaliser avec les tarifs réglementés d'EDF depuis que le gouvernement a plafonné leur hausse à 4 % pour 2022 afin de protéger les ménages. Depuis le mois d'août, EDF gagne près de 100 000 clients par mois, selon ses dirigeants.

En des temps plus cléments, les fournisseurs alternatifs misaient sur un modèle économique caractérisé par des marges et des coûts réduits. Mais ils ne sont qu'une poignée à disposer de leurs propres outils de production, et c'est ce qui les met

aujourd'hui en difficulté. *"À moins d'avoir vos propres moyens de production ou un portefeuille [de fournisseurs] très diversifié permettant de résister à ces tensions, vous avez beaucoup de mal à vous en sortir"*, analyse Denis Florin, du cabinet Lavoisier Conseil, spécialisé dans l'énergie.

Entre juillet 2021 et la fin juin 2022, le nombre de fournisseurs alternatifs est passé de 51 à 43, d'après les dernières données de la CRE. Selon un autre site officiel, ils ne seraient plus que 34 aujourd'hui – certaines entreprises opérant à une échelle très locale n'y sont toutefois pas répertoriées.

Contrats résiliés. Parmi ceux qui ont disparu figurent notamment Barry, une société danoise qui ne s'était implantée en France qu'en janvier 2021, avant de se replier sur son marché d'origine, et la filiale française du britannique Bulb, qui a fait faillite à la fin de 2021. Certains fournisseurs français se sont également retirés, comme E. Leclerc Énergie.

Tous n'ont pas explicitement redirigé leur clientèle vers EDF. Mais nombre de fournisseurs proposent des renouvellements de contrat à des tarifs exorbitants, voire procèdent à des résiliations pures et simples, comme la branche française de l'espagnol Iberdrola.

Face à ces tensions sur le marché de détail, les appels à réformer le système se multiplient. *"La manière dont s'est déroulée la libéralisation du marché n'est pas du tout satisfaisante"*, regrette Fabien Choné, consultant sur les questions énergétiques et cofondateur de Direct Énergie, racheté par le groupe pétrolier TotalEnergies en 2018. Les tarifs réglementés ont été supprimés pour la plupart des clients professionnels, un segment de marché où la concurrence est bien plus développée.

François Joubert, directeur général d'Ohm Énergie [créé en 2018], estime que certains fournisseurs parviendront quand même à tirer leur épingle du jeu et que les prix réglementés et non réglementés finiront par converger de nouveau. *"La situation de cet*

hiver est exceptionnelle, observe-t-il, c'est le résultat d'une décision politique du gouvernement, qui accepte qu'EDF perde de l'argent dans la manœuvre."

Le bouclier tarifaire instauré par l'État aurait en effet coûté plus de 8 milliards d'euros à EDF, obligé [du fait de la mise à l'arrêt de centrales nucléaires et de l'obligation de vendre de l'électricité à ses concurrents] de se fournir sur un marché de gros aux prix exorbitants. Et l'afflux de nouveaux abonnés, qui nécessite d'acheter toujours plus d'énergie, ne fera qu'aggraver la situation.

"Quand un client revient au tarif réglementé, [cela nous amène à servir ce client avec le bouclier tarifaire alors qu'on achète l'électricité à près de 500 euros sur les marchés]. Cela nous fait prendre une perte", déplorait lors d'une conférence de presse en octobre Marc Benayoun, directeur exécutif d'EDF chargé du pôle clients.

Total pourrait en revanche sortir gagnant de la crise. Riche des liquidités engrangées grâce à la hausse des prix des matières premières, le géant du pétrole est plus à même de supporter d'éventuelles pertes sur ses contrats d'électricité. En outre, il possède des centrales à gaz, qui lui permettent d'assurer sa propre production à long terme.

Florian Perroud, qui travaille dans le numérique en Vendée, a fini par passer chez Total lorsque Mint lui a annoncé que ses factures allaient doubler, à 240 euros. *"Je me suis presque demandé si ce n'était pas un canular."*

— **Sarah White**

Publié le 13 décembre 2022

SOURCE

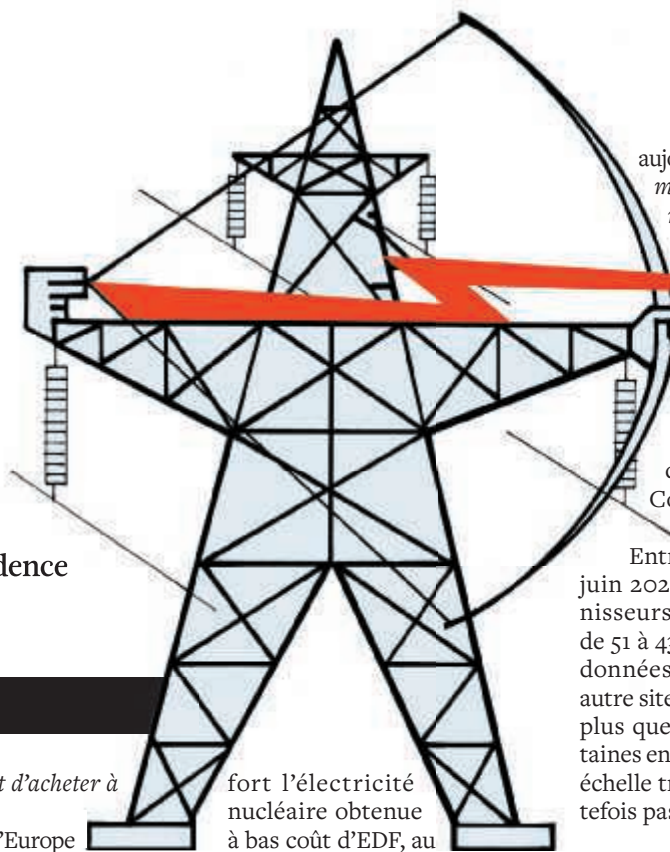


FINANCIAL TIMES

Londres, Royaume-Uni
Quotidien, 900 000 ex.
ft.com

Fondé en 1888 sous le nom de *London Financial Guide*, un journal de quatre pages destiné "aux investisseurs honnêtes et aux courtiers respectables", le *Financial Times* est aujourd'hui le quotidien financier et économique de référence en Europe. Il a été racheté par le groupe japonais Nikkei en 2015.

✍ Dessin de Vlahovic, Serbie.

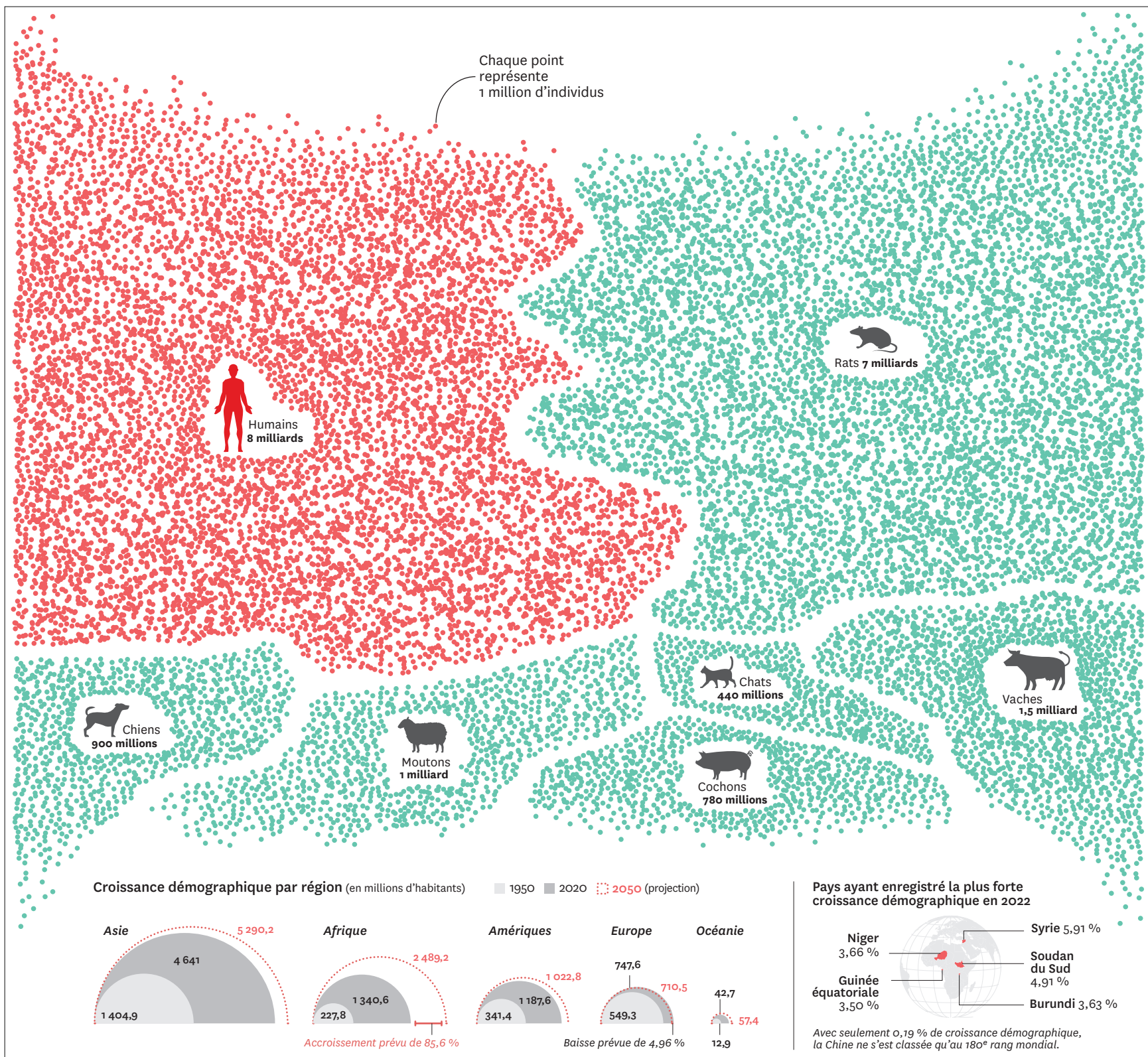




Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Nous sommes plus nombreux que les rats

Avec 8 milliards d'individus, les humains sont les mammifères les plus nombreux sur la planète.



Infographie de Han Huang et Yan Jing Tian Sources : Département des affaires économiques et sociales des Nations unies, PetKeen, Petpedia, The World Factbook

La source



SOUTH CHINA MORNING POST. Le journal de Hong Kong en langue anglaise fait régulièrement la part belle aux infographies. Celle-ci a été publiée le 25 novembre, dix jours après que l'Organisation des Nations unies a annoncé que la population

mondiale venait de dépasser les 8 milliards d'individus. C'est trois fois plus qu'en 1950. L'humain est désormais le mammifère le plus répandu sur terre, devant tous les animaux domestiques réunis. Seul le rat s'approche d'un tel nombre.

360



MAGAZINE

| | | |
|----------------------------------|-------------|----|
| L'Espagne, eldorado des poètes? | • Culture | 40 |
| Les anges gardiens du mont Kenya | • Voyage | 42 |
| La limonade se fait mousser | • Histoire | 43 |
| 24 heures avec Christine Lagarde | • Rencontre | 44 |

Un dernier jour comme un autre

Si la fin du monde survenait à l'improviste, dans quelles occupations surprendrait-elle les Américains? Le photographe Chris Maggio s'est amusé à imaginer la réponse. L'occasion de jouer avec les absurdités et les clichés du quotidien.



Hollywood nous a habitués à imaginer la fin du monde comme un film catastrophe. “Et si la toute dernière journée de l’humanité ne se déroulait pas de manière aussi dramatique qu’on le pense? Si elle était parfaitement banale, ordinaire?” interroge Chris Maggio. C’est avec cette hypothèse en tête que le photographe, installé à New York, s’est lancé dans sa série *Scenes from the Last Day on Planet Earth* (“Scènes du dernier jour sur Terre”), confie-t-il à l’hebdomadaire allemand *Die Zeit*.

Ce travail porte aussi la marque de la pandémie de Covid-19, qui a confronté Chris Maggio à sa propre mortalité. “Que vais-je laisser derrière moi? D’où viens-je? Quelle est mon identité culturelle?” s’est alors demandé ce descendant d’immigrés européens de diverses nationalités.

“Un beau jour, il m’est apparu clairement que je ne connaissais rien d’autre que la [culture] américaine dominante. Certaines personnes ont une histoire familiale très précise, d’autres se définissent par leur genre, mais je suis un homme blanc cisgenre au milieu de la trentaine, tout ce qu’il y a de plus classique”, raconte-t-il à *Die Zeit*.

“Alors j’essaie de montrer, dans mes photos, le romantisme du capitalisme tardif avec lequel j’ai grandi. Non pas pour le défendre, mais simplement parce que c’est ma vie, c’est comme ça que j’ai grandi.”

Ainsi de cette image qui montre un chariot abandonné sur le parking d’un centre commercial (voir p. 38). Elle est indirectement inspirée de son enfance à Long Island,

aux frontières de la ville de New York, explique Chris Maggio à *Die Zeit*. “Comme beaucoup de gamins américains, j’ai grandi dans les grands centres commerciaux et leurs immenses parkings. C’est le genre de propriétés privées où l’on peut se défouler tant qu’on veut, tant que personne ne vient vous chasser.”

Pas de nostalgie dans ses photos, nulle trace des motels et des diners en voie de disparition dont certains de ses collègues font leur miel. “J’ai sillonné la moitié des États-Unis à la recherche de scènes qui, au premier coup d’œil, évoquent des stéréotypes américains, mais qui permettent ensuite de briser les clichés”, narre encore Chris Maggio, pétri de culture populaire.

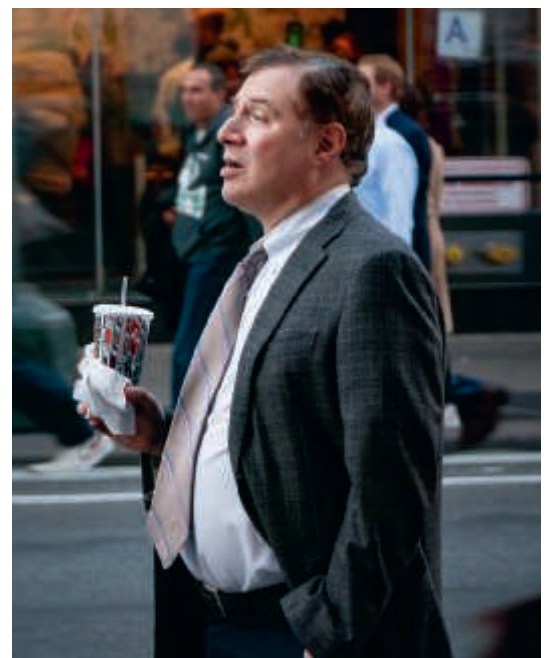
L’humour est sans cesse présent dans les photos de ce fils d’un professeur de mathématiques et d’une orthophoniste (“*Toute ma famille est complètement timbrée*”, explique-t-il à *Die Zeit*). Mais cet humour est aussi typiquement américain, selon lui : “Nous, les Américains, nous n’avons pas peur du ridicule. Nous faisons preuve d’une étonnante capacité à inventer des vérités dont nous parvenons ensuite à nous convaincre. Cela a parfois du bon – mais pas toujours. Nous sommes particulièrement doués pour le divertissement, et cela a quelque chose de romantique.”

— *Courrier international*





PHOTOS CHRIS MAGGIO



Le photographe

CHRIS MAGGIO

Ce New-Yorkais de 36 ans, né à Long Island et aujourd'hui installé dans le quartier du Queens, s'est fait connaître sur Internet avec ses mises en scène photographiques de désastres culinaires, à rebours de la tendance

du *food porn*. Il continue de mêler humour et documentaire dans ses photos, et travaille aussi bien pour la presse (*The New York Times*, *The New Yorker*, *Time*...) que pour le service de streaming Netflix ou de grandes marques de mode.



“Je crois que les Américains ont un sens de l’ironie qui parle au monde entier.”

Chris Maggio,
PHOTOGRAPHE



culture. 

L'Espagne, eldorado des poètes ?

Le prix Cervantes, le plus prestigieux de la littérature hispanophone, a été accordé cinq années d'affilée à des poètes. Mais prestige et popularité ne riment pas toujours, même en espagnol.

—El País (extraits)
Madrid

Rafael Cadenas. Cristina Peri-Rossi. Francisco Brines. Joan Margarit. Ida Vitale. Les cinq derniers lauréats du prix Cervantes peuvent être considérés avant tout comme des poètes, même s'il leur est arrivé de cultiver d'autres genres. Cinq années de suite, donc, le prix le plus prestigieux décerné à la littérature en castillan, remis par le ministère de la Culture et des Sports [espagnol], est revenu à des praticiens du vers. Cette série de prix vient rappeler un paradoxe qui n'est pas tout à fait nouveau : la poésie est le genre le plus prestigieux, mais en même temps il est loin d'être celui qui est le plus vendu ou le plus lu. Comment expliquer ce phénomène ?

“Dans la poésie, l'auteur se livre en une pure création distillée, commente María José Gálvez, directrice générale du Livre et de la Promotion de la lecture [organisation du ministère de la Culture] et secrétaire du jury Cervantes. La beauté, le rythme, l'engagement qu'il y a dans la poésie, je crois que c'est quelque chose d'unique. La poésie ne peut pas ne pas être honnête. Et c'est la raison pour laquelle nous en avons besoin, nous les lecteurs.”

✓ Dessin de Boligan paru dans El Universal, Mexico.

En effet, certains lecteurs ont besoin de poésie, mais ils ne sont pas si nombreux. Si la poésie a peu de lecteurs, ce sont les “meilleurs”, dit-on, quoi que cela signifie. Quant à savoir si l'attribution du prix à cinq poètes a été le fruit d'une vraie réflexion ou d'une volonté délibérée au sein du jury, María José Gálvez ayant un devoir de réserve, elle ne peut répondre. “Le contenu des délibérations doit rester secret, mais je peux vous dire que tous les critères et éléments d'évaluation sont étudiés et débattus en profondeur.”

Même si les goûts littéraires évoluent à travers le temps, il semble que la poésie – sauf dans les versions numériques et celle des jeunes générations qui ont parfois fait du bruit ces dernières années – joue un rôle honorifique, et donc secondaire. “Il y a des genres très à la mode, comme la chronique journalistique, l'autobiographie, ou toujours le roman, explique l'écrivain, poète et critique littéraire [espagnol] Carlos Pardo. Mais ce

sont les poètes, déjà des figures symboliques plus qu'autre chose, qui raflent les prix les plus importants.” Il souligne également un fait frappant : ces auteurs ont beau être très cohérents et avoir de très longs parcours, “ils n'ont pas été les plus visibles de leurs générations respectives, au contraire ils se sont tenus éloignés de la lumière des médias”.

Par exemple, le dernier lauréat du prix Cervantes [décerné le 10 novembre 2022], le Vénézuélien Rafael Cadenas, n'est pas très connu du public espagnol, comme le confirme Jesús García Sánchez, plus connu sous le pseudonyme de Chus Visor, directeur de la prestigieuse maison d'édition de poésie Visor Libros, dont les volumes aux couvertures noires caractéristiques comptent de nombreux lauréats. “Je publie Rafael Cadenas parce qu'il me plaît comme poète, mais il est certain qu'il ne vend pas beaucoup”, souligne-t-il. Est-ce qu'on observe un décollage de ventes après l'attribution d'un tel prix ? “Ce n'est pas très net, poursuit-il. Les prix décernés aux romans font vendre de gros tirages, mais en poésie cela ne se remarque pas trop.”

“La poésie ne peut pas ne pas être honnête. Et c'est pour cela que nous en avons besoin.”

María José Gálvez,
DIRECTRICE GÉNÉRALE DU LIVRE ET DE
LA PROMOTION DE LA LECTURE



“Le lecteur de poésie collabore avec le poète et le texte. Le lecteur de romans, lui, est passif.”

Jaime Siles,
POÈTE, PROFESSEUR ET JURÉ

“Je pense que le roman a un public, et que la poésie a des lecteurs, estime Jaime Siles, poète et professeur de lettres classiques, par ailleurs juré de plusieurs prix. C’est une grande différence : elle tient au fait que le lecteur de poésie collabore avec le poète comme avec le texte, c’est un lecteur actif, tandis que le lecteur de romans est un lecteur passif.” Si l’on se range à ce point de vue, le lecteur espagnol préfère la passivité. En 2021, le chiffre d’affaires de la poésie (qui inclut également les pièces de théâtre) a été de 7,4 millions d’euros, soit [0,29 %] de l’ensemble [des ventes du marché espagnol], selon le rapport “Commerce intérieur du livre”. Le

POÉSIE

roman s’est taillé une bonne part du gâteau – 503 millions d’euros (19,5 %) –, mais a été dépassé par le gros de la non-fiction [les textes universitaires, les ouvrages techniques, etc.], qui a accaparé 30 %.

La production de poésie, ce sont 701 titres publiés (ce qui comprend ici encore les pièces de théâtre), un chiffre modeste par rapport aux publications de romans, qui atteignent 9 539 titres, d’après le même rapport, réalisé par la Fédération des métiers de l’édition.

Force morale. Par ailleurs, ces dernières années, le marché poétique a été secoué par l’apparition d’un nouveau type de poésie, polémique par son “adamisme” [refus naïf de toute culture], s’adressant d’abord à un public jeune, et qu’on a appelé de différentes manières : parapoesie, poésie Internet ou Instagram, poésie pop d’adolescents attardés (comme la baptise Martín Rodríguez-Gaona [poète et auteur espagnol d’origine péruvienne] dans un essai [inédit en français]).

Certains auteurs de ce courant, aujourd’hui en perte de vitesse, ont vendu plusieurs dizaines de milliers d’exemplaires, ce qui était impensable avant (et après) pour un recueil, sauf s’il est signé Joaquín Sabina [musicien et poète connu pour son engagement contre le franquisme] (qui prépare un nouveau recueil de sonnets pour Visor, dont on espère qu’il fera exploser les ventes).

“La poésie [dans le pays] doit une bonne partie de son prestige à sa posture critique de dénonciation et de résistance sous le franquisme, ce qui lui a conféré une force morale importante”, rappelle Siles. Le roman, dont de nombreux sous-genres sont taxés de sous-littérature, n’a jamais atteint ce respect révérenciel que conserve la poésie, en tant que sacro-sainte gardienne du

langage et des expérimentations dont il fait l’objet.

Du fait de cette aura fantasmée d’intensité et d’expérimentation – car il y a une poésie difficile à lire, ou qu’on ne comprend pas directement –, il est facile de détester la poésie. De nombreux lecteurs ne la supportent pas, et parmi eux certains poètes : “Moi non plus je ne l’aime pas. / Mais en la lisant, cependant, avec un parfait mépris, on découvre en / elle, finalement, un lieu pour l’authentique”, écrit l’Américaine Marianne Moore dans des vers célèbres. “La poésie semble avancer à coups de prix, dit le poète et critique [espagnol] Luis Bagué Quílez. Les prix de jeune poésie servent à découvrir de nouvelles voix, et ceux de la consécration... eh bien, tout autant. Je suis convaincu que cette année le prix Cervantes n’a pas renforcé la réputation de Rafael Cadenas, il n’a fait que lui donner une visibilité. Mais si l’on imagine les romanciers jouer gros lot, le fait qu’on le décerne à un poète est (presque) toujours inattendu.”

Après les derniers prix Cervantes, on pourrait se dire qu’il n’y a jamais eu autant de prix pour un seul genre, puis qu’ils sont particulièrement importants dans le parcours des poètes. En général, ces derniers rêvent d’avoir chez eux une étagère couverte de coupes, comme celles qu’alignent certains clubs de football.

Le prix Cervantes a ceci de particulier qu’il couronne une carrière littéraire complète. Il existe un autre grand prix réservé aux vers, le prix Reina Sofia de poésie ibéro-américaine, obtenu dans sa dernière édition par [l’Espagnole] Olvido García Valdés. Mais la majorité des récompenses (décernées par des fondations, des municipalités, des conseils généraux...) reviennent à une œuvre inédite, due à de jeunes talents ou à des poètes confirmés.

À travers eux, s’ils ont du succès, les auteurs réalisent au moins trois objectifs d’un coup : ils voient leur recueil publié (parfois chez des éditeurs prestigieux), ils gagnent un peu d’argent (quelquefois une coquette somme : le prix Loewe est doté de 25 000 euros, toutefois très loin du prix Planeta, décerné à un roman, avec son million d’euros) et obtiennent quelques échos dans la presse (en fonction du prestige du prix obtenu). “Pour les poètes, les prix peuvent être le raccourci vers une publication, explique Chus Visor. J’ai une liste d’attente de trois ou quatre ans pour publier les recueils qui m’intéressent, mais les livres primés que je publie doivent être sur le marché dans les six mois.”

Pour Berta García Faet, qui a plusieurs récompenses à son actif, le fait qu’un grand prix littéraire a priori non réservé aux poètes soit monopolisé par ces derniers lui semble relever d’“un heureux hasard”. “Ce n’est pas quelque chose de délibéré, et il

ne faut pas y voir une estime particulière de la part de la critique, poursuit-elle. Au contraire, la poésie reste un genre minoritaire, pour le meilleur et pour le pire.” Le pire étant que les conditions ne permettent pas aux poètes d’atteindre des cercles situés en dehors de la fréquente endogamie du secteur. D’un autre côté, García Faet ne s’imaginerait pas “lue par le plus grand nombre, ou victime des servitudes liées aux best-sellers”.

Précarité. Une chose est sûre, la pratique de la poésie n’est guère synonyme d’aisance matérielle. Aucune personne dans son bon sens n’envisage sérieusement de vivre de cette activité, ce qui d’un autre côté aurait aussi quelque chose d’étrange : la poésie est à tel point associée à la précarité que l’inverse paraîtrait impensable, voire antipoétique. Il ne saurait y avoir d’alliance entre la poésie et le vil métal. Peut-être cette pauvreté poétique explique-t-elle la soif des récompenses : “S’il n’y a pas d’argent, au moins qu’il y ait des honneurs”, fait valoir Chus Visor, pour qui “la poésie est le métier artistique le plus compétitif”. “La reconnaissance, le soutien (économique)

apporté soit à la production, soit à la divulgation de nos œuvres (avec des prix, des résidences, des bourses, des festivals, des émissions culturelles, des aides à la publication ou à la traduction) sont absolument indispensables. Il faudrait qu’il y en ait beaucoup plus”, conclut García Faet.

—Sergio C. Fanjul

Publié le 7 décembre 2022



DANS NOS ARCHIVES

courrierinternational.com

Aux États-Unis, la fusion du rap et de la poésie. Une nouvelle génération d’artistes, rappers et poètes confondus, porte la symbiose entre les deux genres vers de nouveaux sommets. Et joue des réseaux sociaux pour gagner le public, raconte **The New York Times** (août 2021).



Les anges gardiens du mont Kenya

Le deuxième sommet d'Afrique attire de plus en plus d'amateurs de grimpe. Cet engouement amène les guides et porteurs kényans à envisager de se professionnaliser.



—The Christian Science Monitor
(extraits) Boston

Ce n'est qu'à la tombée de la nuit, quand leurs clients ont été nourris et admirent le spectacle des Alpes africaines, que les porteurs se mettent à faire la cuisine pour eux-mêmes. Et pas les pâtes, les salades et les currys qu'ils préparent pour leurs clients – des plats kényans. Blottis autour d'une *sufuria* (marmite), deux jeunes hommes remuent l'*ugali* [de la farine de maïs qu'on fait cuire à l'eau puis dont on fait une boule] sur un feu de charbon. Elle sera accompagnée de *beef wet fry* [du bœuf bouilli puis sauté avec des tomates, des oignons et diverses épices] et de légumes sautés. Des plats roboratifs parfaits pour leurs longues journées.

Ici, au camp Likii Nord, à près de 4000 mètres d'altitude, l'air est tellement pauvre en oxygène qu'il provoque parfois le mal des montagnes chez les non-initiés. Cependant ces pentes élevées sont un second foyer pour les porteurs, qui viennent des villages voisins.

Au mont Kenya, le sommet le plus haut d'Afrique après le Kilimandjaro, les porteurs permettent non seulement de réaliser des expéditions, mais en outre arrivent à les rendre confortables. Ils montent et démontent les tentes, portent le matériel, et préparent chaque jour trois repas

pour leurs clients, tout ça avant même que ceux-ci aient mis le pied au camp. Ces porteurs sont extrêmement compétents, tant par leur capacité physique que par leur connaissance de la montagne.

Ailleurs, le travail parfois invisible effectué par les guides locaux est enfin en train d'obtenir une juste reconnaissance, le cas le plus connu étant celui des sherpas de l'Everest. En revanche, les porteurs d'Afrique de l'Est demeurent malheureusement sous-payés et ont un long chemin à faire avant d'obtenir une reconnaissance.

L'alpinisme gagne en popularité au Kenya, ce qui va peut-être créer de nouveaux défis. Loin de favoriser l'économie locale, les mesures prises pour que le secteur soit au niveau des normes mondiales risquent d'exclure les guides locaux, qui, bien qu'expérimentés et connaissant le terrain, n'ont pas les moyens financiers d'obtenir une certification.

Cérémonie des pourboires. David Miano vient de Naromoru, une petite ville [du centre du pays] qui sert de base aux personnes qui font l'ascension du mont Kenya. Il a été porteur indépendant pendant vingt ans et a participé à des centaines d'expéditions. Il y a huit ans, il est devenu guide certifié après s'être formé avec James Kagambi, le premier Kényan à avoir conquis l'Everest. "Il y a eu beaucoup

de changements au fil des ans", déclare-t-il. Certains en mieux. La rémunération quotidienne des porteurs est passée d'environ 50 cents quand il a commencé à 8,40 dollars aujourd'hui.

Ce qui est délicat maintenant, c'est que le temps est devenu plus erratique et que les événements météorologiques extrêmes sont plus fréquents. Quand il n'a pas d'engagement, M. Miano fait des petits boulots, par exemple il répare des clôtures pour le Kenya Wildlife Service, l'organisme public responsable du tourisme.

Renson Muchuku est le chef de la formation nature à Savage Wilderness, la plus grande société de guides d'Afrique de l'Est. L'organisation a créé une cérémonie de remise de pourboires à la fin de chaque expédition, explique-t-il. Les clients se réunissent avec les porteurs pour les remercier convenablement. Malgré ces petites avancées, la reconnaissance du rôle essentiel des porteurs n'est pas encore là. "Il n'est pas rare qu'on me dise : 'Ah, je n'ai pas retenu le nom de nos porteurs', raconte Alex Zachrel, un Américain, l'un des rares *mzungu* (non-Africains) à être guide sur le mont Kenya. 'Comment, mais qu'est-ce que tu racontes ? Tu es resté avec eux pendant quatre jours !'"

Un froid glacial s'installe dès que le soleil plonge derrière les pics acérés qui entourent le camp. La température descend jusqu'à -10 °C la nuit par ici. Des élèves de l'école allemande de Nairobi, emmitoufflés jusqu'au menton, traînent en sirotant du chocolat chaud et en mangeant du pop-corn.

Les guides locaux, quoique expérimentés n'ont pas les moyens de payer leur certification.

Le lendemain matin, les tentes sont couvertes de glace. Les porteurs sont déjà en train de s'agiter de-ci de-là, disposant saucisses, pain grillé à l'œuf et fruits. L'excitation monte chez les jeunes; les petits drames à propos de gants perdus et de mal du pays se calment devant la nécessité d'aller de l'avant.

Alors qu'on commence à voir la pointe Batián, la plus haute cime, avec ses 5199 mètres d'altitude, Alex Zachrel désigne les aiguilles où des nuages tourbillonnants lâchent de temps en temps une rafale de neige. "Peter devrait être là-bas avec des clients en ce moment, déclare-t-il. À moins que la météo ne l'ait obligé à renoncer."

Peter Naituli, né d'un père kényan et d'une mère norvégienne, a grandi dans le comté de Nakuru, dans le centre du Kenya. D'après lui, la flexibilité est la plus grande force de l'alpinisme kényan. "Le caractère informel des loisirs nature permet aux gens du coin de travailler dans

Des porteurs sur la pointe Lenana, troisième cime du mont Kenya. Photo Kang-Chun Cheng / The Christian Science Monitor

la montagne, explique-t-il. Il y a beaucoup plus de liberté ici, le secteur n'est pas aussi réglementé que dans les pays occidentaux."

Cependant, c'est un peu un cercle vicieux. En étant formés et certifiés, les porteurs et les guides pourront facturer davantage à leurs clients. Sauf que, pour que les gens du coin en profitent, il faut que les formations soient abordables et accessibles. Pour le moment, rares sont les personnes qui peuvent se permettre de dépenser quelques centaines de dollars pour un cours de certification nature : le salaire mensuel est en général de moins de 600 dollars dans le pays.

Tout le monde ne voit pas ce caractère informel comme un avantage. Après tout, la montagne peut tuer. Il y a quelques années, un guide est mort en essayant de dégrager une corde coincée. Ses clients ont dû passer la nuit sur une saillie avant de redescendre. Et en 2015, un garçon de 14 ans est mort du mal des montagnes alors qu'il participait à une expédition avec son Eglise.

Nouvelles règles. Lilian Wamathai, instructrice à Savage Wilderness, est [pourtant] optimiste quant à l'avenir : les Kényans commencent à apprécier les activités nature et y consacrent plus d'argent et de temps. L'Association des porteurs et des guides publie des règles, en partenariat avec le Kenya Wildlife Service. Par exemple, le poids porté par les porteurs ne doit pas excéder 35 kilos.

Au camp Shipton, à 4260 mètres d'altitude, une étape avant la pointe Lenana (la troisième cime du mont Kenya), les jeunes se rassemblent pour un briefing avant de s'attaquer au sommet : réveil à 3 heures du matin, direction le sommet pour voir le lever du soleil puis descente, soit environ 30 kilomètres de marche en tout.

Un des jeunes est un peu patraque depuis que le groupe a atteint une altitude élevée. Il est assis, apathique, pendant que ses amis discutent autour de lui, il touche à peine à son repas. Alex Zachrel et son équipe le surveillent de près, forts de leur expérience. À 23 heures, ils décident d'évacuer l'intéressé. Le nombre requis de guides possédant une formation médicale et quelques porteurs se lancent dans une longue descente dans le noir. Les hélicoptères ne peuvent pas se rendre à Shipton de nuit, et attendre l'aube risque d'être fatal au jeune homme.

Pendant ce temps, les autres jeunes commencent à marcher dans l'autre sens. Ils avancent péniblement sur les pentes raides du Lenana, pendant que la voûte étoilée pâlit rapidement avec l'arrivée de l'aurore. Au moment où ils reviennent au camp, leur camarade est en sécurité et les porteurs leur ont préparé un délicieux petit déjeuner chaud.

—Kang-Chun Cheng
Publié le 20 octobre 2022

histoire. 

La grande histoire des petites bulles de limonade

Moyen Âge — Europe
 Depuis quand buvons-nous de la limonade ? Au moins depuis le Moyen Âge, et peut-être même avant.



—Historia (extraits) Bucarest

Le citron est à la base de la célèbre limonade. Il est le fruit du citronnier, arbre à feuilles persistantes, qui fait partie de la famille des *Rutaceae*, originaire d'Asie, du nord-est de l'Inde (Assam), du nord de la Birmanie ou de Chine.

Au fur et à mesure de son expansion sur le globe, le citron connaît plusieurs mutations, aboutissant à plusieurs variétés. Ce fruit amer était aussi connu des Romains, bien que nous n'en ayons pas de preuves écrites. Et une étude publiée dans le numéro de février 2018 de la revue *Nature* détaille la découverte de feuilles fossilisées retrouvées dans la province du Yunnan, en Chine, ce qui prouverait que les ancêtres du citronnier existaient sur place dès la fin du miocène, il y a plus de 8 millions d'années.

C'est au II^e siècle après J.-C. que l'on commence à consommer des citrons, d'abord dans le sud de l'Italie. Arrivé plus tard en Perse, puis en Irak et en Égypte vers l'an 700, le citron (dénommé en français ancien *limon*, en italien *limone* et en arabe *laymun* ou *limun*) se diffuse dans tout le monde arabe. Les citrons font l'objet d'une culture à grande échelle pour la première fois à Gênes, au XV^e siècle. Ils débarquent en Amérique vers 1493, quand Christophe Colomb y apporte des pépins de citron.

À Paris, la limonade n'apparaît qu'au XVII^e siècle, plus exactement le 20 août 1630. Confectionnée à base d'eau minérale pétillante, de jus de citron et de miel, la limonade est vendue par des marchands itinérants, directement à partir de tonneaux qu'ils transportent sur leur dos. La limonade est tellement recherchée à Paris qu'en 1676 ceux qui en font le commerce créent la Compagnie des

limonadiers. La Grande-Bretagne contribue au succès de la limonade grâce au chimiste Joseph Priestley, inventeur de l'eau gazéifiée artificiellement. Puis Johann Schweppe, un bijoutier suisse allemand, développe une méthode de carbonatation de l'eau à l'aide d'une pompe qui facilite la mise en bouteille et la commercialisation.

Aux États-Unis, au Canada, en Australie et en Inde, c'est la limonade trouble, à l'ancienne, non pétillante et utilisée aussi comme remède pour le mal de gorge, qui prédomine. Afin de gagner un peu d'argent de poche, les enfants américains créent des stands pour la vente de limonade.

Dans les années 1870, la limonade joue un rôle important aux États-Unis, en tant que solution de remplacement des boissons alcooliques, considérées comme nocives. Lucy Webb Hayes, première dame durant cette période, était une

En 1676, la Compagnie des limonadiers est lancée à Paris tant la boisson est prisée.

fervente prohibitionniste qui avait essayé d'interdire tout alcool à la Maison-Blanche, au point d'être surnommée "Lemonade Lucy".

En 1879 apparaît le concept de la "limonade rose", mentionnée pour la première fois dans le *West Virginia Wheeling Register*. On ne sait pas exactement quand ni par qui a été inventée la limonade rose, mais il existe à son sujet une légende amusante, dont le protagoniste a été un bonimenteur de cirque du nom de Henry E. Allott.

On raconte que vers 1872, quand Allott avait 14 ans, il était responsable d'un stand de boissons et de bonbons dans un cirque ambulante.

Tandis qu'il transportait un seau rempli de bonbons rouges à la cannelle, il l'aurait accidentellement renversé dans un récipient contenant de la limonade fraîche. Les bonbons auraient commencé à se diluer et à colorer la limonade. Allott aurait vendu la limonade rose, à sa grande surprise, avec succès. Depuis ce moment la limonade rose serait devenue une attraction de plus dans son cirque.

Il n'en reste pas moins que la limonade mélangée avec des fruits frais (pastèque, fraises, framboises, grenade) n'est pas une invention américaine : elle se consomme depuis des siècles partout dans le monde. Malgré tout, le mérite de la popularisation de ce type de limonade peut être attribué au cirque. Il existe même une théorie scientifique pour expliquer que la limonade rose ait été extrêmement appréciée. Les psychologues pensent que ce n'est pas seulement l'arôme qui attire les gens, mais aussi la couleur, car le rose est une couleur apaisante.

La limonade claire se consomme surtout en Grande-Bretagne, en Irlande, en Afrique du Sud. Mais il existe aussi une limonade marron. Dans l'Ulster, province du nord de l'Irlande, la limonade brune est obtenue par l'ajout de sucre brun. Et au Bangladesh, les limonades peuvent contenir du sel ou du jus de gingembre. Il n'y a pas de recette parfaite, c'est pourquoi la meilleure limonade est celle que l'on fait à la maison, à partir de citrons fraîchement pressés, auxquels on ajoute de l'eau plate ou gazeuse, sucrée ou non, additionnée de feuilles de menthe. En guise de conclusion, ce conseil que nous a légué l'écrivain américain Dale Carnegie (1888-1955) : "Quand la vie te donne des citrons, fais de la limonade."

—Alexandru Zaharia
 Publié le 1^{er} juillet 2022

↗ **Le Marchand de limonade, toile de Lorenzo Tiepolo (1770).**
 Photo Joseph Martin/
 akg-images

La rencontre.



Quand un mot de travers peut coûter des milliards

— Der Spiegel (extraits) Hambourg

Il est très exactement 7 h 05 quand l'attaché de presse de Christine Lagarde reçoit l'information : elle devrait arriver d'un instant à l'autre au lieu de rendez-vous prévu, une station-service Aral tout illuminée située non loin de chez elle, [à Francfort].

Dehors, il fait encore nuit, la station est déserte. Deux minutes passent, puis une Mercedes argentée se présente au coin de la rue. C'est sa voiture de fonction.

Christine Lagarde est depuis trois ans la présidente de la Banque centrale européenne (BCE), première femme à la tête de l'institution, et l'une des femmes les plus puissantes du monde. En fixant les taux directeurs, elle peut faire ou défaire des fortunes, influencer sur les marchés, le cours des actions et des obligations, les taux de change. Un mot de travers dans sa bouche peut coûter des milliards.

"Good morning, nous lance-t-elle [au moment où nous montons dans son véhicule]. Welcome to the car." Elle est assise sur la banquette arrière de sa Mercedes, derrière le siège passager. Son chemisier est sorti de son pantalon. Elle entame l'une des journées les plus importantes de son emploi du temps de présidente, un "high-pressure day", comme elle dit, une "journée sous haute pression". C'est en effet le jour où se réunit le Conseil des gouverneurs de la BCE, l'instance suprême de la banque qui, toutes les six semaines, fixe les taux directeurs pour l'Europe.

Deux femmes et 23 hommes y siègent : aux côtés de Christine Lagarde, cinq membres du directoire de la BCE et les banquiers centraux des 19 États qui ont adopté l'euro à ce jour. En général, elle prend le temps de faire quelques exercices de relaxation avant de se rendre au bureau, explique-t-elle, du yoga ash-tanga - inspirer, tenir, expirer. Mais, ce matin-là, elle a un document à potasser. De quatre pages et demie. L'argumentaire de son économiste en chef, [l'Irlandais] Philip Lane, pour une nouvelle hausse des taux de 75 points de base.

Ce jeudi-là, le 27 octobre 2022, c'est déjà la troisième fois d'affilée que la BCE relève son taux directeur - en l'occurrence de 1,25 % à 2 %, après que celui-ci était resté inchangé, à 0 %, pendant six mois consécutifs, jusqu'en juillet dernier. Ce faisant, l'institution cherche à enrayer la flambée des prix. Le taux d'inflation de la zone euro s'élevait à 9,9 % [en septembre] et rien n'inquiète davantage les Européens en ce moment que l'envolée des prix. Pour la BCE, l'enjeu n'avait pas été aussi important depuis longtemps.

Garante de la stabilité de la deuxième monnaie de référence dans le monde derrière le dollar, la BCE emploie plus de 3 500 personnes. C'est la seule des grandes banques centrales à représenter un espace monétaire et pas seulement un pays. Une organisation dont, hormis les experts, peu de gens comprennent le fonctionnement.

Quand sa voiture de fonction arrive sur le parvis de la BCE, à Francfort, Christine Lagarde sait qu'elle va être prise en photo. Or son chemisier n'est toujours pas rentré dans son pantalon. C'est la seule petite liberté que se permet la présidente tous les matins, un petit luxe de confort, avant de reprendre le collier. Elle confesse : "Quand je suis dans ma voiture, je suis encore détendue. Je peux encore porter mon chemisier par-dessus mon pantalon."

La Banque centrale européenne est une institution clé pour lutter contre la hausse des prix. Der Spiegel, visiblement conquis, en explore les coulisses dans le sillage de sa présidente, la Française Christine Lagarde.

→ Christine Lagarde. Dessin de Pedro Silva, Portugal.



Le taux directeur est l'instrument le plus important dont dispose la Banque centrale européenne pour combattre l'inflation.

Cette manie vestimentaire n'est peut-être qu'un menu détail, mais les menus détails, a-t-elle appris depuis qu'elle a endossé ses fonctions de présidente, peuvent avoir une grande importance.

Il lui faut cinq minutes pour traverser le hall désert, encore plongé dans la pénombre. Elle franchit ensuite un sas de sécurité que lui tient ouvert une vigile, prend l'ascenseur jusqu'au 40^e étage de la tour sud où, enfin, derrière deux portes sécurisées supplémentaires, à l'extrémité d'un couloir interminable, l'attend sa secrétaire. Elle la salue chaleureusement, pénètre dans son bureau et s'éclipse un bref instant dans un cabinet de toilette en arrière de sa table de travail. Quand elle en ressort, le chemisier est impeccable.

À compter de cet instant, elle a une bonne demi-heure devant elle pour potasser. Après quoi, le Conseil de la BCE se réunira pour fixer le taux directeur, celui auquel les banques commerciales peuvent emprunter auprès de la banque centrale.

Ce taux n'est pas le seul instrument dont dispose la BCE pour lutter contre l'inflation, mais c'est le plus important. Si elle relève les taux, le coût de l'emprunt auprès de la BCE augmentera pour les banques commerciales. Ces dernières chercheront alors à répercuter la hausse du coût du crédit sur leur clientèle. Quelqu'un qui voudra, par exemple, souscrire un prêt pour acquérir un bien immobilier devra s'attendre à le payer plus cher. En un mot, il devient plus difficile d'acheter – ce qui tire les prix vers le bas, ou en tout cas les fait grimper moins vite que ce n'était le cas jusque-là.

Ce jeudi-là, la plupart des experts s'attendent à un relèvement de 0,75 point de pourcentage du taux directeur. Ce n'est pas le genre de décision que l'on prend tout à trac : en agissant par surprise, les banques centrales prennent toujours de grands risques. Certaines ont déjà déclenché des crises économiques majeures, comme celle de la dette en Amérique latine au début des années 1980, la crise immobilière et le krach boursier de la fin des années 1980 au Japon, ou encore les crises qui ont ébranlé le Mexique et l'Asie quelques années plus tard. Les investisseurs ont tendance à surréagir et à se copier les uns les autres.

Lagarde ne doit pas trop en dire, ni trop peu. L'annonce des taux est un petit chef-d'œuvre de communication. [À 7 h 50], elle prend l'escalier qui monte au 41^e étage. Les membres du Conseil attendent en grappes compactes devant la salle de réunion, un café à la main.

Lagarde les a déjà tous reçus la veille, le matin, pour un "échange de vues informel" sur divers sujets; l'après-midi, pour deux présentations d'un quart d'heure, suivies chacune d'un échange sur l'évolution des marchés et la conjoncture économique; et enfin, le soir, pour le "dîner des gouverneurs", dans la salle de restaurant de la tour nord de la BCE, où l'on parle d'un peu tout. Sauf du montant exact du taux.

Pour cela, il a fallu une proposition officielle de l'économiste en chef de la BCE, qui l'a élaborée sur plusieurs jours, en concertation avec la présidente, avant de l'arrêter dans la nuit de mercredi à jeudi. "Il aime bien travailler la nuit", sourit Christine Lagarde au sujet de Philip Lane, son économiste en chef. *Moi, je suis une lève-tôt.*

À 23 heures, glisse-t-elle, elle était déjà au lit. Elle a quitté le dîner des gouverneurs avant tout le monde, faisant l'impasse sur les cigares et le "petit cognac" que beaucoup de gouverneurs de banques centrales s'autorisent après le repas. Le matin, à 4 h 30, une demi-heure après s'être levée, elle était devant le texte que Philip Lane lui avait envoyé et se félicitait de ne pas être restée fumer

avec les autres. Cela peut avoir aussi ses avantages de faire bande à part.

"J'ai toujours été une franc-tireuse", confesse Christine Lagarde. Elle a toujours été la toute première – et souvent la seule femme – à se hisser au sommet, mais y a presque toujours été seule. Pendant six ans, elle a présidé aux destinées du cabinet d'avocats américain Baker McKenzie, puis en France à celles des ministères du Commerce extérieur, de l'Agriculture et des Finances [sous les présidences Chirac et Sarkozy]. Enfin, huit années durant, elle a été la première femme à la tête du Fonds monétaire international (FMI), à Washington.

"Moi, la petite Française, j'étais la patronne d'un cabinet d'avocats américain", raconte Christine Lagarde. *Que ce soit aux ministères de l'Économie, de l'Agriculture ou à la tête du FMI, j'étais toujours entourée de docteurs en économie, alors que je n'avais même pas de doctorat en économie moi-même. Et quand je suis arrivée à la BCE, je n'avais aucune expérience des banques centrales.*

Elle continue : "C'est ma vie. Ça a toujours été comme ça." Et à vrai dire, elle ne se débrouille pas si mal. "Quand les gens ne s'attendent pas à ce que tu saches ce qu'eux savent, quand ils croient que tu ne parles pas leur langue mais que tu la parles, en fait, tu peux tourner la chose à ton avantage. Tu peux les surprendre."

Elle s'approche des mange-debout où sont accoudés les banquiers centraux des 19 États membres, 19 mines renfrognées. Au départ, ils ne remarquent pas sa présence. Lagarde pose la main sur l'épaule de l'un d'eux. "Ils doivent bien se conduire", sourit Christine Lagarde. Manifestement, ils n'avaient pas bien compris qu'il y aurait un journaliste parmi eux ce jour-là. Ils regardent Lagarde, les mines se rassèrent, ils commencent à plaisanter. Un de ces messieurs rappelle alors que l'on vit une "période de forte inflation". "Il ne faudrait pas qu'on nous voie [dans les médias] en train de rire", glisse-t-il. Et tout le monde d'éclater de rire.

Quand elle a pris le relais de son prédécesseur, l'Italien Mario Draghi, voilà trois ans, beaucoup se plaignaient de la mauvaise ambiance qui régnait au Conseil. Ce dernier était divisé entre les "faucons", globalement favorables à une hausse des taux, et les "colombes", qui appelaient plutôt de leurs vœux des taux contenus. Mario Draghi était une colombe, un partisan des taux bas, et jusqu'au terme de son mandat, en octobre 2019, il a exercé une politique dans ce sens. Les faucons, dont le président de la Bundesbank allemande, se sentaient ignorés, et l'ambiance au Conseil s'est dégradée au fil du temps.

Christine Lagarde a fait savoir dès le départ qu'elle ne voulait se laisser ranger dans aucun de ces deux camps. Qu'elle n'était ni un faucon ni une colombe, s'inventant pour elle-même une nouvelle catégorie, celle de la chouette, associée entre autres à l'intelligence. Résultat, on lui offre des chouettes en peluche, qui s'entassent dans son bureau.

À 8 heures précises, Lagarde pénètre dans la salle de réunion du Conseil, avec vue panoramique sur Francfort. Derrière elle, on aperçoit les tours de bureaux du centre-ville, au-dessus d'elle le "plafond européen", une carte stylisée de l'Europe, la même qu'on trouve sur les billets de banque. Elle s'installe dans un des fauteuils en cuir beige, devant la table ronde autour de laquelle les membres du Conseil ont déjà pris place, et ouvre la séance. Elle souhaite à tous la bienvenue, salue un participant en distanciel et passe la parole à son économiste en chef, Philip Lane. Ce qui se dit pendant les trois heures et demie qui suivent restera confidentiel. Tous les non-membres du Conseil ont été priés de quitter la salle.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

"Tout comprendre sur l'inflation. Et pourquoi son retour inquiète."

Dans cet article écrit au début de l'année 2022, **CNN** décrypte la mécanique de l'inflation, de retour après des décennies.

À lire, traduit en français, sur notre site.

SOURCE



DER SPIEGEL

Hambourg, Allemagne
Hebdomadaire, 655 371 ex.
spiegel.de

Un grand, très grand magazine d'enquêtes, lancé en 1947, agressivement indépendant, et qui a révélé plusieurs scandales politiques. Depuis sa création, le *Spiegel* a choisi la ligne du journalisme d'investigation. Il est le magazine d'actualités allemand à la plus large diffusion.

Après la pause déjeuner – qu'elle a prise dans son bureau –, elle reçoit ses plus proches collaborateurs (dont Philip Lane) pour évoquer la conférence de presse imminente. Elle ne peut pas formuler les choses à sa guise, le moindre mot pouvant avoir une incidence sur les cours, sur les marchés. Elle confirme : *“Le climax, c'est la conférence de presse. C'est le moment où on attend de toi un message bien précis. Si tu envoies un signal dans la mauvaise direction, ça peut être lourd de conséquences.”*

Ça lui est déjà arrivé une fois, pendant son mandat, le jour où elle a expliqué que ce n'était pas à la BCE de réduire la différence de rendement entre les obligations d'État de l'Italie et de l'Allemagne [dont l'économie est réputée plus stable]. Les investisseurs avaient cru alors à un revirement de la BCE et avaient vendu leurs obligations italiennes, dont les cours avaient plongé, jusqu'à ce que Lagarde ne clarifie les choses dans une interview. Elle en a tiré la leçon.

La conférence de presse se tient dans une pièce qui donne directement sur le hall. Elle est équipée comme un studio de télévision, avec des caméras, des éclairages, des coulisses. Lagarde veut savoir quelle caméra regarder pour les questions qui ne viendront pas de la salle, mais des journalistes qui se connecteront en visio. Elle veut savoir qui verra quoi de son visage, et elle semble tendue.

“Vous allez assurer, comme d'habitude”, la rassure le régisseur. *“Merci, sourit Lagarde, encore [des compliments], encore !”* Puis elle demande de l'eau. *“Plus qu'une minute”*, prévient le régisseur. Lagarde inspire profondément. Son instant yoga.

Ce qui intéresse, ce jeudi-là, c'est surtout la phrase par laquelle la BCE fixe le cadre de la hausse des taux qui vient d'être décidée. Cette phrase, c'est la suivante : *“The Governing Council expects to raise interest rates further”*, “le Conseil prévoit de poursuivre le relèvement des taux d'intérêt”.

En soi, cette phrase n'a rien d'extraordinaire. Sauf que, dans ses dernières *“décisions de politique monétaire”*, prises en septembre, quand la BCE avait relevé le taux directeur de 0,75 point de pourcentage, c'est la phrase suivante que l'on avait entendue : *“Over the next several meetings we expect to raise interest rates further”* [“au cours des prochaines semaines, nous prévoyons de nouvelles hausses des taux d'intérêt”]. Ce *“over the next several meetings”* a disparu entre-temps. Pour le profane, à première vue, ça ne change pas grand-chose. Mais, pour les marchés, c'est une source de conjectures. La BCE voudrait-elle dire par là que les taux seront relevés dans une proportion moindre que ce qui était prévu en septembre ?

Lagarde prend place derrière son pupitre, devant un mur bleu, entourée de son attachée de presse et de son vice-président, et salue les journalistes présents. Elle doit maintenant lire la *“déclaration de politique monétaire”*, le document que lui a préparé son économiste en chef. Elle prend une brève inspiration, chaque mot doit tomber juste. C'est à ce moment-là qu'elle s'aperçoit que le prompteur ne fonctionne pas.

Plus tard, quand tout ça sera derrière elle, elle revient sur ce moment où elle scrutait le prompteur et n'y voyait rien. Si elle n'avait pas glissé, au cas où, la version manuscrite dans sa chemise, elle aurait peut-être été obligée de dire : *“Désolée, il faut interrompre la conférence de presse, le prompteur est hors service.”* Elle ne veut même pas penser à ce qui se serait produit alors.

D'une manière ou d'une autre, elle parvient cependant à garder son calme. Personne ne remarque qu'elle lit sa feuille et, au bout de quelques minutes, le prompteur



10%

C'EST LE TAUX D'INFLATION ANNUEL

publié par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne, le 30 novembre dernier. Un léger recul par rapport au mois précédent, où ce chiffre était de 10,6 %. Mais ce reflux, le premier en un an et demi, ne concernait pas la France, où la hausse de l'indice des prix à la consommation harmonisé se maintenait de façon surprenante à un niveau record, comme en octobre, à 7,1 % selon l'Insee. L'Institut mettait en exergue *“une accélération de la hausse des prix des produits alimentaires et des produits manufacturés, tandis que les coûts énergétiques pour les ménages ont diminué, même si le gouvernement a réduit la remise sur le gazole et l'essence”*.

↑ *“Changement de cap”*.

Sur le dos de Christine Lagarde : BCE.

Dessin de Mohr paru dans Handelsblatt, Düsseldorf.

“Le climax, c'est la conférence de presse. C'est le moment où on attend de toi un message bien précis.”

Christine Lagarde

revient à la vie. Ne restent plus désormais que les questions des journalistes, un dernier test de crédibilité. Peut-elle parler politique monétaire de manière impromptue ?

Une heure durant, elle se soumet à l'exercice. Elle maîtrise le sujet, parle librement, reprenant toujours les mêmes éléments de langage. De nouvelles interventions sur les taux. Des progrès significatifs. De nouvelles interventions sur les taux. À chaque question, on reprend au point de départ.

Sa mission accomplie, elle retourne au 40^e, où elle reçoit brièvement les membres du directoire, qui la félicitent pour sa prestation et scrutent l'évolution des cours sur leurs téléphones. Les cours restent stables – seul l'euro a reculé un peu face au dollar –, pas de fluctuations importantes, pas de catastrophe, c'est déjà un premier succès.

Elle voit brièvement son compagnon, Xavier Giocanti, venu de Marseille pour assister la veille au soir à un match de la Ligue des Champions entre l'Olympique de Marseille et l'Eintracht Francfort avec son fils. Puis elle se remet au travail dans son bureau. Elle ajoute : *“Les mesures que nous venons de prendre aujourd'hui n'auront pas de retombées directes sur les prix dans les mois à venir. Il faudra sans doute attendre dix-huit mois pour qu'elles produisent tous leurs effets. Et ça, il faut qu'on l'explique, sinon les gens ne comprennent pas pourquoi on relève les taux, alors qu'on est sans doute déjà en train d'entrer en récession.”*

Pour elle, qui a été souvent accusée d'être moins à l'aise avec les chiffres que d'autres, faute d'une longue expérience dans une banque centrale, il n'est pas sans risque d'expliquer des sujets techniques en des termes simples, sans jargon. Les analystes n'aiment pas qu'elle parle une autre langue, plus simple que celle des marchés, avec ses codes immuables qui leur donnent de l'assurance.

Mais Lagarde juge de son devoir d'essayer. Autrement, dit-elle, on ne créera jamais de confiance pour une institution qui joue désormais un rôle capital dans le quotidien des gens. *“Si on ne comprend pas ce que je dis, comment peut-on me faire confiance ? Aujourd'hui, on ne fait plus confiance aux gens qui s'expriment de manière trop alambiquée.”*

Elle a encore un dernier rendez-vous, puis elle prendra l'avion pour Dublin, où elle verra le ministre des Finances irlandais [Paschal Donohoe] et le président de la banque centrale [Gabriel Makhoul], et participera à un débat télévisé – un tout autre public, à qui il faut expliquer les choses différemment.

C'est ce qu'elle faisait déjà quand elle était avocate. Elle a toujours testé ses plaidoiries sur ses enfants, pour voir si elle arrivait à se faire comprendre. Et si elle devait expliquer la mission de la BCE à des enfants ? Installée sur son canapé, à Francfort, elle réfléchit un instant puis répond : *“Je leur demanderais sans doute de sortir un billet de leur porte-monnaie, s'ils en ont un, et je leur demanderais ce qu'ils voient en haut à gauche de ce billet. Ils y verraient ma signature ou celle de mon prédécesseur. Et je leur dirais : ‘Nous sommes les gardiens de l'euro, et notre mission, c'est de garantir la stabilité des prix, de faire en sorte que l'euro soit disponible et reconnu dans tous les pays membres de la zone. Et que les enfants d'Italie qui vont en France, et ceux d'Allemagne qui vont en Irlande, puissent payer avec la même monnaie. Parce que nous faisons tous partie d'un même club, qui est respecté et estimé dans le monde entier.’”*

Elle se lève. Peut-être que cette explication n'est pas seulement une explication pour les enfants.

—Marc Hujer

Publié le 4 novembre 2022

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier international**



Journées Québec

Décrochez un emploi
au Québec dans
un secteur d'avenir.

Quebec.ca/journeesquebec